



Société Anonyme au capital de 264.900,00 €
RCS Bordeaux 421 603 747
Siège social : Parc d'Activités Neil Armstrong II
19, avenue Neil Armstrong
33700 MERIGNAC

OFFERING CIRCULAR

*RELATIVE A L'ADMISSION DE LA TOTALITE DES
ACTIONS DE LA SOCIETE CORTIX SUR ALTERNEXT
A LA SUITE D'UN PLACEMENT PRIVE*

SOMMAIRE

INFORMATION PRELIMINAIRE	8
RESUME DE L'OFFERING CIRCULAR	10
1. Informations concernant la Société	10
2. Informations concernant l'opération	12
3. Modalités pratiques	13
1ERE PARTIE : MODALITES DE L'OPERATION	14
1. Objectifs de l'opération	14
2. Actions dont l'admission est demandée sur Alternext	14
3. Placement privé préalable à l'admission	14
4. Autorisations en vertu desquelles est réalisé le placement privé	18
5. Facteurs de risques liés à l'opération	19
6. Etablissements financiers en charge de l'admission	20
2EME PARTIE : PRESENTATION DE LA SOCIETE	21
1 PERSONNES RESPONSABLES	21
1.1 Responsable de l'Offering Circular	21
1.2 Attestation du Responsable de l'Offering Circular	21
1.3 Politique d'information	21
2 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES	22
2.1 Commissaire aux Comptes titulaire	22
2.2 Commissaire aux Comptes suppléant	22
2.3 Informations sur les contrôleurs légaux ayant démissionné, ayant été écartés ou n'ayant pas été renouvelés	22
3 INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES	23
4 FACTEURS DE RISQUES	24
4.1 Risques liés à l'activité	24
4.1.1 Risques internes liés au réseau commercial Français	24
4.1.2 Risques internes liés au réseau commercial Européen	25
4.1.3 Les risques externes susceptibles de perturber l'évolution de l'activité	25

4.2	Risques liés à l'organisation de la Société	26
4.2.1	Dépendance à l'égard des principaux actionnaires	26
4.2.2	Dépendance vis-à-vis des collaborateurs clés	26
4.2.3	Aptitude de l'organisation à gérer la croissance	26
4.3	Risques de marché	26
4.3.1	Risques de liquidité	26
4.3.2	Risques de taux	27
4.3.3	Risques de change	27
4.4	Risques juridiques	27
4.4.1	Litiges et faits exceptionnels	27
4.4.2	Contrôle fiscal	28
4.5	Risques sociaux	28
4.6	Risques technologiques et industriels (production)	28
4.7	Assurances	29
5	INFORMATIONS CONCERNANT D'EMETTEUR	30
5.1	Histoire et évolution de la Société	30
5.1.1	Dénomination sociale	30
5.1.2	Registre du Commerce et des Sociétés	30
5.1.3	Date de constitution et durée de la Société	30
5.1.4	Siège social, forme juridique et législation applicable	30
5.1.5	Coordonnées complètes	30
5.2	Investissements	31
5.2.1	Investissements réalisés	31
5.2.2	Investissements en cours et principaux investissements à venir pour lesquels la société a pris des engagements fermes	31
5.2.3	Investissements envisagés	31
6	APERÇU DES ACTIVITES	32
6.1	Présentation générale et métiers	32
6.1.1	Métier de la Société	32
6.1.2	Organisation	32
6.1.3	L'évolution de l'acquisition clientèle	35
6.1.4	Produits offerts	36
6.2	Marchés et stratégie	44
6.3	Marché captif et potentiel en Europe	46
6.4	La force de vente en Europe	47
6.5	Le business model	48
6.6	Composition du chiffre d'affaires de CORTIX	49
6.7	La concurrence	51
6.8	La production et les achats de prestations - les fournisseurs	52
6.9	La maîtrise de la qualité de l'offre	52
7	ORGANIGRAMMES	54
7.1	Organigramme juridique	54
7.2	Organigramme fonctionnel	58

8 PROPRIETES IMMOBILIERES ET EQUIPEMENTS	59
9 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT	60
9.1 Evolution de la situation financière liée à l'exploitation courante	60
9.2 Effets sur la situation financière d'éléments non directement liée à l'exploitation courante	60
10 TRESORERIE ET CAPITAUX	61
10.1 Informations sur les capitaux propres de CORTIX	61
10.2 Source et montant des flux de trésorerie de CORTIX	62
10.3 Conditions d'emprunt et structure de financement de CORTIX	63
10.4 Information relative à toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sensiblement, directement ou indirectement, les opérations de CORTIX	64
10.5 Informations sur les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2.3 (Investissements futurs) et 8 (propriétés immobilières)	64
11 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, MARQUES, BREVETS ET LICENCES	65
11.1 Politique de Recherche et Développement	65
11.2 Crédit Impôt Recherche	65
11.3 Brevets et Licences	65
11.4 Marque déposée	65
11.5 Labellisation OSEO	65
12 INFORMATIONS SUR LES TENDANCES	66
12.1 Tendances ayant ou pouvant avoir un impact sur CORTIX depuis la fin du dernier exercice	66
12.2 Tendances générales ayant ou pouvant avoir un impact sur l'activité de CORTIX	66
13 PREVISIONS OU ESTIMATIONS DE BENEFICE	67
13.1 Prévisions	67
13.2 Rapport du commissaire aux comptes sur les prévisions de résultat 2008 à 2011	78
14 ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE, ET DIRECTION GENERALE	78
14.1 Composition et fonctionnement des organes de direction et de contrôle	80
14.1.1 Conseil d'administration	80
14.1.2 Informations générales relatives aux administrateurs et dirigeants	81
14.2 Conflit d'intérêt au niveau des organes d'administration et de la direction générale	82
15 REMUNERATIONS ET AVANTAGES	83
15.1 Intérêts et rémunérations	83
15.2 Montant total des sommes provisionnées aux fins de versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	83

16 FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	84
16.1 Mandats des membres des organes d'administration et de direction	84
16.2 Informations sur les contrats de service liant les membres du conseil d'administration à la Société ou l'une de ses filiales	84
16.3 Comités du Conseil d'Administration	84
17 SALARIES	85
17.1 Ressources humaines	85
17.2 Participations et stock-options	86
17.3 Participation et intéressement du personnel	86
18 PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	87
18.1 Actionnaire(s) majoritaire(s)	87
18.2 Droits de vote de l'actionnaire majoritaire	87
18.3 Déclaration relative au contrôle de la Société par l'actionnaire majoritaire	87
18.4 Accord portant sur le contrôle de la Société	88
19 OPERATIONS AVEC DES APPARENTES	89
Rapport spécial du Commissaire aux Comptes (exercice clos le 30 juin 2007)	91
20 INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR	96
20.1 Comptes sociaux historiques audités aux 30 juin 2007 et 2006	96
20.1.1 Comptes sociaux au 30 juin 2007	96
Rapport général du commissaire aux comptes sur les comptes au 30/06/2007	116
20.1.2. Comptes sociaux au 30 juin 2006	119
Rapport général du commissaire aux comptes sur les comptes au 30/06/2006	128
20.2 Comptes consolidés	129
20.3 Vérification des informations financières	129
20.3.1 Déclaration relative à la vérification des informations financières historiques	129
20.3.2. Informations vérifiées par les contrôleurs légaux	129
20.3.3. Informations financières figurant dans le présent document et n'ayant pas été vérifiées	129
20.4 Date des dernières informations financières	129
20.5 Informations financières intermédiaires et autres	129
20.6 Politique de distribution de dividendes	130
20.7 Procédures judiciaires et d'arbitrage	131
20.8 Changement significatif de la situation financière ou commerciale depuis le 30/06/2007 jusqu'à la date de 1 ^{ère} cotation	131
20.9 Engagements hors bilan	131
21 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	133
21.1 Renseignements à caractère général concernant le capital	133
21.2 Actes constitutifs et statuts	138

22 CONTRATS IMPORTANTS	147
23 INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS	148
24 DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	149
25 INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	150

INFORMATION PRELIMINAIRE

Décret no 2006-557 du 16 mai 2006 modifiant le chapitre Ier du titre Ier du livre IV de la partie réglementaire du code monétaire et financier

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu le code des assurances ;

Vu le code monétaire et financier, notamment son article L. 411-2 ;

Vu le code de la mutualité ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu l'ordonnance n° 45-2710 du 2 novembre 1945 relative aux sociétés d'investissement ;

Vu l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, notamment son article 1er ;

Vu la loi n° 72-650 du 11 juillet 1972 modifiée portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, notamment son article 4 ;

Vu la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, notamment son article 1er ;

Vu la loi n° 2005-842 du 26 juillet 2005 pour la confiance et la modernisation de l'économie,

Décète :

Art. 1er. – Les articles D. 411-1 et D. 411-2 du code monétaire et financier sont remplacés par les articles D. 411-1 à D. 411-4 ainsi rédigés :

« Art. D. 411-1. –

I. – Ont la qualité d'investisseurs qualifiés au sens de l'article L. 411-2 lorsqu'ils agissent pour compte propre :

« 1° Les établissements de crédit et les compagnies financières mentionnés respectivement à l'article L. 511-9 et à l'article L. 517-1 ;

« 2° Les institutions et services mentionnés à l'article L. 518-1 ;

« 3° Les entreprises d'investissement mentionnées à l'article L. 531-4 ;

« 4° Les sociétés d'investissement mentionnées à l'article 6 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 susvisée ;

« 5° Les organismes de placement collectif mentionnés à l'article L. 214-1 et les sociétés de gestion d'organisme de placement collectif mentionnées à l'article L. 543-1 ;

« 6° Les sociétés d'assurance et les sociétés de réassurance mentionnées, respectivement, au premier alinéa de l'article L. 310-1 et à l'article L. 310-1-1 du code des assurances ;

« 7° Les sociétés de groupe d'assurance mentionnées à l'article L. 322-1-2 du code des assurances ;

« 8° Les institutions de prévoyance mentionnées à l'article L. 931-1 du code de la sécurité sociale ;

« 9° Le fonds de réserve pour les retraites mentionné à l'article L. 135-6 du code de la sécurité sociale ;

« 10° Les mutuelles et unions de mutuelles relevant du livre II du code de la mutualité autres que celles mentionnées à l'article L. 510-2 du même code ;

« 11° Les compagnies financières holdings mixtes mentionnées à l'article L. 517-4 et au 9o de l'article L. 334-2 du code des assurances ;

« 12° Les Etats membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques ;

« 13° La Banque centrale européenne et les banques centrales des Etats membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques ;

« 14° Les organismes financiers internationaux à caractère public auxquels la France ou tout autre Etat membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques fait partie ;

« 15° La Caisse d'amortissement de la dette sociale instituée par l'article 1er de l'ordonnance du 24 janvier 1996 susvisée ;

« 16° Les sociétés de capital-risque mentionnées à l'article 1er de la loi du 11 juillet 1985 susvisée ;

« 17° Les sociétés financières d'innovation mentionnées au III de l'article 4 de la loi du 11 juillet 1972 susvisée ;

« 18° Les intermédiaires en marchandises ;

« 19° Les entités remplissant au moins deux des trois critères suivants :

« – effectifs annuels moyens supérieurs à 250 personnes ;
« – total du bilan supérieur à 43 millions d’euros ;
« – chiffre d’affaires ou montant des recettes supérieur à 50 millions d’euros.
« Ces critères sont appréciés au vu des derniers comptes consolidés ou, à défaut, des comptes sociaux, tels que publiés et, le cas échéant, certifiés par les commissaires aux comptes.

« II. – Ont également la qualité d’investisseurs qualifiés, lorsqu’ils agissent pour compte propre et à partir du jour de réception de l’accusé de réception attestant de leur inscription sur le fichier mentionné à l’article D. 411-3 :

« 1° Les entités qui remplissent au moins deux des trois critères suivants :

« – effectifs annuels moyens inférieurs à 250 personnes ;
« – total du bilan inférieur à 43 millions d’euros ;
« – chiffre d’affaires ou montant des recettes inférieur à 50 millions d’euros.

« Ces critères sont appréciés au vu des derniers comptes consolidés ou, à défaut, des comptes sociaux, tels que publiés et, le cas échéant, certifiés par les commissaires aux comptes. La décision d’inscription sur le fichier mentionné à l’article D. 411-3 est prise, selon le cas, par le conseil d’administration, par le directoire, par le ou les gérants, ou par l’organe de gestion de l’entité ;

« 2° Les personnes physiques remplissant au moins deux des trois critères suivants :

« – la détention d’un portefeuille d’instruments financiers d’une valeur supérieure à 500 000 € ;
« – la réalisation d’opérations d’un montant supérieur à 600 € par opération sur des instruments financiers, à raison d’au moins dix par trimestre en moyenne sur les quatre trimestres précédents ;
« – l’occupation pendant au moins un an, dans le secteur financier, d’une position professionnelle exigeant une connaissance de l’investissement en instruments financiers.

« III. – Ont également la qualité d’investisseur qualifié :

« 1° Les entités mentionnées au I lorsqu’elles agissent pour le compte d’un organisme de placement collectif ou d’un investisseur qualifié appartenant à l’une des catégories mentionnées au I ou au II ;

« 2° Les prestataires de services d’investissement lorsqu’ils agissent dans le cadre d’une activité de gestion de portefeuille pour le compte de leur mandant.

« Art. D. 411-2. – Ont également la qualité d’investisseurs qualifiés les personnes physiques ou entités reconnues investisseurs qualifiés dans les Etats parties à l’accord sur l’Espace économique européen, conformément aux dispositions de la directive 2003/71/CE du 4 novembre 2003.

« Art. D. 411-3. – Les personnes ou entités mentionnées au II de l’article D. 411-1 qui en font la demande et déclarent sous leur responsabilité réunir les critères mentionnés au II de l’article D. 411-1 sont inscrites dans un fichier tenu par l’Autorité des marchés financiers selon les modalités fixées par son règlement général. Ces personnes ou entités peuvent renoncer à tout moment à leur qualité d’investisseur qualifié en accomplissant les formalités fixées par le règlement général de l’Autorité des marchés financiers.

« Art. D. 411-4. – Le seuil mentionné au dernier alinéa du II de l’article L. 411-2 est fixé à 100. »

Art. 2. – Le ministre de l’économie, des finances et de l’industrie est chargé de l’exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 16 mai 2006.

Par le Premier ministre : DOMINIQUE DE VILLEPIN

Le ministre de l’économie, des finances et de l’industrie,

THIERRY BRETON

RESUME DE L'OFFERING CIRCULAR

AVERTISSEMENT AU LECTEUR

Ce résumé doit être lu comme une introduction à l'Offering Circular. Toute décision d'investir dans les instruments financiers qui font l'objet de l'opération doit être fondée sur un examen exhaustif de l'Offering Circular.

Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans l'Offering Circular est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des Etats membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction de l'Offering Circular avant le début de la procédure judiciaire. Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris le cas échéant sa traduction et en ont demandé la notification au sens de l'article 212-42 du règlement général de l'AMF, n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties de l'Offering Circular.

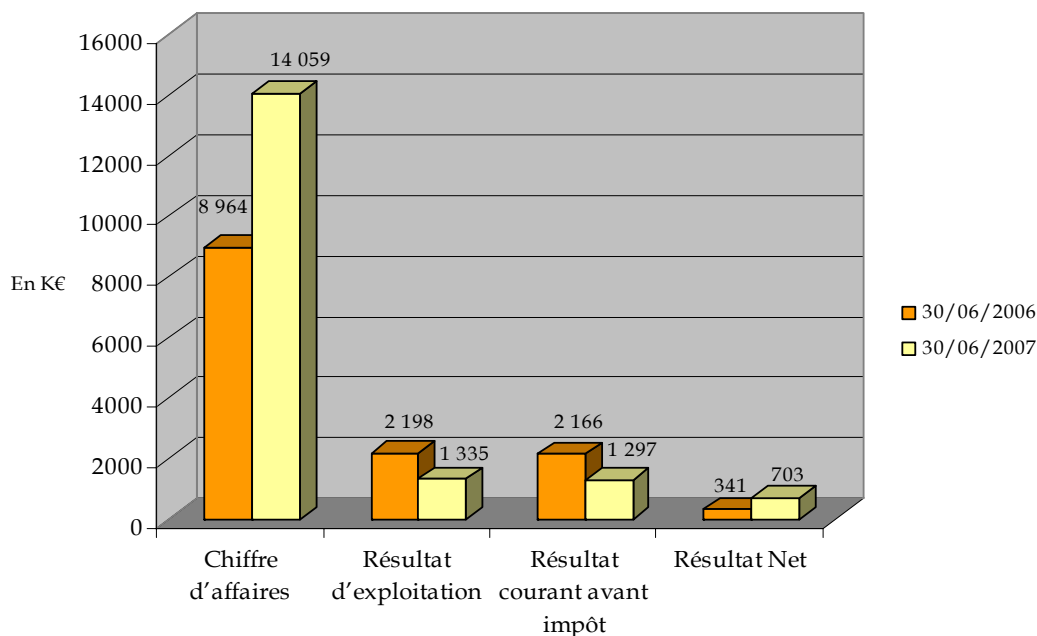
1. Informations concernant la Société

1.1. Activités de CORTIX

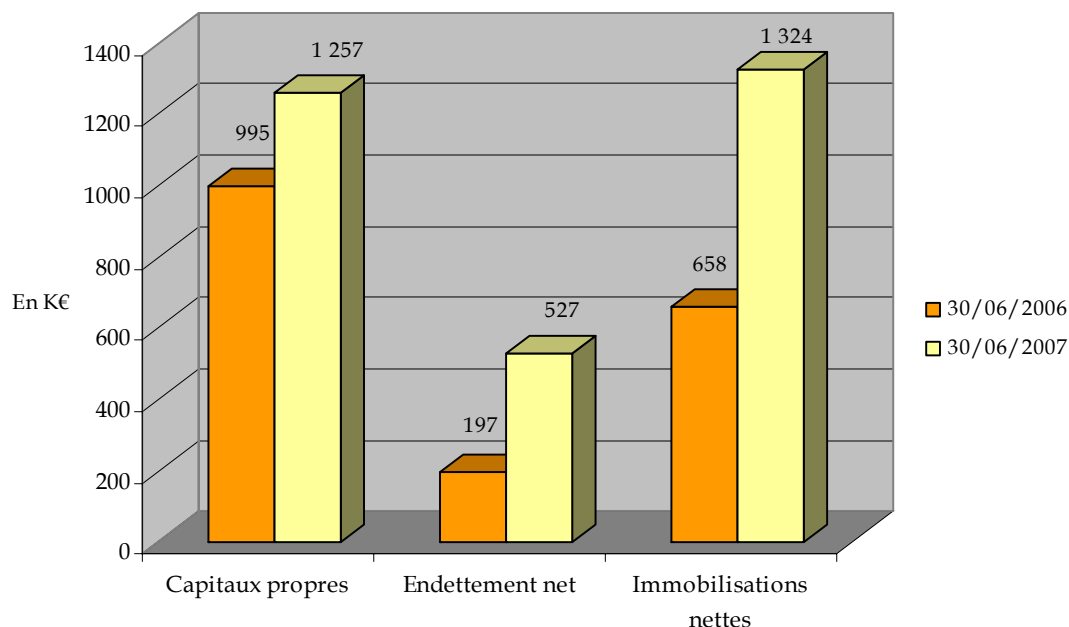
L'activité de CORTIX consiste dans la création de sites Internet en intégrant les besoins du client, la conception du site, l'hébergement, le référencement, la maintenance et le financement du projet. Sa clientèle est historiquement constituée à 85 % de PME/PMI/TPE.

1.2 Données financières sélectionnées

Les graphiques ci-dessous présentent une sélection de données financières de CORTIX au 30 juin 2007 et au 30 juin 2006 (en K€) :

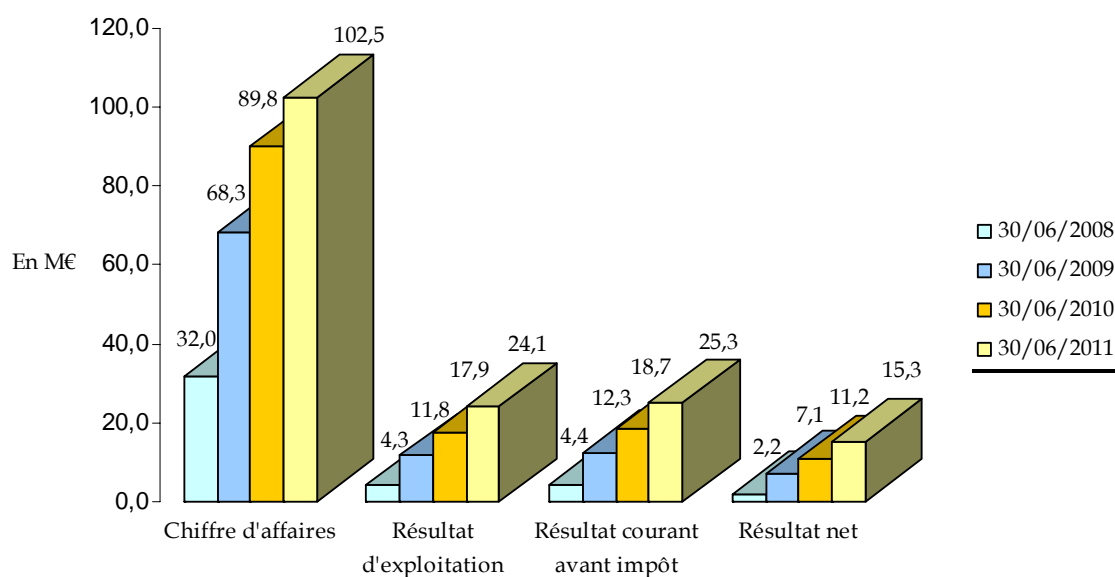


Remarque : Les rachats liés au non commencement d'exécution comptabilisés en charges exceptionnelles jusqu'au 30 juin 2006, sont à compter du 1^{er} juillet 2007, directement comptabilisés en déduction du Chiffre d'Affaires.



1.3. Perspectives

Présentation synthétique des prévisions 2008/2011



2. Informations concernant l'opération

2.1 Objectifs de l'opération

L'inscription des titres de CORTIX sur le Marché ALTERNEXT d'Euronext Paris, et l'augmentation de capital réalisée à cette occasion ont pour objectif de:

- accélérer le développement de CORTIX en renforçant sa structure financière
- augmenter la notoriété de l'entreprise et renforcer sa crédibilité financière sur ses marchés particulièrement auprès de ses clients et partenaires.

2.2 Capital admis

CORTIX a demandé l'inscription sur ALTERNEXT de 2.943.118 actions (= 2.649.000 actions existantes + 294.118 actions nouvelles émises préalablement à la 1^{ère} cotation sur la base du prix milieu de fourchette) de 0,10 € de valeur nominale.

Ces actions ne sont actuellement cotées sur aucun marché financier.

2.3 Capital offert

L'objectif de l'émission est de lever un produit brut de, au moins, 5 M€.

➤ Capital offert (sur la base du prix milieu de fourchette):

	Bas de fourchette	Milieu de fourchette	Haut de fourchette
Nombre total d'actions proposées aux investisseurs qualifiés	619 466	599 118	581 244
Total d'actions après opération	2 963 466	2 943 118	2 925 244
% du capital de CORTIX proposé aux investisseurs qualifiés	20,9%	20,4%	19,9%
% des droits de vote de CORTIX proposés aux investisseurs qualifiés	18,81%	18,30%	17,85%

➤ Provenance des titres offerts (sur la base du prix milieu de fourchette):

Composition et nombre d'actions offertes	- 294 118 actions nouvelles sont offertes (sur la base du prix milieu de fourchette), représentant 9,99% du capital social et 8,98% des droits de vote de la société après augmentation du capital. - 305 000 actions anciennes sont offertes , représentant 10,36% du capital social et 9,32% des droits de vote de la société après augmentation du capital.
Date de jouissance	1 ^{er} juillet 2007. Les actions nouvelles seront entièrement assimilées à compter de leur émission aux actions existantes.

Option de sur-allocation : Néant

Garantie de bonne fin :

Le Placement ne fera pas l'objet d'une garantie de bonne fin.

Le début des négociations sur le titre n'interviendra donc qu'à l'issue des opérations de règlement-livraison et après délivrance du certificat du dépositaire.

3. Modalités pratiques

3.1 Calendrier de l'opération

Jeudi 6 décembre 2007	Ouverture du placement de l'augmentation du capital
Vendredi 14 décembre 2007	Clôture du placement de l'augmentation du capital*
Mardi 18 décembre 2007	Emission du certificat du dépositaire Avis à la cote diffusé par Euronext
Jeudi 20 décembre 2007	Introduction sur ALTERNEXT
Vendredi 21 décembre 2007	Première cotation

* *sauf clôture anticipée*

3.2 Contact investisseur

Monsieur Emmanuel Guérineau
Directeur Administratif et Financier

Parc d'activités Neil Armstrong II
19, avenue Neil Armstrong
33700 MERIGNAC
Tel.: 05.57.29.03.45

3.3 Intermédiaires financiers

ARKEON Finance
27, rue de Berri
75 008 PARIS

1ERE PARTIE : MODALITES DE L'OPERATION

1. Objectifs de l'opération

L'inscription des titres de CORTIX sur le Marché ALTERNEXT d'Euronext Paris, et l'augmentation de capital réalisée à cette occasion ont pour objectif d' :

- accélérer le développement de CORTIX en renforçant sa structure financière,
- augmenter la notoriété de l'entreprise et renforcer sa crédibilité financière sur ses marchés particulièrement auprès de ses clients et partenaires.

2. Actions dont l'admission est demandée sur Alternext

Nombre d'actions	› 2.649.000 actions existantes composent le capital à la date de la présente note, toutes de même valeur nominale, intégralement souscrites, entièrement libérées. › 294.118 actions nouvelles doivent être émises dans le cadre de l'offre (sur la base d'un prix milieu de fourchette).
Valeur nominale des actions	0,10€ de valeur nominale chacune
Catégorie	Les actions sont toutes de même catégorie
Nature et forme	Les actions sont nominatives ou au porteur
Date prévue d'inscription	Le jeudi 20 décembre 2007
Libellé des actions	CORTIX
Code ISIN	FR0010459081
Mnémonique	ALCTX
Dénomination du secteur d'activité	9533 Computer services

3. Placement privé préalable à l'admission

Préalablement à l'admission et sur la base d'un prix milieu de fourchette, il est procédé à un placement privé auprès d'Investisseurs Qualifiés d'un montant de 10,3M€ (cession + augmentation du capital), soit, sur la base d'un prix de 17,0€ par action :

- 294.118 actions nouvelles ; et
- 2 649.000 actions anciennes.

Une demande d'admission des actions de la Société aux négociations sur le Marché Alternext d'Euronext Paris, a été déposée auprès d'Euronext Paris.

Cette admission des actions de la Société aux négociations sur le Marché Alternext d'Euronext Paris sera effective sous condition de la réalisation de l'augmentation du capital objet du présent Offering Circular. L'admission des actions sur l'Alternext sera effectuée par le biais d'une Cotation Directe.

3.1 Liste des Investisseurs Qualifiés

Conformément aux dispositions de l'article L.411-2, II, 4°, b) du Code Monétaire et Financier, l'Investisseur Qualifié est « une personne ou une entité disposant des compétences et des moyens nécessaires pour appréhender les risques inhérents aux opérations sur instruments financiers »¹.

La liste de ces Investisseurs Qualifiés est établie par l'article D.411-1 du Code Monétaire et Financier :

Conformément à l'article 211-4 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF), il est précisé :

1° Que l'opération ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'AMF ;

2° Que les personnes ou entités mentionnées au 4° du II de l'article L. 411-2 du Code Monétaire et Financier ne peuvent participer à cette opération que pour compte propre dans les conditions fixées par les articles D. 411-1, D. 411-2, D. 734-1, D. 744-1, D. 754-1 et D.764-1 du Code Monétaire et Financier;

3° Que la diffusion, directe ou indirecte, dans le public des instruments financiers ainsi acquis ne peut être réalisée que dans les conditions prévues aux articles L. 411-1, L. 411-2, L.412-1 et L. 621-8 à L. 621-8-3 du Code Monétaire et Financier.

3.2 Calendrier

Jeudi 6 décembre 2007	Ouverture du placement de l'augmentation du capital
Vendredi 14 décembre 2007	Clôture du placement de l'augmentation du capital*
Mardi 18 décembre 2007	Emission du certificat du dépositaire Avis à la cote diffusé par Euronext
Jeudi 20 décembre 2007	Introduction sur ALTERNEXT
Vendredi 21 décembre 2007	Première cotation

* sauf clôture anticipée

3.3 Prix auquel les actions sont offertes

Fourchette de prix par action : 15,9€ / 18,1€

Soit un prix milieu de fourchette de: 17,0€

3.4 Actions mises à la disposition des Investisseurs Qualifiés

CORTIX souhaite réaliser une augmentation de son capital social de 5M€.

Dans ce contexte, l'augmentation du capital social envisagée emportera l'émission d'un nombre maximum de :

Sur la base du prix :	Bas de fourchette	Milieu de fourchette	Haut de fourchette
Nombre d'actions nouvelles créées :	314 466	294 118	276 244

L'augmentation du capital avec suppression des droits préférentiels de souscription pourra être limitée au montant des souscriptions recueillies à condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation du capital.

305.000 actions anciennes seront également proposées aux investisseurs².

Ces actions anciennes seront cédées par Monsieur Hassane HAMZA.

¹ Cf. « Information préliminaire » page 8.

² Quel que soit le prix qui sera retenu.

3.5 Droit préférentiel de souscription (DPS)

Le DPS est supprimé.

3.6 Garantie

Néant

3.7 Dilution

➤ Montant et pourcentage de la dilution résultant immédiatement de l'offre

Suite à l'émission de 294 118 actions nouvelles (sur la base d'un prix milieu de fourchette), le capital social de la Société passera de 264.900€ avant l'opération à 294.312€ après l'opération.

La valeur nominale de l'action est de 0,10€.

Les 599.118 actions CORTIX offertes aux investisseurs qualifiés (294.118 actions nouvelles émises sur la base d'un prix milieu de fourchette + 305.000 actions anciennes cédées) pourront représenter 20,36% du capital social et 18,30% des droits de vote après réalisation de l'intégralité de l'augmentation du capital et cession de titres anciens.

⇒ **Chaque action ancienne sera diluée de 11,1% après réalisation de l'augmentation de capital (sur la base d'un prix milieu de fourchette).**

➤ Incidence de l'émission sur la situation de l'actionnaire :

A titre indicatif, l'incidence de l'émission sur la situation de l'actionnaire serait la suivante :

- En supposant un nombre d'actions nouvelles émises égal à 314.466 actions (sur la base d'un prix bas de fourchette), un actionnaire qui détiendrait 1% du capital de la Société préalablement à l'émission et qui déciderait de ne pas souscrire à l'émission des actions nouvelles verrait sa participation dans le capital de la Société passer à 0,89%.
- En supposant un nombre d'actions nouvelles émises égal à 294.118 actions (sur la base d'un prix milieu de fourchette), un actionnaire qui détiendrait 1% du capital de la Société préalablement à l'émission et qui déciderait de ne pas souscrire à l'émission des actions nouvelles verrait sa participation dans le capital de la Société passer à 0,90%.
- En supposant un nombre d'actions nouvelles émises égal à 276.244 actions (sur la base d'un prix haut de fourchette), un actionnaire qui détiendrait 1% du capital de la Société préalablement à l'émission et qui déciderait de ne pas souscrire à l'émission des actions nouvelles verrait sa participation dans le capital de la Société passer à 0,91%.

L'incidence de l'émission sur la situation de chaque actionnaire est présentée dans les tableaux suivants :

Sur la base d'un prix bas de fourchette :

	Répartition du capital social		Répartition des droits de vote	
	Nombre	%	Nombre	%
2H TECHNOLOGIES	2 013 600	67,95%	2 014 200	61,15%
Hassane HAMZA	326 200	11,01%	652 400	19,81%
Fatouma TOKO	1 200	0,04%	2 400	0,07%
Nathalie HAMZA	600	0,02%	600	0,02%
Halima HAMZA	600	0,02%	1 200	0,04%
Arlette CAILLET	600	0,02%	1 200	0,04%
Loïs HAMZA	600	0,02%	1 200	0,04%
Louis HAMZA	600	0,02%	1 200	0,04%
Investisseurs	619 466	20,90%	619 466	18,81%
	2 963 466	100,00%	3 293 866	100,00%

Sur la base d'un prix milieu de fourchette :

	Répartition du capital social		Répartition des droits de vote	
	Nombre	%	Nombre	%
2H TECHNOLOGIES	2 013 600	68,42%	2 014 200	61,53%
Hassane HAMZA	326 200	11,08%	652 400	19,93%
Fatouma TOKO	1 200	0,04%	2 400	0,07%
Nathalie HAMZA	600	0,02%	600	0,02%
Halima HAMZA	600	0,02%	1 200	0,04%
Arlette CAILLET	600	0,02%	1 200	0,04%
Loïs HAMZA	600	0,02%	1 200	0,04%
Louis HAMZA	600	0,02%	1 200	0,04%
Investisseurs	599 118	20,36%	599 118	18,30%
	2 943 118	100,00%	3 273 518	100,00%

Sur la base d'un prix haut de fourchette :

	Répartition du capital social		Répartition des droits de vote	
	Nombre	%	Nombre	%
2H TECHNOLOGIES	2 013 600	68,84%	2 014 200	61,87%
Hassane HAMZA	326 200	11,15%	652 400	20,04%
Fatouma TOKO	1 200	0,04%	2 400	0,07%
Nathalie HAMZA	600	0,02%	600	0,02%
Halima HAMZA	600	0,02%	1 200	0,04%
Arlette CAILLET	600	0,02%	1 200	0,04%
Loïs HAMZA	600	0,02%	1 200	0,04%
Louis HAMZA	600	0,02%	1 200	0,04%
Investisseurs	581 244	19,87%	581 244	17,85%
	2 925 244	100,00%	3 255 644	100,00%

4. Autorisations en vertu desquelles est réalisé le placement privé

4.1 Assemblée Générale de la Société

« L'Assemblée Générale du 5 octobre 2007 a notamment (cf. 11^{ème}, 12^{ème} et 13^{ème} résolutions):

1/ décidé, en prévision de l'admission des actions de CORTIX sur le marché ALTERNEXT, d'autoriser « une augmentation du capital social à réaliser en une ou plusieurs fois, dans la limite d'un plafond global fixé à 7 millions d'euros (nominal et primes d'émission compris) ».

[...]

« Le prix d'émission des actions résultera :

- de la valorisation de la Société avant augmentation de capital telle qu'elle sera issue de l'analyse financière qui sera effectuée par son *listing sponsor*, la société Arkéon Finance ; et,
- de la confrontation de l'offre des actions et des demandes émises par les investisseurs dans le cadre du placement, selon la technique de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels de la place. »

2/ décidé de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à l'augmentation de capital au profit de la catégorie de personnes ci-après définie : les investisseurs dits « qualifiés ».

3/ fixé à « 18 mois la durée maximale de la période au cours de laquelle pourra être réalisée l'émission des actions au titre de l'augmentation de capital autorisée ».

4.2 Décisions du Conseil d'Administration de la Société

En cours de finalisation

5. Facteurs de risques liés à l'opération

Les facteurs de risques susceptibles d'influer sur les valeurs mobilières offertes sont présentés dans le paragraphe 4 de la 2nde partie de l'Offering Circular.

Les compléments suivants sont apportés à ces renseignements et constituent des risques liés à l'opération :

➤ *Risques liés à l'inscription des titres sur un marché non réglementé :*

Les actions faisant l'objet de la présente opération ne seront pas admises aux négociations sur un marché réglementé et ne bénéficieront donc pas des garanties correspondantes.

L'augmentation du capital avec suppression des droits préférentiels de souscription pourra être limitée au montant des souscriptions recueillies à condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation du capital.

➤ *Absence de garantie de bonne fin*

L'émission des actions nouvelles ne fait pas l'objet d'une garantie de bonne fin telle que décrite dans l'article L.225-145 du code de commerce. En conséquence, les négociations sur les actions nouvelles interviendront postérieurement à l'émission du certificat du dépositaire (émis dès que celui-ci dispose effectivement des fonds), c'est-à-dire à la date de règlement livraison (Cf. §5.1.4 de la 1^{ère} partie de l'Offering Circular).

➤ *Risques liés à l'absence de cotation antérieure et fluctuation des cours :*

Les actions de la Société n'ont fait l'objet d'aucune cotation avant son introduction en Bourse.

Il n'est pas possible de garantir l'existence d'un marché liquide pour les actions ni qu'un tel marché, s'il se développe, perdurera.

Le prix des actions de la Société, dans le cadre de son introduction en Bourse, sera déterminé sur le fondement de critères qui peuvent ne pas correspondre aux performances futures des cours.

Le cours qui s'établira postérieurement à l'introduction en Bourse est susceptible de varier significativement par rapport à ce prix.

Si un marché liquide pour les actions de la Société ne se développe pas, la liquidité et le cours des actions pourraient en être affectés.

➤ *Le cours des actions de la Société sur ALTERNEXT d'Euronext pourrait connaître des variations significatives.*

Le cours des actions de la Société sur ALTERNEXT d'Euronext est susceptible d'être affecté de manière significative par des événements tels que des variations du résultat de la Société, une évolution des conditions de marché propres à son secteur d'activité, le lancement de nouveaux produits ou l'amélioration de certains services, par la Société ou ses principaux concurrents.

De plus, les marchés boursiers ont connu des variations de cours significatives au cours des dernières années, qui souvent ne reflétaient pas les performances opérationnelles des entreprises cotées. Les fluctuations des marchés boursiers ainsi que du contexte économique, peuvent affecter de façon significative le cours des actions de la Société.

➤ *La cession d'un nombre important d'actions de la Société pourrait avoir un impact significatif sur le cours des actions de la Société.*

6. Etablissements financiers en charge de l'admission

➤ Etablissement placeur :

Arkéon Finance

72 rue de Longchamp

76 116 Paris

➤ Intermédiaire chargé du service financier et des dépositaires :

Le service titres CORTIX est assuré par la Société Générale (service « Securities Services Global Issue Services ») dont le siège est situé 29, boulevard Haussmann à Paris.

2EME PARTIE : PRESENTATION DE LA SOCIETE

1 PERSONNES RESPONSABLES

1.1 Responsable de l'Offering Circular

Monsieur Hassane HAMZA
Président Directeur Général

1.2 Attestation du Responsable de l'Offering Circular

« J'atteste après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Offering Circular sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Les informations financières historiques présentées dans l'Offering Circular ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux figurant aux pages 116 et 128 de l'Offering Circular de la société CORTIX.»

Fait à Mérignac, le 5 décembre 2007

Monsieur Hassane HAMZA
Président Directeur Général



1.3 Politique d'information

Monsieur Emmanuel Guérineau
Directeur Administratif et Financier
Parc d'Activités Neil Armstrong II
19, avenue Neil Armstrong
33700 MERIGNAC
Tel.: 05.57.29.03.45

2.1 Commissaire aux Comptes titulaire

Monsieur Francis GIULIARDI
29, avenue de la libération
33 440 AMBARES

Monsieur Francis GIULIARDI a été nommé initialement lors de l'AGE de transformation de la Société en SA le 25 avril 2001, en qualité de Commissaire pour un mandat de 6 exercices renouvelable et renommé lors de l'AGO du 29 décembre 2006 pour un nouveau mandat de 6 exercices expirant à l'issu de l'AGO appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2012.

2.2 Commissaire aux Comptes suppléant

Madame Sylvie LEFEBVRE
29, avenue de la libération
33 440 AMBARES

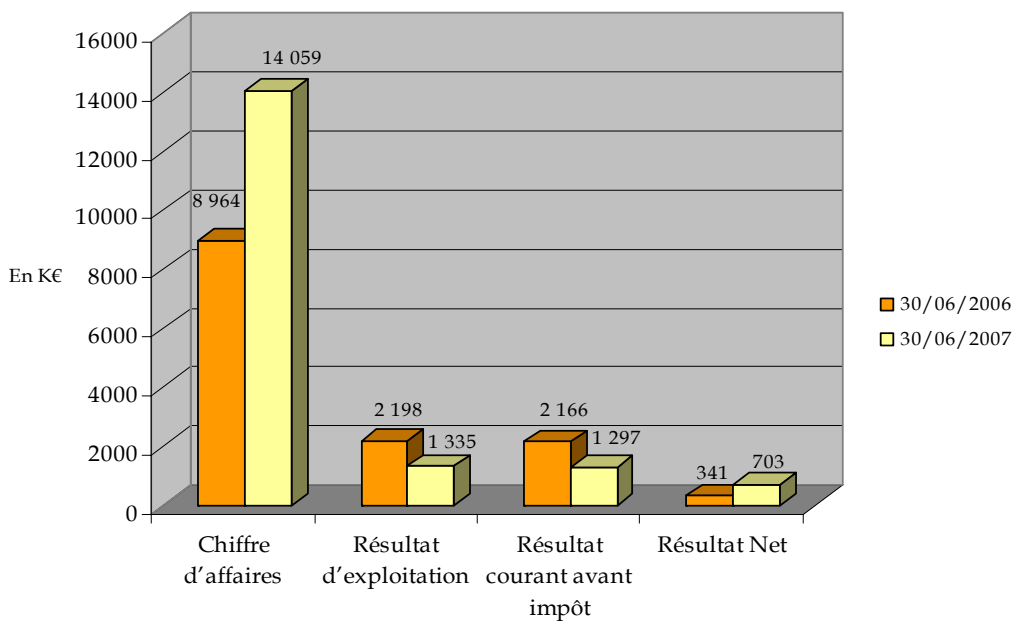
Madame Sylvie LEFEBVRE a été nommée par l'AGO du 29 décembre 2006 pour un nouveau mandat de 6 exercices expirant à l'issu de l'AGO appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2012.

2.3 Informations sur les contrôleurs légaux ayant démissionné, ayant été écartés ou n'ayant pas été renouvelés

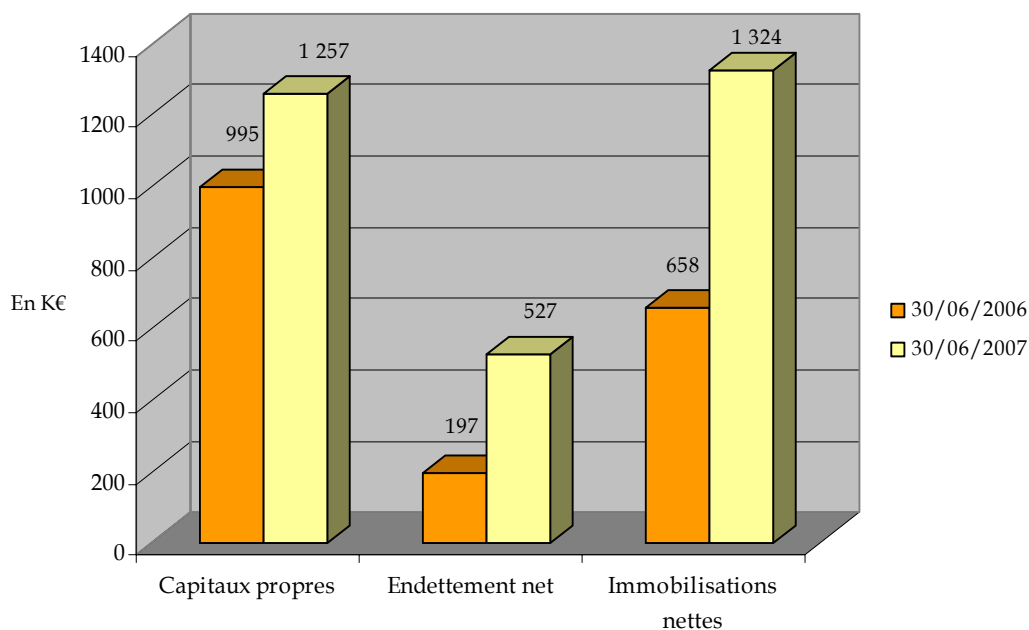
Néant

3 INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

Les graphiques ci-dessous présentent une sélection de données financières de CORTIX au 30 juin 2007 et au 30 juin 2006 (en K€) :



Remarque : Les rachats liés au non commencement d'exécution comptabilisés en charges exceptionnelles jusqu'au 30 juin 2006, sont à compter du 1^{er} juillet 2007, directement comptabilisés en déduction du Chiffre d'Affaires.



Les investisseurs sont invités à examiner et prendre en considération l'ensemble des informations décrites dans le présent document de présentation, y compris les risques décrits dans le présent chapitre, avant de procéder à l'achat ou la souscription des actions de la société CORTIX.

Les risques présentés ci-dessous, sont ceux que la société considère, à la date du présent Offering Circular, comme étant susceptibles d'avoir un impact défavorable significatif sur la société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement.

La liste des risques présentés dans ce chapitre n'est pas exhaustive, la société ne peut en effet exclure que d'autres risques puissent se matérialiser à l'avenir et avoir un effet défavorable significatif sur la société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement.

4.1 Risques liés à l'activité

4.1.1 Risques internes liés au réseau commercial Français

Toute entreprise qui se développe au rythme de CORTIX nécessite une organisation performante et un gisement de ressources humaines de qualité, existantes ou à recruter, en particulier dans les fonctions commerciales qui constituent un facteur d'appui important à la croissance contrôlée du chiffre d'affaires.

Le modèle commercial CORTIX est basé principalement sur la valorisation des compétences et sur la qualité des relations entre les hommes qui composent la force de vente de l'entreprise, créant un lien étroit entre tous les niveaux de la structure.

La promotion interne, érigée en modèle de fonctionnement, a permis de motiver et de fidéliser le personnel : il y a très peu de turnover des cadres commerciaux et les effectifs des équipes commerciales des agences sont en progression.

Cette politique ne met pas la société à l'abri des risques commerciaux liés au personnel mais elle permet d'en prévenir les effets négatifs éventuels ; deux types de risques potentiels peuvent être précisés :

- le risque dû à la défaillance d'un cadre commercial, responsable d'une agence, ce qui pourrait avoir un impact provisoire sur le chiffre d'affaires de cette agence. En effet, un départ de manager peut avoir un effet domino sur l'effectif commercial.
- le risque dû à la croissance rapide de l'entreprise qui nécessite l'ouverture de nouvelles agences, le redéploiement d'agences (cf. promotion interne d'un commercial accédant à une fonction de directeur d'agence) et le recrutement et l'intégration de collaborateurs nouveaux.

Cette croissance a nécessité la mise en œuvre d'une politique volontariste pour en assurer la maîtrise : un pôle Ressources Humaines dédié exclusivement aux recrutements de commerciaux a été mis en place.

L'efficacité du nouveau dispositif est très probante car il a permis de passer d'un taux moyen d'occupation des agences³ de 70 % en 2006 à un **taux moyen de 94 %** de janvier à juillet 2007 (cf. § 6.1.3

L'évolution de l'acquisition clientèle, page 35).

Afin d'actionner encore plus ce levier important sur le Chiffre d'Affaires, le service recrutement a été étoffé d'une deuxième personne début septembre 2007.

³ VRP/Agence
05/12/2007

4.1.2. Risques internes liés au réseau commercial Européen

Le contexte européen est totalement différent de celui de la France.

Il imposait d'imaginer une stratégie différente pour atteindre les objectifs.

Cette stratégie s'appuie sur deux orientations principales :

1. créer un modèle d'organisation commerciale plus autonome pour chaque pays,
2. créer un modèle d'implantation des agences plus rapide.

Le rythme de croissance envisagé par la Direction Générale de l'entreprise CORTIX SA impose la multiplication d'ouverture d'agences simultanément dans des pays nouveaux, avec une parfaite maîtrise de la gestion de chaque projet.

Cette politique volontariste en faveur d'un développement soutenu à l'international impose à CORTIX SA S.A. de recourir à un recrutement local et exclusivement externe et ce d'autant plus que l'objectif est de multiplier les agences au sein d'un même pays. Cette méthode est relativement nouvelle au regard de la culture d'entreprise qui a historiquement favorisé la promotion interne. De ce point de vue, ce choix stratégique peut générer un éloignement des valeurs de l'entreprise.

Aussi, afin de maîtriser ces implantations, le choix a été fait de recruter un **Manager par pays** qui est en prise directe avec la Direction de CORTIX en France et qui est le garant de l'esprit « Groupe ».

C'est ce « Manager Pays » qui est responsable de la création des agences dans les principales villes porteuses et du développement du chiffre d'affaires.

Ce Manager est formé aux pratiques commerciales et à la culture du Groupe et il est associé à la réflexion stratégique de sa zone géo-commerciale afin de le fidéliser. Son autonomie relative lui permet d'avoir toute latitude pour atteindre ses objectifs tout en respectant les fondamentaux du Groupe.

Ce Manager est totalement bilingue, ce qui permet de lever les barrières de la langue et d'assurer une parfaite compréhension des processus commerciaux.

4.1.3 Les risques externes susceptibles de perturber l'évolution de l'activité

- Le taux de scoring

L'efficacité commerciale est fortement liée au modèle de rémunération dont dépend le taux d'acceptation leaser. Il est donc primordial que les différents leasers avec lesquels CORTIX travaillera sur les pays garantissent à la société un taux d'acceptation similaire à celui que la Société a en France.

Ce risque est malgré tout à nuancer car les différents taux de croissance des pays voisins sont au moins égaux au taux de croissance français, ce qui laisse entrevoir des taux d'acceptations similaires voire supérieurs aux taux Français.

- Le marché de l'emploi des fonctions commerciales

Le taux d'occupation / agence est une variable essentielle à la croissance du Chiffre d'Affaires.

En effet, la pénurie des offres commerciales ou leur abondance aura un impact direct sur le recrutement et donc le Chiffre d'Affaires des différents pays d'implantation.

CORTIX a déjà fait le constat que, sur certaines zones comme la Suisse, sa politique de recrutement devra être particulièrement affirmée pour être attractive auprès des candidats potentiels.

Afin de respecter les spécificités locales et préserver notre niveau d'attractivité pour les commerciaux, le salaire minimum VRP a été revu à la hausse.

Néanmoins, cette hausse sera compensée par un taux de commissionnement plus faible et une hausse de la politique tarifaire.

Afin de contourner les difficultés soulignées en amont, CORTIX a recours pour le recrutement à des grands noms du recrutement international tel Mercury International ou Vidal et Associé.

4.2 Risques liés à l'organisation de la Société

4.2.1 Dépendance à l'égard des principaux actionnaires

CORTIX est contrôlée par Monsieur Hassane HAMZA.

Monsieur Hassane HAMZA et sa holding 2H Technologies (contrôlée à 100 %) détiennent respectivement 23,8 % et 76,0 % du capital de CORTIX à la date du présent Offering Circular.

Aucun actionnaire non membre d'un organe d'administration ou de direction de CORTIX ne détient une fraction du capital social, ou des droits de vote, excédant 0,05%.

4.2.2 Dépendance vis-à-vis des collaborateurs clés

L'organisation fonctionnelle mise en place tend à limiter ce risque.

En effet au-delà des fonctions support (Direction Financière, Direction Technique, Direction Marketing et Communication), la Direction Commerciale est structurée en agences exclusivement dédiées à l'acquisition de nouveaux clients. La perte d'un cadre clé d'une agence, notamment d'un Directeur d'Agence, peut avoir un effet domino au sein de l'agence considérée.

La multiplicité des agences a un effet correctif sur ce risque dans la mesure où les agences sont autonomes les unes des autres. L'impact de la perte d'un cadre a par conséquent un effet uniquement régional.

En outre, il existe des postes de *middle management* au sein de chaque agence, assortis d'un impératif de mobilité prévu au contrat de travail. Ces cadres intermédiaires peuvent être affectés temporairement ou définitivement sur le poste devenu vacant.

Enfin, l'implication de la Direction Commerciale auprès des VRP, au travers d'une présence physique régulière, assure le maintien d'un lien direct entre la force de vente de terrain et la Direction. Cette implication limite l'effet que peut avoir le départ d'un Directeur d'Agence.

4.2.3 Aptitude de l'organisation à gérer la croissance

Les risques liés à la réalisation et à la gestion de la croissance sont inhérents à toute entreprise, qui comme CORTIX, dispose d'un fort potentiel de croissance. La Société considère que savoir gérer la croissance fait partie intégrante du métier et de l'expérience de ses dirigeants.

En effet, l'entreprise dispose à ce jour des atouts pour transformer le potentiel du marché en croissance, à savoir :

1. Une équipe de management expérimentée, très soudée, entourée de collaborateurs formés en permanence et très motivés.
2. Une forte expertise de l'environnement WEB et de toutes les technologies associées.
3. Une politique de recrutement axée sur des profils de hauts niveaux pour accroître l'efficacité de l'organisation.

4.3 Risques de marché

4.3.1 Risques de liquidité

CORTIX dispose d'une trésorerie (disponibilité) de 1 520 055 € au 30 juin 2007.

Par conséquent la Société considère n'être pas exposée à un risque de liquidité.

De plus, le délai de paiement moyen des leasers étant de 4 jours rend le risque quasi nul.

Seule la défaillance financière des leasers actuels de CORTIX pourrait entraîner un risque en termes de trésorerie.

4.3.2 Risques de taux

L'ensemble des emprunts contractés par la Société sont repris au paragraphe 20.1.
Seuls les emprunts suivants sont soumis à un taux variable :

Emprunt	Montant	Début	Fin	Taux
BDPME	100 000 €	31/07/2004	30/04/2010	Euribor 3 mois + 1
BDPME	100 000 €	31/07/2005	30/04/2011	Euribor 3 mois + 1.60
BDPME	110 000 €	31/03/2006	31/12/2011	Euribor 3 mois + 1.60
Société Générale	500 000 €	15/03/2007	15/12/2009	Euribor 3 mois + 1.20
LCL	300 000 €	22/04/2006	22/01/2010	Euribor 3 mois + 0.90
BCME	150 000 €	13/07/2006	10/07/2007	Euribor 3 mois + 1.20
Société Générale	500 000 €	01/10/2007	30/09/2010	Euribor 3 mois + 0.90
LCL	350 000 €	20/09/2007	20/09/2010	Euribor 3 mois + 0.90

4.3.3 Risques de change

A ce jour, la société établit ses factures en euros et n'est pas soumise au risque de change sur ses ventes.

4.4 Risques juridiques

Cf. aussi le paragraphe 20.7 du présent Offering Circular (paragraphe 20.7 Procédures judiciaires et d'arbitrage).

4.4.1 Litiges et faits exceptionnels

Une procédure judiciaire suite à un dépôt de plainte contre X est en cours d'instruction auprès du Tribunal de Grande Instance de Bordeaux. Cette plainte a été initiée par une Association présidée par une ex-cliente déboutée en dernier ressort lors d'une procédure devant le Tribunal de Commerce de Bordeaux. A ce jour et à la connaissance de la société, 47 plaintes portant le chef de publicité mensongère ont été déposées.

CORTIX a de son côté porté plainte contre ces 47 personnes pour « Dénonciation Calomnieuse ».

Après enquête réalisée par un cabinet spécialisé (Kroll) dans ce type de procédure, l'action sous jacente d'un concurrent de CORTIX a été avérée avec la complicité active d'une avocate bordelaise.

En réaction, une plainte avec constitution de Partie Civile a été consignée pour les motifs de « Chantage » et « Complicité de dénonciation calomnieuse » auprès du Tribunal de Grande Instance de Bordeaux.

Le Juge d'Instruction en charge des premières plaintes a joint l'ensemble des plaintes dans un unique dossier dont l'instruction est en cours.

CORTIX est à ce jour extrêmement confiant dans la suite de ce dossier dont l'évaluation du préjudice reste délicate.

Cette procédure n'a pas fait l'objet de provision.

Par une politique de recouvrement volontariste CORTIX a initié un certains nombre de procédures afin de poursuivre les créanciers débiteurs devant les Tribunaux de Commerce compétents.

Cf. aussi le § 4.5 concernant les litiges prud'homaux.

A la connaissance de la société, il n'existe aucun autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel ayant eu dans un passé récent, ou susceptible d'avoir, une incidence significative sur la situation financière, l'activité, le résultat et le patrimoine de CORTIX.

4.4.2 Contrôle fiscal

CORTIX a fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur la période du 01 juillet 2001 au 30 juin 2005. Deux propositions de rectification reçues le 22 décembre 2006 et le 11 septembre 2007 pour la totalité de la période, porte principalement sur le contrat d'assistance liant CORTIX et 2H Technologies ainsi que sur l'imputation des rachats de dossiers auprès des leasers en cas de défaillance des clients finaux. Cette proposition de redressement porte sur un montant total s'élevant à 632 603 €.

La Société CORTIX accepte cette proposition à hauteur de 42 431 € (droits et intérêts et majorations compris). Cette partie non contestée a fait l'objet d'un passage en provision au 30 septembre 2007.

En revanche, le reliquat de 590 172 € fait l'objet d'un recours auprès de l'Administration Fiscale.

4.5 Risques sociaux

Il n'existe pas de risque social identifié et connu. Les bulletins de salaire et déclarations sociales qui étaient jusqu'au 31 décembre 2006 gérés par le Cabinet Comptable de la société, sont maintenant traités en interne et une mission d'audit social est désormais réalisée par l'Expert-comptable de la Société (In Extenso, Groupe Deloitte) tous les 6 mois, la première mission s'étant déroulée en juin 2007.

CORTIX a procédé aux élections de Délégués du personnel, ainsi que du Comité d'entreprise en juin 2007. Deux procès verbaux de carence ont été publiés.

Litiges prud'homaux : les seuls litiges existants chez CORTIX ont fait l'objet d'une saisine du conseil des prud'hommes de Bordeaux, Saint Nazaire et Roubaix.

L'incidence des litiges est estimée et provisionnée par CORTIX pour 49 123 €.

4.6 Risques technologiques et industriels (production)

La production est basée sur l'utilisation de modèles (templates) et de modules assemblés.

Les modèles sont développés en HTML avec incorporation d'animations flash.

Les modules sont développés en JAVA et PHP/MYSQL reposant sur des standards du marché.

L'ensemble de la production est sauvegardée quotidiennement sur support amovible.

L'outil de production est composé de serveurs (matériel HP) et de 50 postes de travail (PC - matériel HP, DELL, IBM) ; ils permettent d'assurer la production.

Il n'existe pas de risques technologiques avérés.

4.7 Assurances

La Société a souscrit des garanties auprès de la compagnie GAN dans les domaines suivants :

- Automobile et cycle, afin de couvrir la flotte des véhicules de fonction ;
- Locaux, afin de couvrir les bureaux du siège de Mérignac et des agences établies sur le territoire français ;
- Décès ou Invalidité Absolue et Définitive (IAD) de Monsieur Hassane HAMZA (assurance « Homme clé »).

La Société CORTIX est en cours d'acquisition des garanties accordées par le contrat souscrit auprès de la compagnie GAN dans les domaines suivants :

- Responsabilité civile exploitation
- Responsabilité civile professionnelle
- Mobilité Internationale (pour les déplacements à l'étranger)

5.1 Histoire et évolution de la Société

5.1.1 Dénomination sociale

La dénomination sociale de la société est CORTIX.

5.1.2 Registre du Commerce et des Sociétés

La Société est enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 421 603 747 R.C.S. Bordeaux.

5.1.3 Date de constitution et durée de la Société

La Société a été immatriculée le 26 janvier 1999 au greffe du Tribunal de Commerce de Bordeaux, pour une durée de 99 ans, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

5.1.4 Siège social, forme juridique et législation applicable

Siège social

Le siège social de la Société est sis au 18, rue Thalès, Immeuble Centreda, Parc d'activités Château Rouquey, 33 700 Mérignac.

Forme juridique

La Société a été constituée sous le régime juridique d'une Société à Responsabilité Limitée (SARL). L'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 avril 2001 a décidé de la transformation de sa forme juridique en Société Anonyme (SA).

Législation applicable

Française

5.1.5 Coordonnées complètes

Adresse : Parc d'Activités Neil Armstrong
19, avenue Neil Armstrong
33 700 Mérignac.
Téléphone : 05.57.29.03.45
Fax : 05.57.29.03.31
E-mail : intro@cortix.fr
Site internet : www.cortix.fr

5.2 Investissements

5.2.1 Investissements réalisés

Le principal poste d'investissements des deux derniers exercices concerne le développement des logiciels de création de sites et de gestion de la relation client (CRM).

Les autres postes d'investissements sont principalement constitués par la création et la mise en place des agences ainsi que par les matériels de bureau et informatique.

5.2.2 Investissements en cours et principaux investissements à venir pour lesquels la société a pris des engagements fermes

La poursuite du développement des logiciels de création de sites (pour la production en Tunisie) et de gestion de la relation client (pour les différents pays) ainsi que la création et la mise en place des nouvelles agences (qui supposent des investissements en matériels de bureau et informatique) constituent les deux principaux postes d'investissements.

Des investissements importants sont également budgétés pour le développement et le renouvellement du matériel informatique aussi bien en agences, au siège de Mérignac que pour l'outil de production basé à Tunis.

5.2.3 Investissements envisagés

Néant

6.1 Présentation générale et métiers

6.1.1 Métier de la Société

L'entreprise exerce son activité dans le domaine de l'offre de solution d'aide à la communication par Internet uniquement pour le texte et l'image. Les solutions proposées permettent d'optimiser la communication professionnelle des entreprises (TPE et PME) et d'assurer la promotion de leurs produits et services.

L'offre concerne la création d'un site Internet en intégrant les besoins du client, la conception du site, l'hébergement, le référencement, la maintenance et le financement du projet.

- Soit à partir d'un produit standard packagé,
- Soit à partir d'un produit quasi-standard, avec des modules prédéfinis ; le package intégrant un module de mise à jour des pages à distance par le client,
- Soit à partir de modules spécifiques développés pour répondre aux spécifications du cahier des charges client,
- Soit encore à partir d'un produit incluant une charte graphique permettant la création du site.

Il est envisagé à court terme de lancer des offres complémentaires qui feront l'objet d'un abonnement ou d'un paiement à la carte. Ces compléments concernent :

- Le référencement additionnel destiné à répondre aux besoins de promotion d'une action commerciale ou institutionnelle par exemple,
- La télé-sauvegarde des données internes du client.

6.1.2 Organisation

L'organisation de CORTIX se décline en deux branches principales : la branche dédiée au développement commercial et celle dédiée au développement des systèmes d'information.

1/ La **branche commerciale** est organisée en six zones géographiques : la Région Ouest et la Région Est de la France, l'Espagne, la Belgique, l'Allemagne et la Suisse.

France / Région Ouest	France / Région Est	Espagne	Belgique	Allemagne	Suisse
Lille	Strasbourg	Barcelone	Bruxelles	Munich	Genève
Paris Ouest	Lyon	Valence			
Nantes	Aix en Provence				
Tours	Montpellier				
Bordeaux	Toulouse				
Paris Est	Clermont-Ferrand				
Caen	Dijon				

2/ La **branche des systèmes d'information** est organisée en trois pôles d'activités :

a. Le service « Etudes & Projets » :

Il est composé de deux pôles :

- Pôle SI Interne : en charge des Systèmes d'Informations interne, il est garant de la disponibilité fonctionnelle et technique des outils internes.
 - o 1 chef de projet
 - o 1 formateur / hotline
 - o 2 développeurs
- Pôle SI Externe : en charge des Systèmes d'Informations externe, il conçoit les modèles et modules commercialisés.
 - o 2 chefs de projet
 - o 1 responsable artistique
 - o 1 chargé d'étude
 - o 1 développeur

Les domaines étant dépendants les uns des autres, les chefs de projet sont tout à fait à même de reprendre un domaine dont ils n'ont pas la charge.

b. Le Service Production :

Dirigé par le Directeur de la Production et assisté d'une personne en charge de l'ordonnancement et des méthodes, il est composé de 4 pôles, l'effectif représente 52 personnes réparties en :

- Pôle graphistes : maîtrisant au minimum le langage HTML, et les techniques de l'infographie. Ils doivent maîtriser également les techniques d'animations de site (« flash »).
 - o 1 responsable de fabrication
 - o 2 chefs d'ateliers
 - o 1 assistant graphistes
 - o 24 infographistes
 - o 6 assistantes contrôle qualité
 - o 2 responsables du téléchargement
- Pôle développement : maîtrisant au minimum le langage PHP et les bases de données MYSQL.
 - o 1 responsable de développement
 - o 1 assistant développeurs
 - o 5 développeurs
- Pôle référencement : polyvalent, il ne nécessite aucune compétence particulière. son rôle se limitant à soumettre des mots clés à des moteurs de recherche.
 - o 1 responsable
 - o 1 assistant référencement
 - o 4 personnes
- Pôle polyvalence : maîtrisant les différentes compétences des 3 pôles présentés, il est amené à aider la production selon les demandes.
 - o 6 polyvalents

A noter également, la présence d'un technicien informatique pour l'administration et le suivi du parc informatique et des télécommunications.

c. Le service Infrastructure :

Dirigé par le Responsable Sécurité et Réseau, il se compose de deux pôles :

- Pôle Etudes : en charge de l'architecture des réseaux du siège, des agences et unités de production.
 - o 1 architecte réseau
- Pôle Exploitation : en charge de la disponibilité technique des outils réseau et télécom.
 - o 3 techniciens réseau

L'appel à des prestataires s'avère nécessaire pour compléter les compétences existantes.

Services	Effectif	Ressources	Domaines de compétences
DSI	1	1 Directeur	Management des Systèmes d'Informations
ETUDES ET PROJETS	9		
- Pôles Si interne	4	1 chef de projet + 1 formateur + 2 développeurs	Gestion des systèmes internes
- Pôles Si externe	5	2 chefs de projets + 1 développeur + 1 chargé études + 1 responsable artistique	R et D sur les nouveaux sites et les modules joints
PRODUCTION	57		
- Pôle graphistes	36	1 directeur + 1 ordonnanceur / méthodes 4 responsables + 24 infographistes + 6 assistants qualités + 2 responsables téléchargement	Gestion industrielle Langage HTML Infographie - flash
- Pôle développement	7	1 responsable + 6 informaticiens	Langage PHP BDD MYSQL
- Pôle référencement	6	1 responsable + 5 référenceurs	Référencement
- Pôle polyvalence	6	6 polyvalents	Connaissances web
INFRASTRUCTURE	5		
	1	1 responsable	Réseaux, téléphonie
- Pôle Etudes	1	1 architecte	Réseaux, téléphonie
- Pôle Exploitation	3	3 techniciens	Réseaux, téléphonie
EFFECTIF TOTAL	71		

Les 2/3 des effectifs ont un niveau d'études supérieures (Bac +2 et plus).

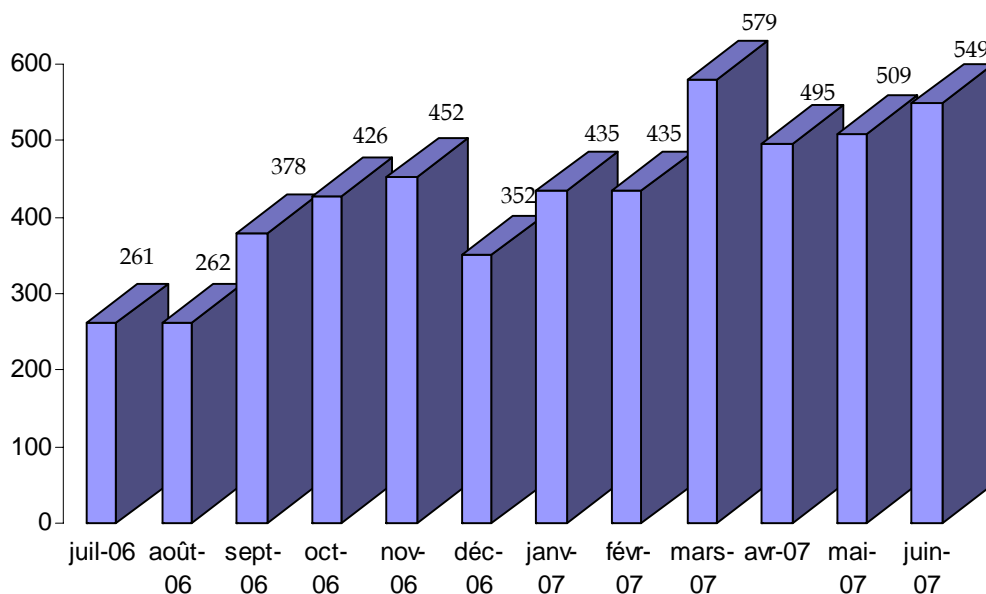
Un appel à de la sous-traitance de compétence et d'expertise technologique permet de compléter les compétences internes en cas de besoins spécifiques.

6.1.3 L'évolution de l'acquisition clientèle

La mise en place d'un maillage très important du territoire français et le taux d'occupation fort en VRP des agences commerciales a permis à CORTIX de connaître une augmentation exponentielle du nombre de contrats signés sur les deux dernières années. De plus, l'apport de rendez-vous pré-qualifiés par la Société PROXITEL COMMUNICATION a permis aux commerciaux de progresser dans la qualité et la quantité de rendez-vous.

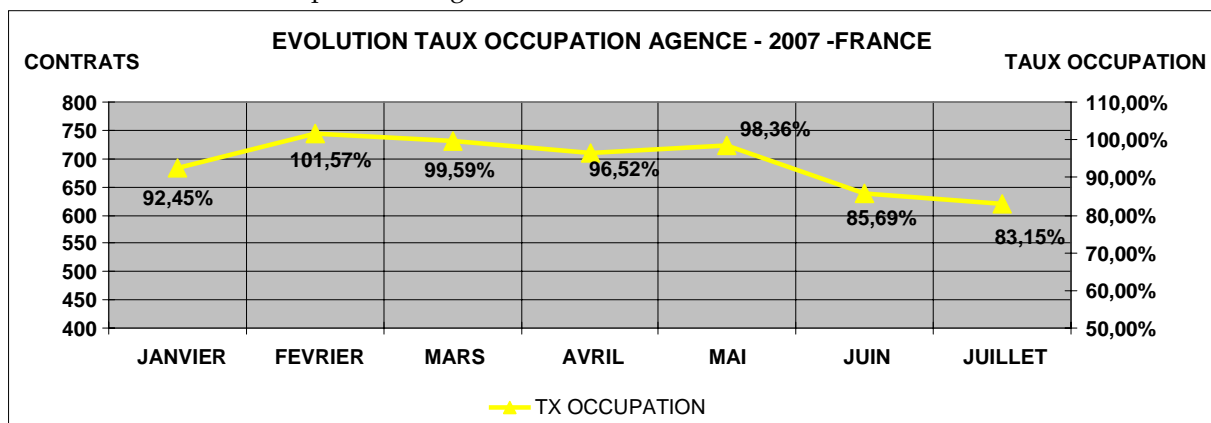
Ce graphique présente l'évolution du nombre des sites vendus (/de contrats signés) sur l'exercice 2006/2007 (France et Espagne).

Nombre de contrats signés* en France entre juillet 2006 et juin 2007



* Avant rétractations, refus de financements leaser et premiers rejets.

L'évolution du taux d'occupation des agences en France en 2007 est la suivante :



6.1.4 Produits offerts

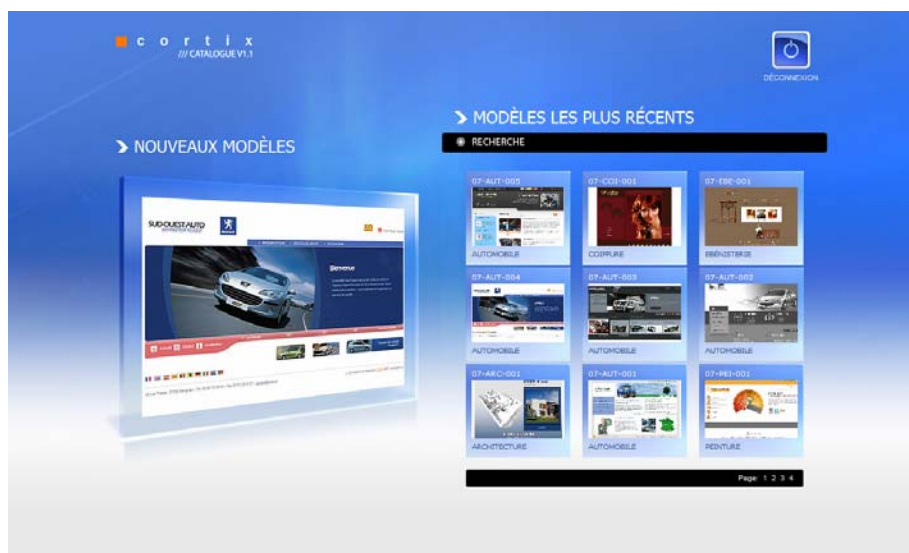
1/ Les sites

➤ Des sites « standards » :

Ces sites répondent à une logique industrielle et une production de masse :

Ce sont des sites plaquettes qui permettent au client de promouvoir son activité, sa société, ses références. Ces sites sont réalisés à partir de modèles (templates) et des documents fournis par le client. Le client choisit au sein d'un catalogue numérique le modèle de site qui correspond à son activité. Les modèles y sont présentés par « métiers » selon une charte graphique bien définie et déclinée en plusieurs couleurs. Avec 3.299 sites fabriqués en 2006, ces sites représentent la majorité de l'activité de la production de CORTIX.

- Extrait du catalogue de modèles numériques utilisé par le réseau commercial



- Processus de fabrication des modèles « standards »

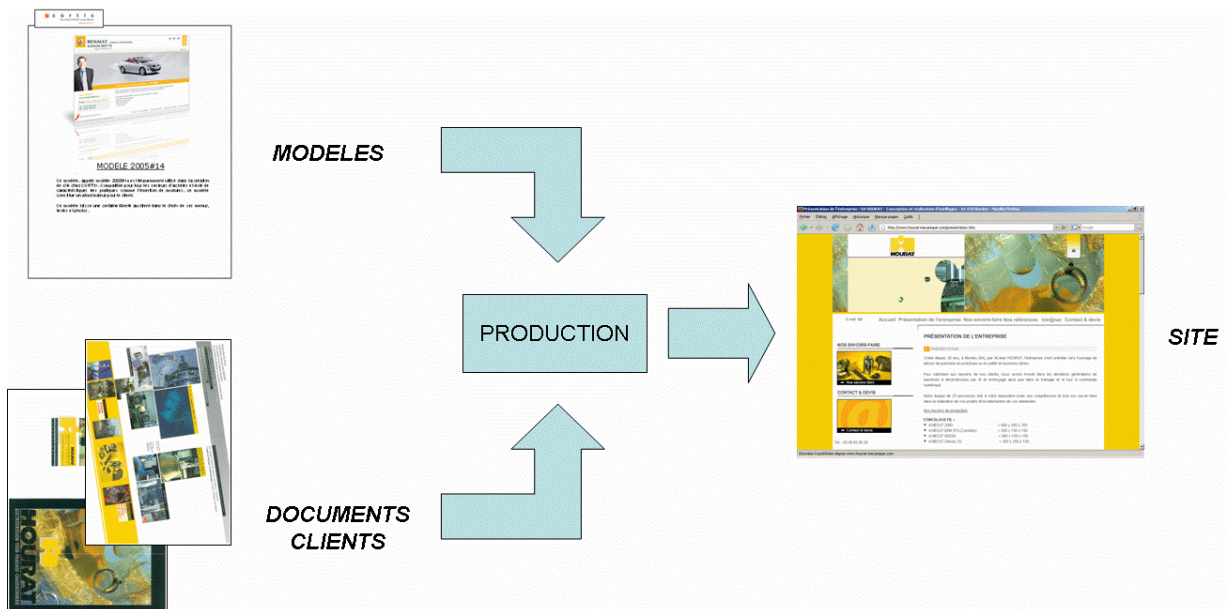


Figure 1 : <http://www.hourat-mecanique.com>

➤ Des sites « spécifiques » :

Ces sites répondent à une logique artisanale et une production à façon : ce sont des sites atypiques qui sont fabriqués sur la base d'un cahier des charges rédigé par le client.

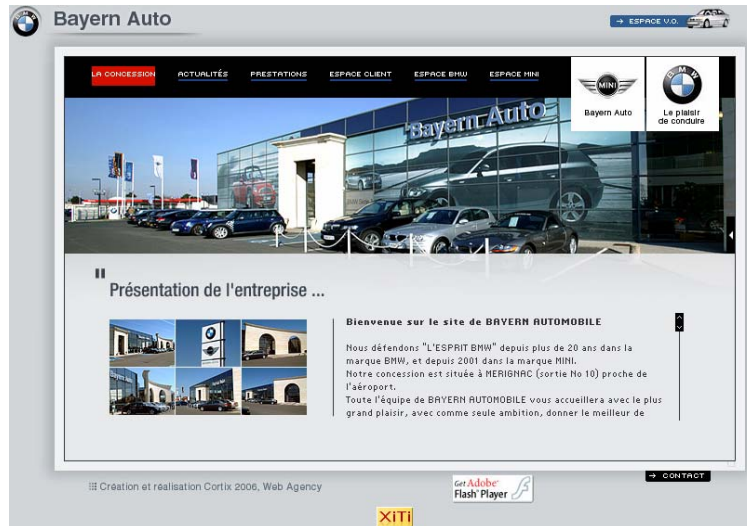


Figure 2 : <http://www.bmw-bayern.com>
















Dans les deux cas, les sites peuvent être agrémentés de modules, développés par CORTIX, pour rendre le site dynamique.

2/ Les modules

Le service développement propose à l'intégration, pour les différents sites web de nos clients, divers modules. Ils permettent au client de modifier son site par l'intermédiaire d'une administration (disponible sous l'adresse <http://<nom de domaine du client>/admin/>).

Ces différents modules sont :

<p>Occasion : Un catalogue orienté concessionnaire auto ou moto qui permet de présenter des véhicules d'occasion.</p>	
<p>Catalogue : Un catalogue qui propose les différents produits du client. Il est possible d'y ajouter un paiement en ligne (considéré comme un autre module : e-commerce).</p>	

<p>Webimmo : Catalogue orienté immobilier qui permet aux agences immobilières de mettre en ligne leurs différents biens.</p>	<div> <div> Titre Mandat Catégorie Ville Surface habitée Surface terrain Nombre de pièce Nombre de chambre Nombre de salle de bain Chauffage Prix FAI Jardin Piscine Cheminée </div> <div> Maison de pays et son gîte (Coup de coeur inévitable) !!! 3410 Prestige Angoulême (16000) 400 m² 3241 m² 22 12 3 Fioul 302000.00 € 1980990.14 Frs Oui Oui Oui </div> <div>  </div> </div> <div> Proche de CHAMPIERS MDT 3410 Maison de Pays et son gîte HABITABLE DE SUITE </div> <div>    </div>
<p>Photothèque : Permet d'installer sur un site une série de photos de façon ordonnée et classée par genre.</p>	<div> Choisissez une galerie : - 03 - Mobilier de marqueterie </div> <div> 03 - Mobilier de marqueterie </div> <div>       </div>
<p>Vidéotheque : Même principe que Photothèque mais avec de la vidéo.</p>	<div> >>> SÉLECTIONNEZ UNE VIDÉO </div> <div> Concert 1.mpg Concert 2.mpg Concert 3.mpg </div> <div>  </div>

Partage de fichiers :

Il permet la mise en ligne de fichiers et l'accès à ceux-ci par des internautes via une interface d'authentification.

Votre profil

Nom : commercial

Prenom :

Mail : commercial@cortix.fr

Login : marketing

Mot de Passe : cortix

Vos fichiers

Nom	Date	Commentaire	
module catalogue.doc	16/11/2005		Télécharger
module phototheque.doc	16/11/2005		Télécharger
module edito.doc	16/11/2005		Télécharger
module actu.doc	16/11/2005		Télécharger
module partage.doc	18/11/2005		Télécharger

Uploader un fichier : Parcourir...

Actu :

Module de présentation des actualités du client. Triées par date et par genre.

ACTUALITÉS

ACTUALITÉS

• L'actualité du mois • L'actualité par catégorie • Archives

FEVRIER 2007

Pages 1

25-02-2007 - Toulouse CACIB

Notre stand nutritiv sera présent à l'occasion du CACIB de TOULOUSE le 25 février.

◆ Envoyer cet article à un ami

17-02-2007 - Bourges CACIB

Notre stand nutritiv sera présent à l'occasion du CACIB de BOURGES le 17 et 18 février.

◆ Envoyer cet article à un ami

13-02-2007 - Elevage des solitudes blanches

Portée de husky
Chiots déjà disponibles
Pour plus d'informations rendez vous sur le site
www.huskysiberian.fr

◆ Envoyer cet article à un ami

↳ L'ACTU DU MOIS

25-02-2007
Toulouse CACIB
17-02-2007
Bourges CACIB
13-02-2007
Elevage des solitudes blanches

Pages 1

Haut de Page

Haut

Edito :
Module de mise en forme d'une
page éditoriale libre de
modification par le client.

» **La Cnil accepte le contour de la main comme donnée biométrique**

- une nouvelle donnée biométrique
- » **Verisign garde la main sur les .com**
- La société américaine Verisign
- À l'origine de cette affaire

La Cnil accepte le contour de la main comme donnée biométrique

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) a donné son feu vert à quatre projets qui utilisent le contour de la main comme donnée biométrique.

une nouvelle donnée biométrique

Les hypermarchés Carrefour et la société de services internet Claranet pourront ainsi s'en servir pour contrôler respectivement l'accès à des zones de stockage et à une salle d'hébergement informatique. Le collège Les Mimosas de Mandelieu gèrera, de cette manière, l'entrée de ses élèves et de son personnel à la cantine scolaire. Quant à la mairie de Gagny (Seine-Saint-Denis), elle utilisera cette technique pour contrôler les horaires de ses employés.

La Cnil n'y a vu aucun problème au regard de la loi de 1978, alors qu'elle avait pourtant refusé d'autres projets, avec les mêmes finalités, mais utilisant les empreintes digitales. «Le contour de la main, à la différence des empreintes, fait partie des données biométriques qui ne laissent pas de traces susceptibles d'être utilisées à des fins étrangères à la finalité recherchée», justifie la Commission.

Verisign garde la main sur les .com

Réglementation - En acceptant de renoncer à sa plainte contre l'icann, Verisign obtient la prolongation de son contrat de gestion des .com pour cinq années supplémentaires. Une situation qui devrait relancer les débats sur la gouvernance de l'internet.

La société américaine Verisign

La société américaine Verisign va pouvoir garder jusqu'à 2012 le

3/La console d'administration

L'ensemble des modules commandés par le client est accessible par ce dernier via une console d'administration centralisée.

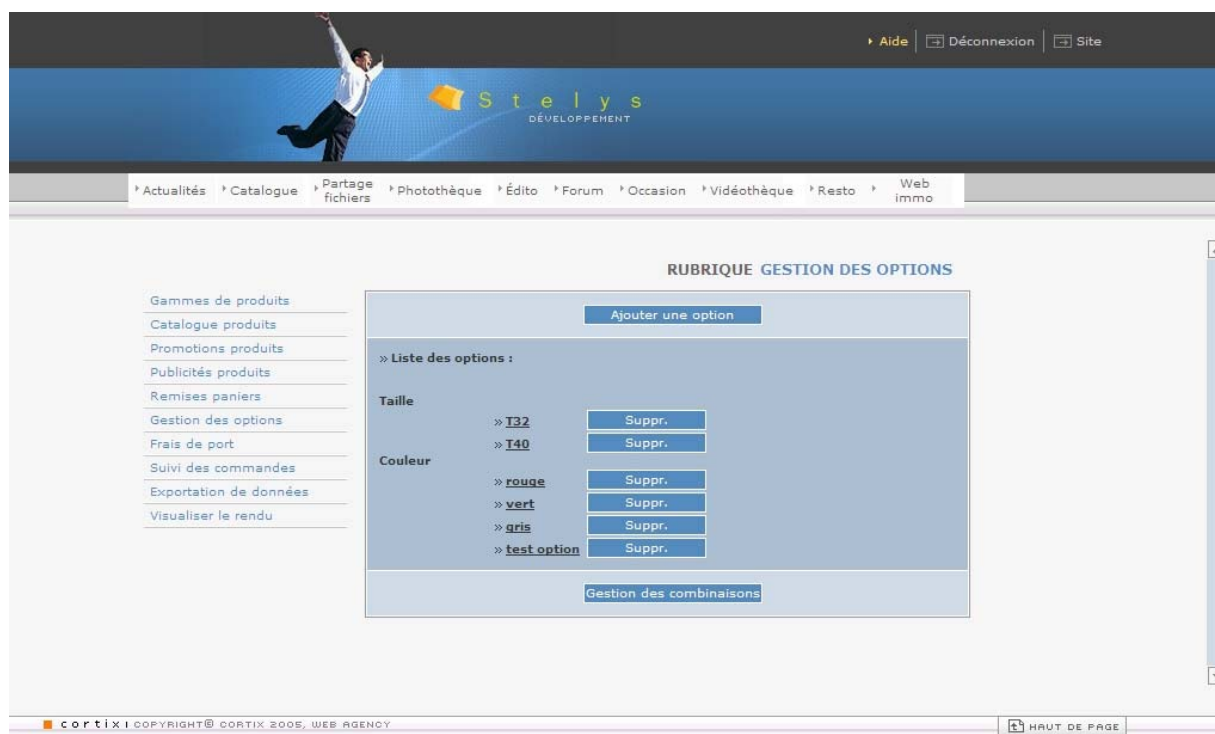
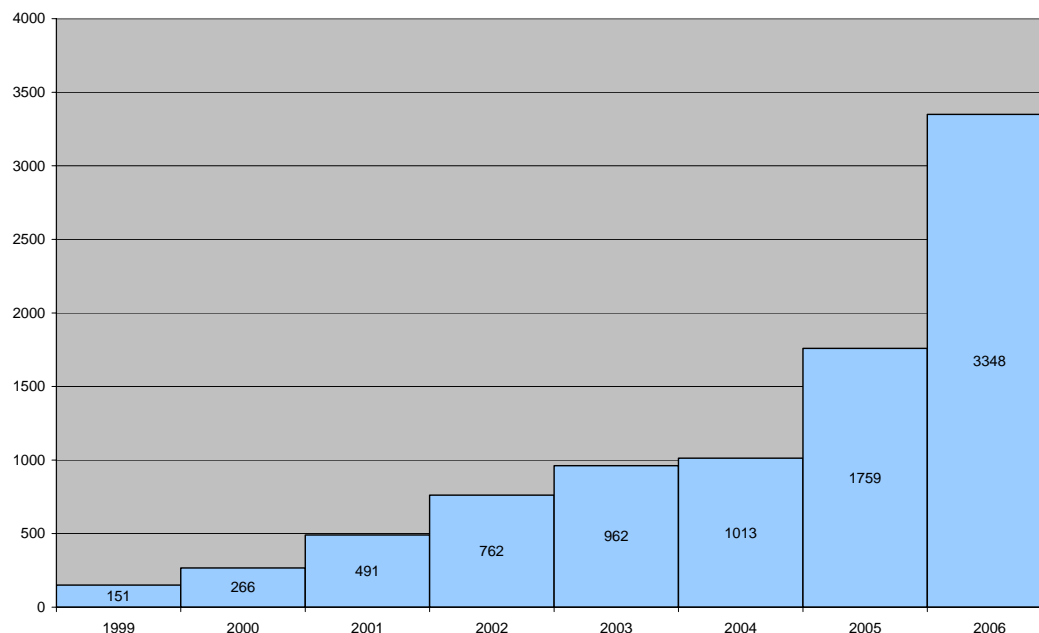


Figure 4 : Exemple d'une console d'administration

4/ Evolution

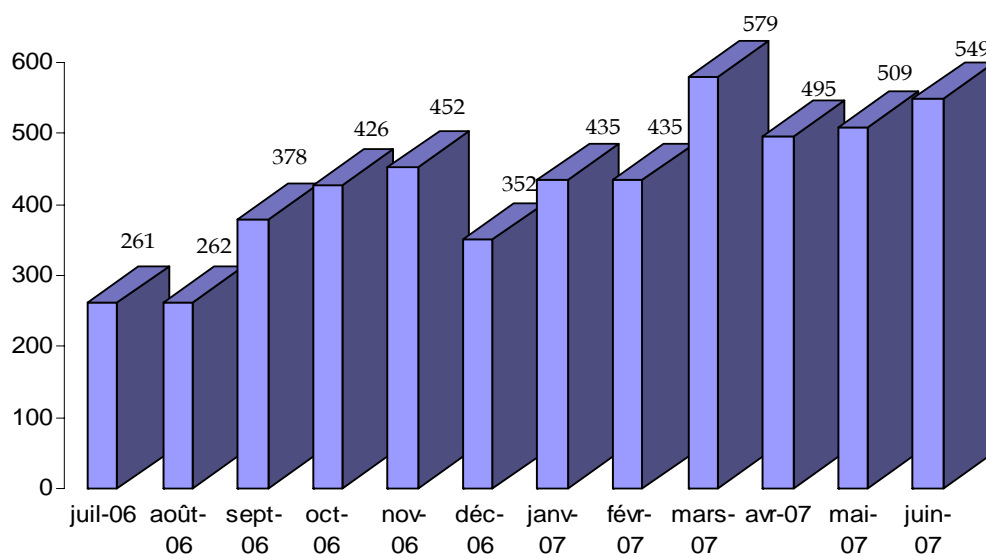
Le graphique suivant présente l'évolution du nombre de clients pour lesquels CORTIX a assuré la création d'un site depuis 1999. Le nombre de sites créés correspond au nombre de contrats signés auquel on retranche les contrats rejetés (voir en 6.5 et 9.1).



Entre 2005 et 2006, le volume de sites créés a quasiment doublé avec une augmentation record de + 90%.

Ce graphique présente l'évolution des sites vendus (/ contrats signés) au cours de l'exercice 2006/2007.

Nombre de contrats signés* en France entre juillet 2006 et juin 2007



* Avant rétractations, refus de financements leaser et premiers rejets.

6.2 Marchés et stratégie

(Source CORTIX)

Le marché adressé est historiquement constitué à 85 % de PME/PMI/TPE, 10% de Grands Comptes et 5% d'administration.

La démocratisation de l'ADSL permet d'avoir un marché des plus importants. Près de 80% du tissu économique français est constitué de TPE (moins de 20 salariés).

Selon l'ouvrage de la DCASPL (les chiffres clés des TPE - Edition 2005), au 1^{er} janvier 2004, il existait en France 2.390.000 TPE relevant du champ ICS (Industrie Commerce Service), soit 96,6% du total des entreprises françaises (proportion identique en Europe). Les TPE exercent tous types d'activité de l'industrie au commerce en passant par les services (bâtiment, hôtellerie-restauration, conseils aux entreprises, services médicaux, services sociaux...).

61% des TPE françaises n'ont aucun salarié, 23% en ont entre 1 et 3. L'ensemble de ces TPE employait 5.798.700 personnes (dont 4.017.900 salariés) en 2002.

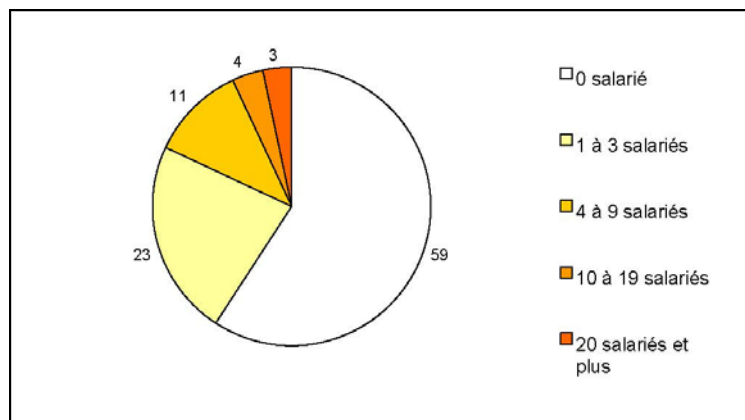
Nombre d'entreprises par taille en millier d'entreprises								
	0	1 à 3	4 à 9	Micro- entreprises de 0 à 9 salariés	10 à 19	TPE de 0 à 19 salariés	PME de 0 à 249 salariés	Grandes entreprises de 250 salariés et +
Ensemble du champ Industrie- Commerce- Services	1465,30	560,70	276,00	2302,00	88,00	2390,00	2469,80	4,90
								2474,70

MARCHE CORTIX
FRANCE

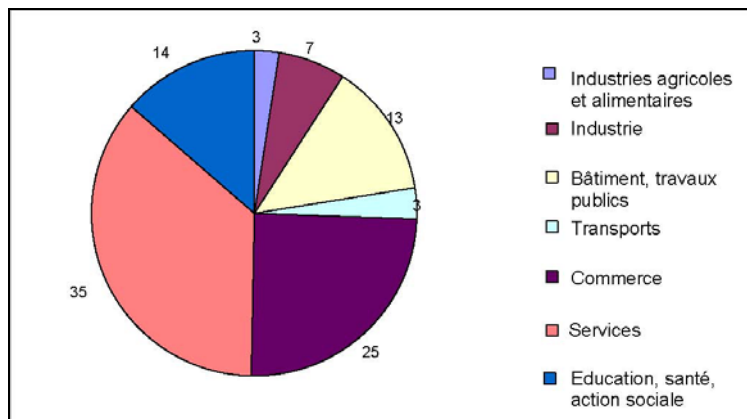
↑

↑

Répartition des entreprises selon le nombre de salariés :



Répartition des TPE par secteur d'activité :

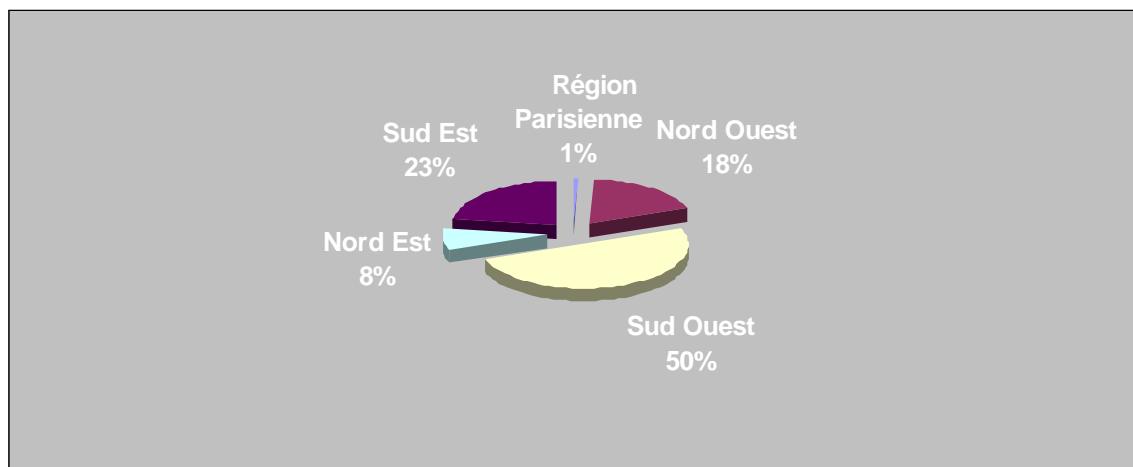


D'après une étude FIDUCIAL de janvier 2006 sur la cible TPE (moins de 5 salariés) les taux d'équipements sont les suivantes :

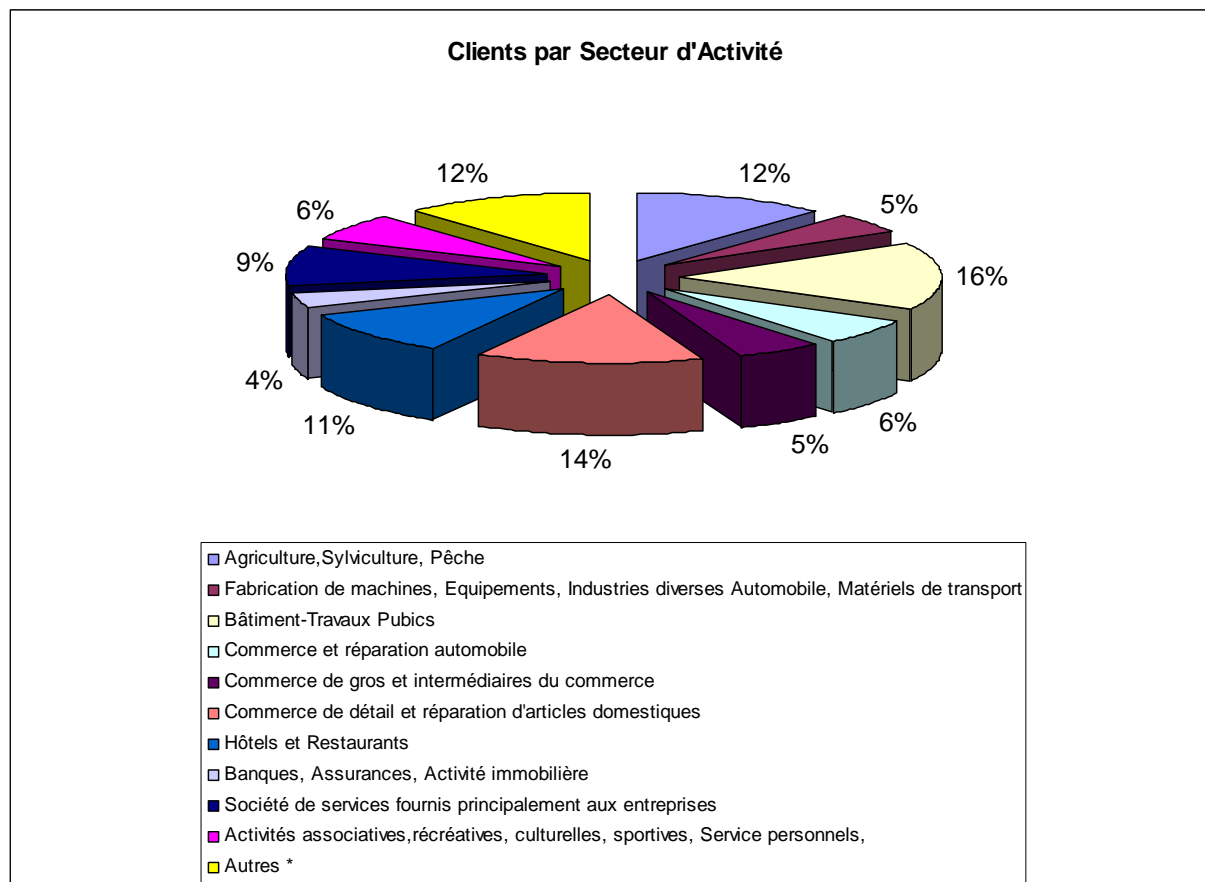
60 % des TPE de moins de 5 salariés possèdent un micro-ordinateur.

56 % d'entre elles ont un accès Internet et seulement 15 % disposent d'un site professionnel à ce jour.

La répartition clients CORTIX par région :



La répartition clients CORTIX par secteur d'activité :



6.3 Marché captif et potentiel en Europe

L'Union Européenne compte près de 19 millions d'entreprises, dont la moitié n'emploie aucun salarié (travailleurs indépendants). Au nombre de 8 millions, les TPE sont presque aussi nombreuses. Les "petites" et "moyennes" entreprises sont au nombre de 1,2 million, tandis que les "grandes entreprises" ne sont que 36 000. Ce tableau est un indicateur du marché-cible CORTIX par pays.

Par classe de taille (1 000)

	0 salarié	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	Ensemble
	Nbre	Nbre	Nbre	Nbre
TOTAL UE 15	9 140	8 025	1 087	18 844
Italie	1 839	1 782	158	3 798
UK	2 215	916	151	3 313
Allemagne	1 141	1 722	342	3 261
Espagne	1 365	916	105	2 402
Portugal	20	579	36	642
Belgique	376	116	21	518
NL	211	250	43	516

Sources : Entreprises en Europe, sixième édition - 2000. Eurostat.

A l'exception de l'UK, le taux d'équipement des TPE - PME sur ces différents pays européens est similaire donc aussi faible que celui de la France.

6.4 La force de vente en Europe

Au 30 septembre 2007, 17 agences commerciales sont déjà en fonctionnement :

- 14 agences en France ;
- 2 agences en Espagne ; et
- 1 agence en Belgique.

Lors de son démarrage commercial, chaque agence dispose de 3 commerciaux. L'effectif commercial varie ensuite au fil des mois avec un maximum de 6 commerciaux par agence.

Chaque commercial opère 3 jours par semaine sur le terrain. Les 2 autres jours sont destinés au phoning et à l'accomplissement des tâches administratives. La quasi-totalité du phoning reste assumée par la plateforme de téléprospection basée à Tunis.

Après une croissance exponentielle de l'activité française, CORTIX amorce une duplication du modèle en Europe et est déjà présente sur les marchés espagnol, belge, allemand et suisse. La première agence espagnole, située à Barcelone a démarré commercialement à la mi-mars 2007. Les sept premiers mois d'activités sur le terrain de cette agence ont déjà placé l'agence de Barcelone dans le top 5 des agences présentes en France et en Europe, ce qui laisse augurer d'un fort dynamisme commercial sur cette agence. Lors de l'exercice clos le 30 juin 2007, les 149 contrats générés hors France sont issus de la seule agence de Barcelone qui n'a démarré son activité commerciale que mi-mars 2007.

L'activité commerciale a démarré en août 2007 en Belgique et en novembre 2007 pour l'Allemagne et la Suisse.

En Belgique, 15 jours après le début de l'activité commerciale, 9 contrats ont déjà été signés à fin août 2007 alors que l'unique agence basée à Bruxelles n'a pour l'instant qu'un seul vendeur. Un nouveau vendeur est arrivé en septembre afin d'étoffer l'équipe commerciale Bruxelloise.

Ensuite, les autres ouvertures Européennes se feront avec une cadence soutenue et seront facilitées par les différents Country Managers engagés qui auront pour mission l'ouverture des agences dans leur pays respectifs dont le nombre sera fonction du potentiel pays.

En plus des 17 agences commerciales déjà en fonctionnement au 30 septembre 2007, les prévisions établies tiennent compte du démarrage commercial de 38 nouvelles agences entre le 1er octobre 2007 et le 31 décembre 2009 selon le calendrier suivant :

Pays / Trimestre	Agences existantes au 30 juin 2006	2006/2007				2007/2008				2008/2009				2009/2010				2010/2011				Total Général
		1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	
France	7	1	1	2	1	2																14
Espagne				1		1	1	1		2	1											8
Belgique						1		1														2
Allemagne										2		1		2								8
Suisse						1	1															2
Italie								2		2		1		2								7
Portugal								1	1													2
Pays-Bas								1		2		1										4
Eire								1														1
Royaume-Uni								1		2		2		2								7
Total par période	7	1	1	3	1	4	3	8	4	3	8	2	4	2	4	0	0	0	0	0	0	55
Ouvertures réelles déjà réalisées		Ouvertures planifiées																				

Ces délais de déploiement sont donnés à titre indicatif. CORTIX pourra les modifier en fonction des opportunités.

6.5 Le business model

Les contrats sont exclusivement conclus sur 48 mois :

La mensualité moyenne observée de janvier à mai 2007 pour les nouveaux contrats signés est de 122 €.

Pour chaque contrat signé, le client est facturé de 100€ de frais de dossiers (cf. § 6.6 « composition, du chiffre d'affaires de CORTIX »).

Tous les nouveaux contrats sont soumis pour refinancement à un ou plusieurs prestataires spécialisés dans la location d'actifs professionnels (« leasers »).

Depuis sa création, CORTIX a ainsi été amenée à travailler tour à tour avec près d'une dizaine de *leasers* différents, dont les principaux sont, tant en nombre de dossiers en cours qu'en pourcentage de la production nouvelle, par ordre décroissant :

- Parfip
- Locam
- KBC Lease

Chaque leaser a établi ses propres critères de sélection et de *scoring* des dossiers qui lui sont soumis. Après examen administratif et financier de chaque contrat en fonction de ces critères, il peut décider de racheter le contrat à CORTIX ou bien le refuser.

CORTIX est libre de soumettre chaque contrat signé à plusieurs leasers et de le financer où bon lui semble. Les contrats refusés par les leasers sont soit purement et simplement annulés, soit « portés » (autofinancés) par CORTIX.

1/ Cession à un leaser : environ 72% des nouveaux contrats signés

Quand un contrat est cédé à un *leaser*, CORTIX perçoit un « premier flux » cash équivalent à 21 ou 27 mensualités (24 mensualités en moyenne), selon que le contrat est considéré respectivement comme à risque majoré ou à risque normal.

La mensualité moyenne ressortant actuellement à 122 € sur 48 mois. La proportion de dossiers à risque majoré étant de 50,2% sur les cinq premiers mois de 2007, CORTIX perçoit en moyenne 2900 € environ chaque fois qu'un contrat est cédé.

Les leasers règlent CORTIX dans un délai de 4 jours ouvrés maximum après émission de la facture par CORTIX, qui intervient pratiquement aussitôt après la mise en service du site.

Backup externe : certains leasers exigent que les codes sources des sites qu'ils financent soient sauvegardés auprès d'un tiers prestataire spécialisé. Cette prestation est facturée forfaitairement 2 € par site et par mois.

Maintenance : pendant toute la durée du contrat, CORTIX perçoit mensuellement du leaser, au titre de la maintenance du site, une partie de la mensualité payée par le client, égale à un taux moyen de 15% de la mensualité.

Cas de premier rejet : si le premier prélèvement émis sur le compte du client par le leaser revient impayé et ne donne pas lieu à régularisation dans un délai de 30 jours, la cession est purement et simplement annulée et les sommes perçues par CORTIX sont intégralement extournées (remarque : comptabilisées en charges exceptionnelles jusqu'en juin 2006, ces extournes viennent désormais directement en déduction du chiffre d'affaires).

Transfert du risque et de la gestion : dès lors que le premier prélèvement a été honoré par le client, le leaser prend en charge la gestion administrative des contrats ainsi que le risque financier qui leur est attaché (sauf en cas de défaillance technique, commerciale ou juridique de CORTIX sur un contrat).

Rupture prématurée : si un contrat prend fin de façon prématurée, CORTIX s'engage à le racheter au leaser, qui lui rétrocède systématiquement, pour une valeur conventionnelle, qui varie, selon le leaser et selon la nature de la cause du rachat, entre 0,15 € symboliques et 6 mensualités. Si la rupture du contrat résulte d'une défaillance technique, commerciale ou juridique imputable à CORTIX, CORTIX est tenue de payer au leaser en sus le montant du capital restant dû par le client.

A l'issue du contrat, CORTIX récupère la possibilité de prélever directement le client et donc de percevoir, en cas de renouvellement du contrat ou de reconduction tacite, l'intégralité de la mensualité.

2/ Autofinancement : environ 4% des nouveaux contrats signés

Une partie des contrats qui n'a pas été cédée aux leasers est « portée » par CORTIX, qui les autofinance. Dans ce cas, CORTIX prend en charge dès l'origine leur gestion et le risque financier, prélève les clients, encaisse et conserve l'intégralité des mensualités versées par les clients.

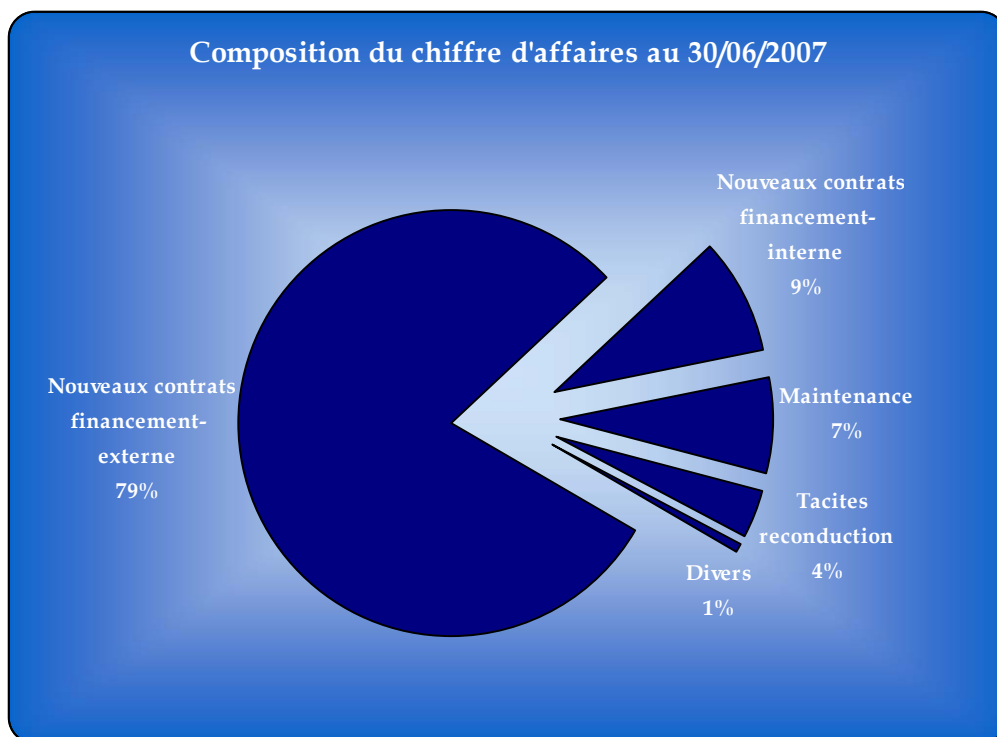
Comptablement, la Société immobilise le coût de revient de production de ces sites. Ces immobilisations sont amorties sur la durée des contrats.

3/ Rétractations et dossiers refusés

Les rétractations correspondent aux dossiers dénoncés par les clients dans un délai de sept jours après la signature du contrat. Ce délai de 7 jours ne correspond pas à une obligation légale mais est accordé par CORTIX à titre purement commercial.

Pour répondre à un objectif de parc clients sain, CORTIX rejette également certains contrats en le signifiant au client intéressé dans les sept jours suivant la signature. Il s'agit des contrats refusés par les leasers et que CORTIX refuse également de porter. Aucun chiffre d'affaires n'est comptabilisé sur ces contrats rejetés qui représentent environ 24% des nouveaux contrats signés.

6.6 Composition du chiffre d'affaires de CORTIX



1/ Contrats financés à l'extérieur

Ces contrats font l'objet d'un financement en deux temps :

Le premier versement ou « premier flux » : Dans un délai de 4 jours après la mise en ligne du site internet du client, le leaser finançant le contrat verse à CORTIX un montant égal en moyenne à 24 mensualités (21 mensualités lorsque le client est en « risque majoré » et 27 mensualités lorsqu'il est en « risque normal ») sur les 48 mensualités versées par le client sur les 4 ans du contrat.

Les « prestations de service » : En plus du « premier flux », le leaser reverse chaque mois à CORTIX en moyenne 15% des 48 mensualités qui lui sont payées par le client au titre de son contrat.

Les « frais de dossiers » : Chaque mois, le leaser reverse à CORTIX environ 95 € sur les 100 € de frais de dossier prélevés sur chaque nouveau dossier financé.

2/ Contrats financés en interne

4,1% des dossiers signés sont autofinancés par CORTIX (pour l'exercice clos le 30 juin 2007).

CORTIX affiche une volonté d'autofinancer progressivement un nombre croissant de dossiers.

Pour les contrats financés en interne, CORTIX perçoit 100% du montant des mensualités prévues au contrat conclu avec le client.

En termes de reconnaissance du chiffre d'affaires, CORTIX comptabilise 70% du total du contrat à la mise en ligne du site internet ou livraison (les 30% restants sont étalés mensuellement sur les 4 ans du contrat au titre des prestations de maintenance). Cette méthode est en adéquation avec la reconnaissance du revenu sur les contrats cédés.

3/Tacites reconductions

Le montant moyen de la mensualité est 10€ inférieur à celui utilisé pour les contrats nouveaux financés en externe (le montant moyen « historique » des contrats partant en tacite reconduction étant statistiquement légèrement inférieur à celui des contrats nouveaux).

6.7 La concurrence

1/ La concurrence en France

La plupart des entreprises œuvrant dans la création du site Internet prospectent surtout sur les marchés des PME et des grosses entreprises.

La singularité de CORTIX est de s'être penchée sur le marché des très petites entreprises avec une puissance financière et technique permettant de leur offrir des produits de qualité à des prix hautement concurrentiels.

Il est à noter que le marché français recèle de petits acteurs déroulant un modèle proche de celui de CORTIX, mais avec des présences nationales beaucoup moins étoffées et donc un chiffre d'affaires largement inférieur à celui de CORTIX.

Il s'agit de sociétés comme IDEP Multimédia, Axecibles, Icare, Top Technology, Kemmen.

Par ailleurs, le seul véritable concurrent européen de CORTIX est le groupe Proximédia, qui vient de revenir en France - après une première tentative avortée - avec une agence sur Lille.

Néanmoins, un an après l'ouverture de son agence lilloise, nous n'avons connaissance d'aucune autre ouverture, ce qui laisse présager une certaine stagnation de son implantation française.

2/ La concurrence Européenne

Comme indiqué précédemment, le seul véritable concurrent européen de CORTIX est le groupe Proximédia. Il est présent en Belgique, aux Pays-Bas et en France.

Ce groupe avait une présence européenne plus étendue par le passé car il était également implanté en France (de manière plus massive) et en Allemagne. Dans ces 2 pays, il a dû cesser ses activités pour insuffisance de résultat.

Pour le reste, le paysage concurrentiel est similaire à la France, c'est-à-dire composé :

- d'acteurs importants privilégiant les entreprises moyennes et grandes,
- de petites sociétés ne proposant pas une offre aussi complète que celle de CORTIX et n'ayant pas non plus les ressources financières et techniques suffisantes pour offrir une certaine stabilité de service.

Les avantages concurrentiels de CORTIX sont :

- Son maillage commercial faisant de lui un acteur de proximité
- Son offre packagée et clé en main
- Son offre compétitive
- Sa cible de marché résolument tournée vers la TPE

Les faiblesses de la Société par rapport à la concurrence sont :

- Le manque de souplesse technique pour des prospects qui sortent de la production industrielle ;
- L'exclusivité du canal de vente : 99,9 % des ventes proviennent du réseau commercial CORTIX;
- Son absence du marché des collectivités locales et des Moyennes et Grandes entreprises ;
- Sa dépendance aux partenaires financiers (leasers).

6.8 La production et les achats de prestations - les fournisseurs

1/ Matériel

CORTIX possède l'intégralité du matériel qu'elle utilise ou qu'elle exploite.

Les éléments les plus sensibles de son architecture informatique reposent sur des grandes marques internationales (HP, IBM, ...).

CORTIX fait jouer la concurrence et les conditions de ventes (délais de livraison, quantités approvisionnées, conditions de règlement) en appliquant un processus d'achat reposant sur une mise en concurrence des fournisseurs.

CORTIX diversifie ses approvisionnements tout en veillant à l'homogénéité de son parc informatique.

Il n'y a donc pas dépendance réelle.

2/ Logiciels

Les outils utilisés pour la production sont des solutions reconnues sur le marché des professionnels de la création de site internet (MACROMEDIA, ADOBE...)

3/ Réseaux et télécommunications

➤ Réseau

Le réseau de CORTIX est exploité par une société prestataire de services externe pour des raisons de coûts.

CORTIX possède néanmoins les compétences internes pour relayer ce prestataire en cas de défaillance.

➤ Télécoms

Les télécommunications sont dépendantes d'opérateurs téléphoniques internationaux (France TELECOM, TELECOM ITALIA).

4/ Hébergement

L'hébergement des sites produits est assuré par OLEANE et surveillé par INTRINSEC.

Cette configuration décidée par CORTIX assure aux clients et aux leasers la possibilité de récupérer les actifs en cas de défaillance.

6.9 La maîtrise de la qualité de l'offre

Plusieurs dispositifs sont mis en œuvre pour assurer une qualité maîtrisée de l'offre :

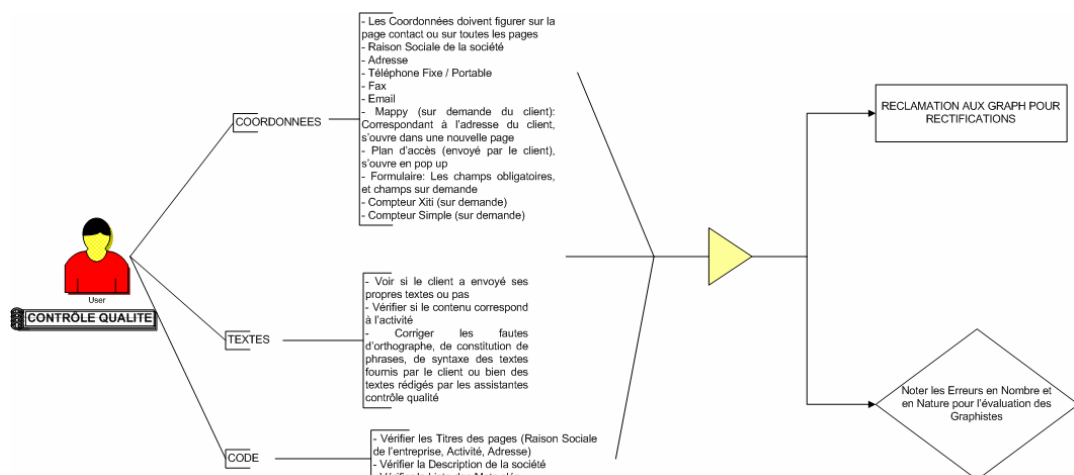
➤ En amont

Les modèles de sites respectent autant que possible les préconisations du W3C (World Wide Consortium).

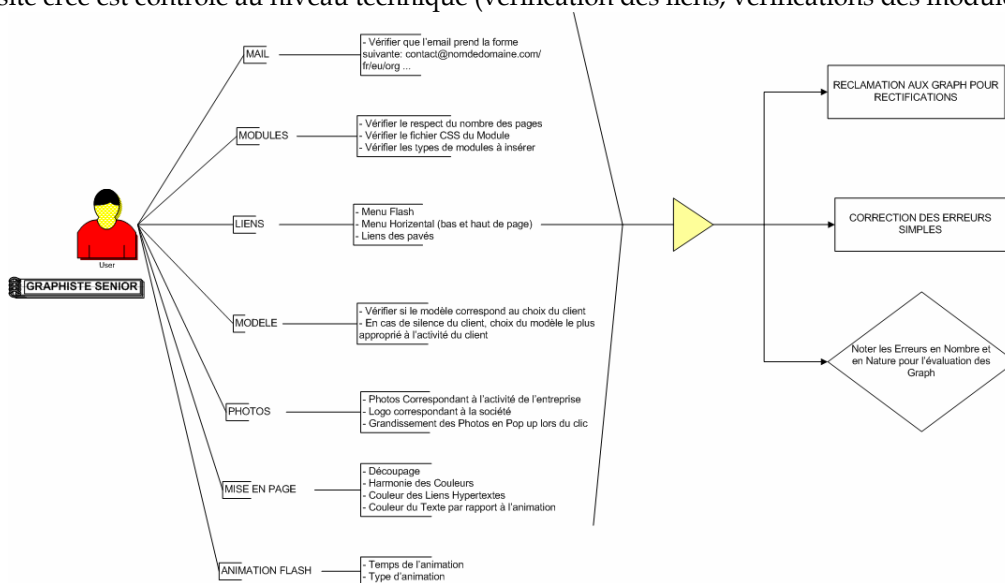
➤ En aval

Le cycle de production intègre plusieurs niveaux de contrôle permettant de garantir la qualité de la production.

Chaque site créé est contrôlé au niveau du contenu (contrôle des éléments graphiques, du texte).



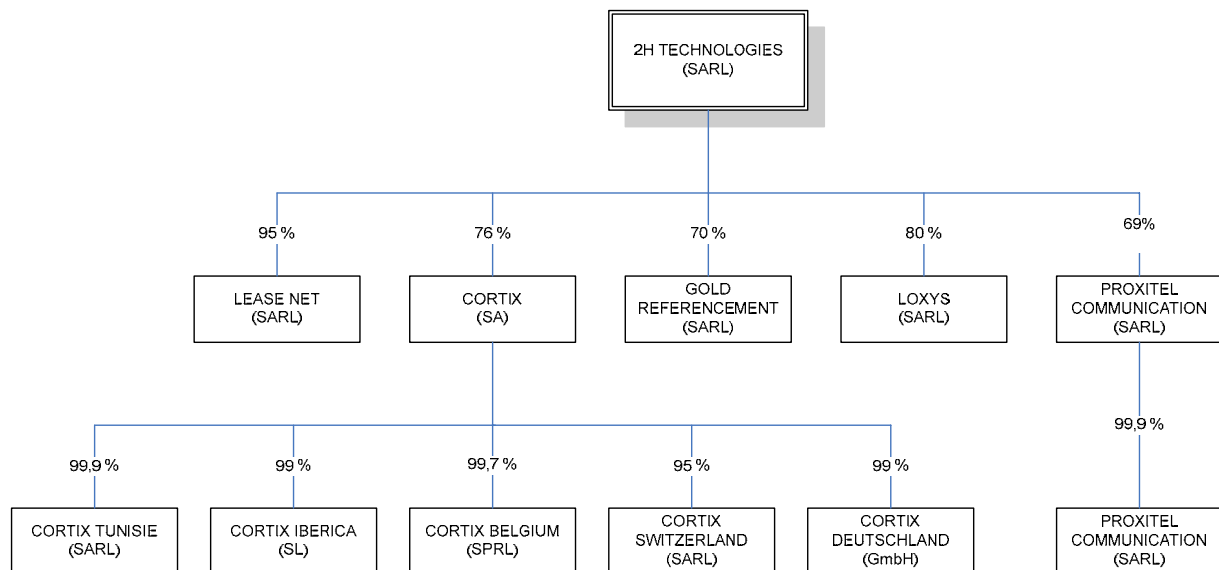
Chaque site créé est contrôlé au niveau technique (vérification des liens, vérifications des modules...).



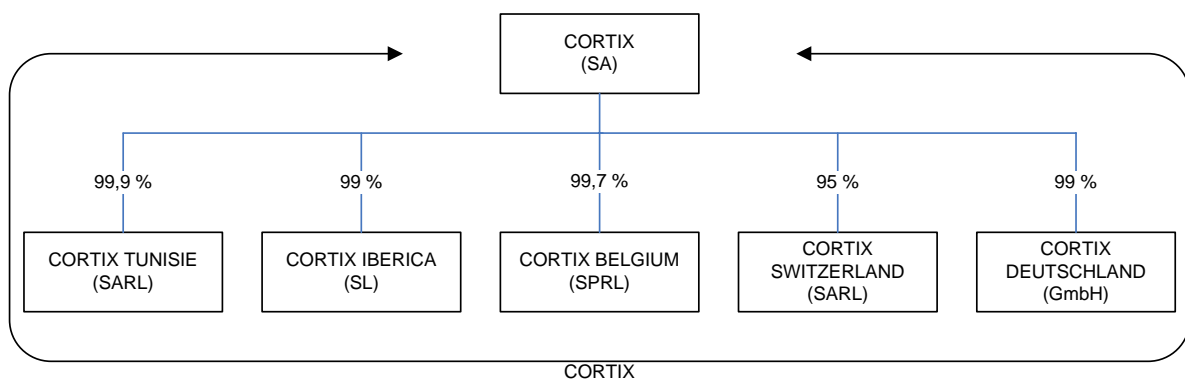
7 ORGANIGRAMMES

7.1 Organigramme juridique

➤ Organigramme du Groupe



➤ Périmètre de CORTIX



Le groupe détenu par M. Hassane HAMZA est composé de différentes Sociétés dont le schéma des participations est détaillé ci-dessous.

M. Hassane HAMZA détient une participation de 100% dans la Société holding 2H TECHNOLOGIES.

La Société 2H Technologies détient directement des participations dans les Sociétés suivantes :

- 76% du capital de la Société CORTIX SA
- 95% du capital de la Société LEASE NET
- 69% du capital de la Société PROXITEL
- 70% de la Société GOLD REFERENCEMENT
- 80% de la Société LOXYS

La Société CORTIX détient directement des participations dans les Sociétés suivantes :

- 99,90% du capital de la Société CORTIX TUNISIE (sarl)
- 99% du capital de la Société CORTIX IBERICA (sl)
- 95% du capital de la Société CORTIX SWITZERLAND (sprl)
- 99,7% du capital de la Société CORTIX BELGIUM (sarl)
- 99,9% du capital de la Société CORTIX DEUTSCHLAND (GmbH)

La Société PROXITEL détient une participation dans la Société suivante :

- 99,90% du capital de la Société PROXITEL TUNISIE

La Société CORTIX TUNISIE est une société à responsabilité limitée de droit tunisien, constituée le 27 avril 2004 et dont le siège est sis à Tunis. Elle a pour activité le développement, la maintenance de logiciels et la création de sites internet.

La Société CORTIX IBERICA est une société privée à responsabilité limitée (SL) de droit espagnol, constituée le 4 décembre 2006, et dont le siège est sis à Barcelone. Elle a pour activité la création de sites internet, l'hébergement de sites, la vente d'emplacements publicitaires, la formation technique, la vente de matériel informatique et le conseil.

La Société PROXITEL COMMUNICATION est une société à responsabilité limitée de droit français, constituée le 4 janvier 2005 et immatriculée au RCS de Bordeaux sous le N° 480 465 038. Elle a pour activité la téléprospection et son développement et plus largement toute activité de télémarketing, enquête et sondages.

La Société PROXITEL COMMUNICATION TUNISIE SARL est une société à responsabilité limitée de droit tunisien, constituée le 23 février 2005. Elle a pour activité la création d'un centre d'appel et son développement et plus largement toute activité de télémarketing, enquêtes et sondages.

La Société GOLD REFERENCEMENT est une société à responsabilité limitée de droit français, constituée le 1^{er} juillet 2004 et est immatriculée au RCS de Bordeaux sous le N° 478258825. Elle a pour activité : le référencement de sites internet.

La Société LOXYS est une société à responsabilité limitée de droit français, constituée le 9 mai 2006 et immatriculée au RCS de Bordeaux sous le N° 490 021 219. Elle a pour activité la construction et la location de biens immobiliers. La Société LOXYS a construit le futur siège social de la Société CORTIX dans le cadre d'un contrat de crédit bail immobilier passé avec la Société SUD OUEST BAIL et OSEO BDPME le 22 décembre 2006 par devant Me Magendie, notaire à Bordeaux.

Le terrain d'assiette de la présente opération de crédit-bail est situé à MERIGNAC (GIRONDE), avenue Neil ARMSTRONG, formant le lot C du lotissement dénommé " PARC D'ACTIVITES NEIL ARMSTRONG II ".

Il figure au cadastre de la manière suivante :

Section	N°	Lieudit	Contenance		
			ha	a	ca
HE	19	Avenue Neil Armstrong	0	26	6

Un permis de construire, pour la construction d'un premier bâtiment de 547 m2 a été accordé par la Mairie de MERIGNAC, le 30 janvier 2006, au nom de Monsieur Hassane HAMZA sous le numéro PC 33281 05 Z 1259 P 0. Le permis de construire a été affiché sur le terrain, et cet affichage constaté par Maître LUZIER, huissier de Justice à BORDEAUX.

Un deuxième permis de construire, pour la construction d'un deuxième bâtiment de 537 m2 a été accordé par la Mairie de MERIGNAC, le 30 août 2006, au nom de Monsieur Hassane HAMZA sous le numéro PC 33281 06 Z 1097P 0. Le permis de construire a été affiché sur le terrain.

Après réalisation de cette construction, cette dernière est donnée en contrat de sous location (bail commercial) à la Société CORTIX.

La Société LOXYS ne possède aucun autre bien immobilier soit en propre soit au travers d'un contrat de crédit bail immobilier. Elle n'est titulaire d'aucune promesse de vente de biens immobiliers. Elle a bénéficié de financements publics d'aide à l'investissement de la part des collectivités territoriales à hauteur de 120 000 €.

La Société LEASE NET est une société à responsabilité limitée, constituée le 27 septembre 2001 et immatriculée au RCS de Bordeaux sous le N° 440 026 516. Elle a pour activité : le financement d'achat, de location ou de prêt de matériel informatique et de création de sites Internet et plus généralement le financement de tout ce qui a attiré à l'accès aux nouvelles technologies.
La Société n'a pas développé d'activité significative depuis sa création.

Précisions relatives aux opérations intra groupe (entre CORTIX et les sociétés du Groupe 2H Technologies):

Les interactions entre les différentes sociétés mentionnées ci-dessus font l'objet de relations régulièrement approuvées par les AGOA et figurent dans les différents rapports spéciaux du Commissariat aux Comptes.

SARL PROXITEL COMMUNICATION:

La convention en vigueur a été conclue le 30 juin 2006 et a pour objet la fourniture, par PROXITEL COMMUNICATION, de prestations de service de télémarketing pour le compte de la SA CORTIX.

La facturation des prestations par PROXITEL COMMUNICATION est basée sur un forfait mensuel de 1 445 € par téléprospecteur.

Ce prix est celui en vigueur au 30 juin 2007.

Pour l'exercice clos au 30/06/07, le montant total facturé est de 1.156.830 € HT.

SARL CORTIX TUNISIE :

La convention en vigueur a été conclue le 30 juin 2006. Aux termes de cette convention, CORTIX SA confie à CORTIX TUNISIE la sous-traitance des prestations de conception et réalisation des sites Internet de ses clients ainsi que la sous-traitance d'une partie des prestations de référencement des sites créés (soumission des sites aux principaux moteurs de recherche).

S'agissant de la facturation des prestations de conception et réalisation des sites Internet par CORTIX TUNISIE, le prix des prestations est déterminé, Site par Site, sur la base suivante :

- un forfait de 27,53 TND (Dinars tunisiens) HT par page Web développée ;
- un forfait de 15,00 TND HT au titre des coûts de studio supportés par le Prestataire ;
- un forfait 15,00 TND HT au titre des coûts administratifs supportés par le Prestataire ;

- Le cas échéant, un prix supplémentaire au titre des prestations spécifiques (telles que traduction, intégration de bases de données) et/ou modules spécifiques (tels que modules de paiement, droits d'accès pour administrer le Site) qui pourraient être demandés par le client final de CORTIX SA.

Ces prix sont ceux en vigueur au 30 juin 2007.

Pour l'exercice clos au 30/06/07, le montant total facturé est de 381.790 € HT au titre de la création des sites.

S'agissant de la facturation des prestations de référencement (soumission des sites aux principaux moteurs de recherche), le prix est fixé à un montant forfaitaire de 16,00 TND par site.

Ce prix est celui en vigueur au 30 juin 2007.

Pour l'exercice clos au 30/06/07, le montant total facturé est de 43 173 € HT.

SARL GOLD REFERENCEMENT :

La convention en vigueur a été conclue le 30 juin 2006. Aux termes de cette convention, CORTIX SA confie à GOLD RREFERENCEMENT la sous-traitance d'une partie des prestations de référencement des sites créés consistant en l'optimisation des sites.

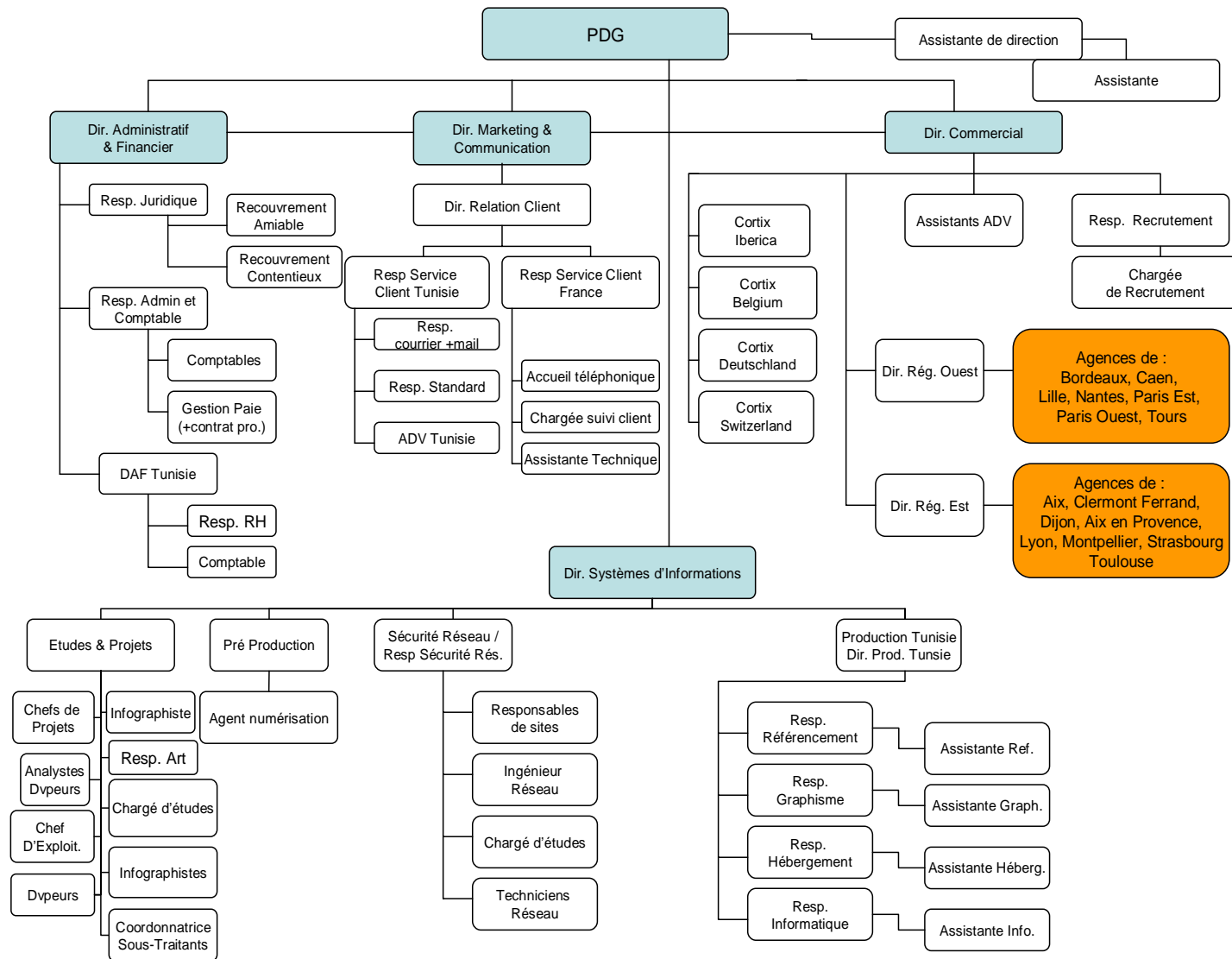
S'agissant de la facturation de ces prestations par GOLD RREFERENCEMENT, le prix est fixé à un montant forfaitaire de 30 € HT par site.

Ce prix est celui en vigueur au 30 juin 2007.

Pour l'exercice clos au 30/06/07, le montant total facturé est de 140 730 € HT.

Il est à noter que les tarifications ci-dessus sont en deçà des prix habituellement pratiqués par le marché.

7.2 Organigramme fonctionnel



8 PROPRIETES IMMOBILIERES ET EQUIPEMENTS

Le nouveau siège social de CORTIX est opérationnel depuis le 15 octobre 2007.

Ce bien immobilier fait l'objet d'un crédit-bail en date du 22 décembre 2006, contracté par la société LOXYS (société du Groupe 2H Technologies), crédit preneur, auprès des sociétés SUD OUEST BAIL et OSEO BDPME par devant Maître Magendie, notaire à Bordeaux.

Ce bien fait l'objet d'une sous-location par LOXYS (crédit-bailleur) à CORTIX à compter de l'entrée de CORTIX dans les lieux le 15 octobre 2007 (voir également en 7.1.).

CORTIX déclare que le loyer fixé est en adéquation aux prix du marché local.

Le montant du loyer fait actuellement l'objet d'une expertise immobilière afin de s'assurer qu'il est conforme aux usages du marché local.

L'ensemble des locaux utilisés par les agences commerciales est loué à des tiers par CORTIX (baux commerciaux).

Les comptes annuels de la société CORTIX établis selon les normes comptables applicables en France pour les exercices clos aux 30 juin 2007 et 2006 figurent à la section 20.1 du présent document.

9.1 Evolution de la situation financière liée à l'exploitation courante

Nombre de contrats signés en France (avant rétractations, refus de financements leaser et premiers rejets) :

EXERCICE 05/06		EXERCICE 06/07	
juil-05	187	juil-06	261
août-05	166	août-06	262
sept-05	221	sept-06	378
oct-05	231	oct-06	426
nov-05	204	nov-06	452
déc-05	193	déc-06	352
janv-06	253	janv-07	435
févr-06	224	févr-07	435
mars-06	306	mars-07	579
avr-06	287	avr-07	495
mai-06	270	mai-07	509
juin-06	291	juin-07	549
CONTRATS SIGNES	2833	CONTRATS SIGNES	5133

L'augmentation exponentielle de nombre de contrats signé s'explique par les trois facteurs suivants :

- une restructuration du réseau avec des collaborateurs issus d'une promotion interne,
- l'ouverture de deux nouvelles agences qui ont eu un impact significatif sur le nombre de contrats signés,
- une montée en puissance de la téléprospection.

Il est précisé que l'augmentation du nombre de contrats signés n'est pas uniquement due à l'ouverture de nouvelles agences, mais également à la performance des agences existantes.

9.2 Effets sur la situation financière d'éléments non directement liée à l'exploitation courante

Néant

10.1 Informations sur les capitaux propres de CORTIX

<i>(En €)</i>	30 juin 2007
Capital social	264 900
Primes d'émission	240 472
Réserve légale	6 728
Report à nouveau	41 803
Résultat de l'exercice	703 261
Total	1 257 165

➤ Le capital social de CORTIX, s'élevait, au 30 octobre 2007, à 264.900€.

Il se décomposait alors comme suit :

2.649.000 actions de 0,10€ de valeur nominale chacune.

Les actions de la société sont toutes de même catégorie.

Le capital est entièrement libéré.

➤ Titres de capital potentiel :

Au 30 octobre 2007, il n'a été émis aucune valeur mobilière donnant droit, immédiatement ou à terme, à des actions de la Société CORTIX.

Toutefois, une émission d'actions ordinaires et une attribution gratuite d'actions aux salariés ont été autorisées par l'Assemblée Générale du 5 octobre 2007.

10.2 Source et montant des flux de trésorerie de CORTIX

	EXERCICE 30/06/2007
<u>RESSOURCES</u>	
1 Bénéfices (+) ou pertes (-) avant rémunération de l'exploitant	703 261
2 Dotation aux amortissements et provisions	509 492
3 Reprises sur amortissements et provisions	-432 581
4 Subventions d'investissement virées au résultat	
5 Produits des cessions d'éléments de l'actif immobilisé	-8 250
6 Valeur comptable des éléments de l'actif immobilisé cédés	34 872
7 Capacité d'autofinancement de l'exercice	806 794
8 Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	
9 Cessions ou réductions d'immobilisations financières	357 927
10 Augmentation de capital, apports de l'exploitant	
11 Augmentation des autres capitaux propres	
12 Augmentation des dettes financières	1 496 000
13 Total des ressources	2 660 721
<u>EMPLOIS</u>	
14 Réduction des capitaux propres, distributions, mises en paiement	441 500
15 Acquisition d'immobilisations corporelles, incorporelles, financières	1 126 821
16 Prélèvement de l'exploitant	
17 Remboursement des dettes financières	110 212
18 Charges à répartir sur plusieurs exercices	
19 Total des emplois	1 678 533
	Ressource nette
	982 188
20 Variation du fonds de roulement net global	
	Emploi net

	EXERCICE N	EXERCICE N - 1	EVOLUTION	
			besoins	ressources
<u>ACTIF CIRCULANT BRUT</u>				
21 Stocks et en-cours	6 244	12 925		6 681
22 Clients et comptes rattachés	4 876 991	3 309 111	1 567 880	
23 Autres créances et comptes de régularisation	955 738	303 303	652 435	
DETTES (HORS EMPR ET CONC BANC COUR)				
24 Fournisseurs et comptes rattachés	1 611 484	853 764		757 720
25 Autres dettes et produits constatés d'avance	3 366 864	1 789 637		1 577 227
26 Besoin en fonds de roulement	860 625	981 938		121 314
<u>TRESORERIE</u>				
28 Disponibilités	1 520 055	261 731	1 258 324	
29 Concours bancaires courants	158 379	3 557	154 822	
30 Variation nette de trésorerie	1 361 676	258 174	1 103 502	
31 Variation du fonds de roulement net global	2 222 301	1 240 112	982 188	

10.3 Conditions d'emprunt et structure de financement de CORTIX

Cf. § 20.1.1 Comptes sociaux au 30 juin 2007, page 96.

Au 30 juin 2007, les principaux emprunts de CORTIX sont:

	Montant brut	1 an au plus	1 à 5 ans
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit :			
- à 1 an maximum à l'origine	160 094,13	160 094,13	
- à + d'1 an à l'origine	340 108,49	110 675,74	229 432,75
Emprunts et dettes financières diverses	1 496 000,00	1 496 000,00	
Groupe et associés	51 138,04	51 138,04	

10.4 Information relative à toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sensiblement, directement ou indirectement, les opérations de CORTIX

Néant.

10.5 Informations sur les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2.3 (Investissements futurs) et 8 (propriétés immobilières)

Néant.

11.1 Politique de Recherche et Développement

Le concept CORTIX a nécessité relativement peu d'investissement R&D jusqu'à maintenant mais l'évolution de la demande et donc de l'offre de produits ainsi que l'internationalisation des marchés devrait entraîner une augmentation significative des budgets R&D dans le domaine immatériel.

Citons en particulier :

- Le développement de nouveaux modules dynamiques pour site WEB basés sur la technologie PHP-MYSQL,
- L'adaptation et la traduction multilingue des produits actuels pour répondre aux exigences des clients européens pour chaque pays cible ; l'investissement concerne d'abord la traduction en anglais (approche globale des marchés étrangers) puis la traduction pour chaque zone géo-commerciale (espagnole, allemande, italienne, etc. ...),
- L'exploration des perspectives offertes par la technologie Web 2.0 et du multimédia ainsi que la veille sur les travaux du Web sémantique faisant l'objet de travaux de recherche aux USA actuellement.

L'évolution très rapide des pratiques sur Internet, la richesse des dispositifs de communication virtuels et l'innovation en résultant, amène CORTIX à renforcer le dispositif de veille technologique et de formation permanente de ses collaborateurs pour rester très compétitif face à la concurrence. La réactivité de nos équipes et la capacité à intégrer des solutions innovantes doivent permettre à nos clients de bénéficier des ressources les mieux adaptées à leurs besoins et à l'évolution de ceux-ci, ce qui constitue indéniablement un bon vecteur de renforcement de la fidélisation commerciale.

11.2 Crédit Impôt Recherche

Le développement des investissements R&D devrait permettre de bénéficier du dispositif fiscal du Crédit Impôt Recherche dans les années à venir. Le budget R&D serait de l'ordre de 1 % du CA annuel dans les prochaines années.

11.3 Brevets et Licences

La Société CORTIX n'est pas titulaire de brevet.

S'agissant des sites commercialisés, elle ne cède pas de propriété intellectuelle au client mais elle octroie une licence d'exploitation.

11.4 Marque déposée

Marque	Date de dépôt	N° national	BOPI	Classes ⁴
CORTIX	10/05/2002	02 3 163 421	02/24 NL	9, 35, 38, 42

11.5 Labellisation OSEO

Elle distingue les entreprises les plus innovantes en matière de nouvelles technologies. Cette labellisation rend le titre éligible au FCPI. Une étude de faisabilité est en cours.

⁴ Cf. Classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques. Cette classification est accessible grâce au lien suivant : <http://www.inpi.fr/ressources/documents/Lot4/ma33.pdf>
05/12/2007 CORTIX Page 65/150

12 INFORMATIONS SUR LES TENDANCES

12.1 Tendances ayant ou pouvant avoir un impact sur CORTIX depuis la fin du dernier exercice

Néant

12.2 Tendances générales ayant ou pouvant avoir un impact sur l'activité de CORTIX

Néant

13 PREVISIONS OU ESTIMATIONS DE BENEFICE

13.1 Prévisions

Compte de résultat	30/06/2007	30/06/2008	30/06/2009	30/06/2010	30/06/2011
Chiffre d'affaires (y compris Production Immobilisée)	14 622 143	32 038 705	68 249 378	89 845 947	102 513 009
Marge brute	14 373 202	30 351 306	64 066 600	83 707 079	95 857 391
Charges de personnel	7 536 509	15 049 803	26 712 818	35 238 877	37 719 009
Autres charges d'exploitation	5 112 253	9 688 726	23 129 837	27 647 066	30 756 178
Impôts et taxes	252 078	547 730	651 473	677 790	709 383
EBITDA	1 472 361	5 065 048	13 572 472	20 143 345	26 672 822
Dotations aux amortissements	155 458	192 414	400 651	793 369	1 269 910
Autres dotations (nettes de reprises et TC)	-18 494	584 949	1 411 347	1 465 353	1 346 407
EBIT	1 335 397	4 287 685	11 760 473	17 884 623	24 056 504
Produits financiers	32 401	243 763	584 029	887 228	1 252 808
Charges financières	70 918	111 821	81 097	42 273	8 354
R.C.A.I.	1 296 880	4 419 626	12 263 405	18 729 578	25 300 958
Résultat Exceptionnel	4 199	-100 000	0	0	0
Participation	343 857	523 079	787 984	875 754	1 027 812
I.S.	253 962	1 592 135	4 421 344	6 633 200	8 928 606
R.N.	703 261	2 204 413	7 054 078	11 220 624	15 344 540

Bilan / Actif	30/06/2007	30/06/2008	30/06/2009	30/06/2010	30/06/2011
Immobilisations incorporelles (nettes)	570 657	1 135 615	2 119 132	3 026 785	3 548 051
Immobilisations corporelles (nettes)	248 749	355 655	609 305	902 743	1 171 213
Immobilisations financières	504 674	605 265	672 275	653 760	613 644
TOTAL I	1 324 081	2 096 535	3 400 712	4 583 287	5 332 909
Stock et en cours	4 683	8 876	17 260	16 937	11 353
Créances clients	4 662 401	5 454 004	10 105 048	12 835 157	13 419 611
Autres créances	756 243	886 128	1 744 202	2 251 802	2 546 630
Trésorerie	1 520 055	11 275 394	19 362 955	27 190 179	38 566 523
Comptes de régularisation	199 496	444 676	950 272	1 253 409	1 432 647
TOTAL II	7 142 877	18 069 077	32 179 737	43 547 486	55 976 764
TOTAL GENERAL ACTIF	8 466 958	20 165 612	35 580 450	48 130 773	61 309 673

Bilan / Passif	30/06/2007	30/06/2008	30/06/2009	30/06/2010	30/06/2011
<i>Capital social</i>	264 900	298 013	298 013	298 013	298 013
<i>Primes d'émission</i>	240 472	4 636 860	4 636 860	4 636 860	4 636 860
<i>RL</i>	6 728	26 490	29 801	29 801	29 801
<i>RAN+</i>	41 803	317 357	1 638 017	5 870 464	12 602 838
Capitaux propres	553 904	5 278 719	6 602 691	10 835 137	17 567 512
Résultat de l'exercice	703 261	2 204 413	7 054 078	11 220 624	15 344 540
TOTAL I	1 257 165	7 483 131	13 656 768	22 055 761	32 912 052
Autres fonds propres	48 197	15 241	0	0	0
TOTAL II	1 305 362	7 498 373	13 656 768	22 055 761	32 912 052
Provisions pour risques et charges	187 045	480 794	1 131 048	1 979 059	2 928 566
TOTAL III	187 045	480 794	1 131 048	1 979 059	2 928 566
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes / établissements de crédit	2 047 341	1 929 636	1 125 377	597 433	11 073
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 611 484	2 774 038	5 171 221	6 608 113	7 460 046
Dettes fiscales et sociales	3 301 684	7 451 476	14 429 167	16 802 218	17 897 096
Comptes de régul.	14 042	31 294	66 868	88 189	100 840
TOTAL IV	6 974 551	12 186 445	20 792 633	24 095 953	25 469 055
TOTAL GENERAL PASSIF	8 466 958	20 165 612	35 580 450	48 130 773	61 309 673

Actif Economique	30/06/2007	30/06/2008	30/06/2009	30/06/2010	30/06/2011
+Immobilisations	1 324 081	2 096 535	3 400 712	4 583 287	5 332 909
+BFR	695 612	-3 463 126	-6 850 474	-7 141 214	-8 047 741
=Actif Economique	2 019 693	-1 366 591	-3 449 762	-2 557 927	-2 714 832
+Capitaux propres et assimilés yc provisions	1 492 407	7 979 167	14 787 817	24 034 820	35 840 618
+Endettement net	527 286	-9 345 758	-18 237 578	-26 592 747	-38 555 450

Détermination de la CAF	30/06/2007	30/06/2008	30/06/2009	30/06/2010	30/06/2011
Résultat net	703 261	2 204 413	7 054 078	11 220 624	15 344 540
Dotations nettes	76 912	777 363	1 811 998	2 258 722	2 616 318
Plus-moins values de cessions	26 622	0	0	0	0
CAF	806 795	2 981 776	8 866 076	13 479 346	17 960 858

Tableau de financement prévisionnel	30/06/2007	30/06/2008	30/06/2009	30/06/2010	30/06/2011
Opérations liées à l'activité					
Résultat de l'exercice	703 261	2 204 413	7 054 078	11 220 624	15 344 540
+Amortissements, dépréciations, provisions, +/-values	103 534	777 363	1 811 998	2 258 722	2 616 318
=Marge brute d'autofinancement	806 795	2 981 776	8 866 076	13 479 346	17 960 858
-Variation du BFR lié à l'activité	-121 314	-3 910 237	-2 780 745	326 602	-509 627
=Flux net de trésorerie généré par l'activité	928 109	6 892 013	11 646 821	13 152 743	18 470 484
Opérations d'investissement					
Acquisitions et cession d'immobilisations	-768 894	-1 040 524	-1 874 560	-1 975 944	-2 019 532
=Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-768 894	-1 040 524	-1 874 560	-1 975 944	-2 019 532
Opérations de financement					
-Dividendes versés	441 500	407 946	880 441	2 821 631	4 488 249
+Augmentation de capital décembre 2007		4 429 500			
-Remboursement net des dettes financières	-1 540 610	117 704	804 259	527 944	586 360
=Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	1 099 110	3 903 850	-1 684 700	-3 349 575	-5 074 609
Variation de trésorerie	1 258 325	9 755 339	8 087 561	7 827 224	11 376 344
Trésorerie d'ouverture	261 731	1 520 055	11 275 394	19 362 955	27 190 179
Trésorerie de clôture	1 520 055	11 275 394	19 362 955	27 190 179	38 566 523
Variation de trésorerie	1 258 324	9 755 339	8 087 561	7 827 224	11 376 344

Hypothèses retenues pour l'établissement des prévisions CORTIX de 2008 à 2011

Les comptes prévisionnels ont été établis, d'une part, sur la base des comptes définitifs des exercices 2006 à 2007, d'autre part sur un faisceau d'hypothèses extrapolées à partir des mesures actuellement relevées par la société, dans une optique réaliste et prudente.

Hypothèses générales :

- Le périmètre de la consolidation comprend CORTIX SA et l'ensemble des filiales européennes de commercialisation créées et à créer. Par souci de simplification et de présentation la société de production CORTIX Tunisie a été volontairement exclue du périmètre de consolidation. Les coûts de production des sites facturés par cette filiale sont ainsi présentés en charges d'exploitation.
- La construction des prévisions est post-money (après augmentation de capital à intervenir en décembre 2007).
- Les comptes prévisionnels 2008 à 2011 sont établis en tenant compte d'un taux de distribution de dividendes de 40% du résultat net.

Les principaux éléments contribuant à l'élaboration des prévisions sont les suivants :

- Calendrier de démarrage de l'activité commerciale des agences
- Nombre de contrats générés par les différentes agences : Fonction de l'antériorité des agences
- Composition du chiffre d'affaires
- Taux acceptation leaser
- Coefficient de maintenance leaser
- Production immobilisée
- Charges d'exploitation
- Charges de personnel
- Autres éléments du compte de résultat
- Besoins en fonds de roulement
- Investissements
- Trésorerie

Calendrier de démarrage de l'activité commerciale des agences

En plus des 17 agences commerciales déjà en fonctionnement au 30 septembre 2007 (14 en France, deux en Espagne et une en Belgique), les prévisions établies tiennent compte du démarrage commercial de 38 nouvelles agences entre le 1^{er} octobre 2007 et le 31 décembre 2009 selon le calendrier suivant :

Pays / Trimestre	Agences existantes au 30 juin 2006	2006/2007				2007/2008				2008/2009				2009/2010				2010/2011				Total Général
		1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	
France	7	1	1	2	1	2																14
Espagne				1		1	1	1		2	1											8
Belgique						1		1														2
Allemagne							1		2		2		1		2							8
Suisse							1	1														2
Italie									2		2		1		2							7
Portugal									1	1												2
Pays-Bas								1			2		1									4
Eire								1														1
Royaume-Uni								1			2		2		2							7
Total par période	7	1	1	3	1	4	3	8	4	3	8	2	4	2	4	0	0	0	0	0	0	55
		Ouvertures réelles déjà réalisées (17)					Ouvertures planifiées (38)															

Nombre de contrats générés par les différentes agences

Lors de son démarrage commercial, chaque agence dispose de 2 commerciaux. L'effectif commercial évolue ensuite au fil des mois avec un maximum de 6 commerciaux par agence.

Chaque commercial opère actuellement 3 jours par semaine sur le terrain, les 2 autres jours étant prévus pour des tâches d'administration et du phoning. La quasi-totalité des prises de rendez-vous ou phoning reste cependant assumée par une plate-forme de téléprospection basée à Tunis (société Proxitel Communication).

L'hypothèse ici retenue pour faire le BP est volontairement prudente et ne prend pas en compte l'extension de la plate-forme de téléprospection en Tunisie, envisagée dès fin 2007, afin d'assurer la totalité des prises de rendez-vous et ainsi permettre aux commerciaux d'opérer 4 jours par semaine sur le terrain (potentiel de développement de l'activité de +33%).

A chaque jour de terrain est attribué un taux de signature correspondant au nombre de contrats moyen générés chaque jour par un commercial.

Dans les prévisions, ce taux de signature est fixé selon 4 critères principaux (cf. tableau ci-dessous) :

1. Le nombre de commerciaux présent sur le terrain
2. L'ancienneté de l'agence
3. Le nombre de journées de terrain effectives sur un mois
4. Le Calendrier d'ouvertures d'agences

	Commerciaux Terrain	Taux de signature / jour
Agences < 3 mois	2,00	0,20
Agences de 3-6 mois	4,50	0,60
Agences de 6-9 mois	5,95	0,65
Agences de 9-12 mois	5,95	0,70
Agences de plus d'un an	5,95	0,70

Le total des nouveaux contrats ainsi générés s'établit comme suit :

Nombre total de nouveaux contrats (base chiffre d'affaires *)		dont France	% France	dont Europe hors France	% Europe
sur 12 mois au 30/06/07 réel	5 017	4 875	97,2%	142	2,8%
sur 12 mois au 30/06/08	8 559	6 144	71,8%	2 415	28,2%
sur 12 mois au 30/06/09	17 376	6 528	37,6%	10 848	62,4%
sur 12 mois au 30/06/10	24 033	6 525	27,2%	17 508	72,8%
sur 12 mois au 30/06/11	25 644	6 528	25,5%	19 116	74,5%

* Chiffre d'affaires comptabilisé : contrats signés, validés par les leasers ou portés par la société Cortix, nets d'annulation sous 7 jours et de non commencement d'exécution (ou 1er rejet)

Le poids des agences hors de France dans le total des nouveaux contrats va naturellement croître rapidement lors des exercices à venir du fait du calendrier des ouvertures d'agences qui se font exclusivement hors de France à compter du 1^{er} octobre 2007.

Lors de l'exercice clos le 30 juin 2007, les 142 contrats générés hors France sont issus de la seule agence de Barcelone qui n'a démarré son activité commerciale que mi-mars 2007. Cet exercice est également caractérisé par une accélération du nombre de nouveaux contrats signés puisque 60% de ces contrats ont été générés sur les 6 derniers mois de l'exercice (c'est à dire sur la période de janvier à juin 2007) sans que cette accélération soit liée à un quelconque effet de saisonnalité.

Le poids des nouvelles agences créées au cours d'un exercice est nul après la fin 2009 puisque les prévisions, de façon prudente, ne tiennent pas compte de l'ouverture de nouvelles agences après cette date.

Pour l'exercice clos le 30 juin 2007, la répartition des contrats générés par les 6 agences créées au cours de ce même exercice s'établit comme suit :

CONTRATS SIGNES DE L'EXERCICE 2006/2007
NOUVELLES AGENCES CREEES PENDANT L'EXERCICE

Agence	Ancienneté au 30 juin 2007 en nb de mois	Contrats signés sur l'exercice 2006 / 2007	Moyenne mensuelle sur l'exercice 2006 / 2007 en nb de contrats (à titre indicatif)
Lille	12 mois	311	26
Aix-en-provence	12 mois	502	42
Paris Ouest	7 mois	155	22
Clermont	4 mois	187	47
Barcelone	4 mois	149	37
Paris Est	1 mois	5	5
Total		1 309	179

Composition du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de CORTIX se compose comme suit :

CA en Euros	30/6/07 *	30/6/08	30/6/09	30/6/10	30/6/11
C.A. Nouveaux Contrats (yc maintenance)	14 058 583	29 495 167	65 351 154	86 834 329	99 804 793
C.A. généré par le parc actif au 30.06.07		1 835 915	1 595 136	1 458 623	1 153 361
Total	14 058 583	31 331 082	66 946 290	88 292 953	100 958 153

* Les données au 30 juin 2007 sont celles de la seule entité CORTIX France.

En effet, les données hors France sont non significatives au 30 juin 2007 (le CA hors France s'élève à 250 K€).

Les données présentées à compter du 30 juin 2008 sont des données consolidées Groupe CORTIX intégrant la France et les filiales commerciales étrangères du Groupe (pas d'obligation de présentation de comptes consolidés au 30 juin 2007).

Hypothèses générales valables pour l'ensemble du chiffre d'affaires :

- Les contrats sont exclusivement conclus sur 48 mois
- La mensualité moyenne observée de janvier à mai 2007 pour les nouveaux contrats signés est de 122 € et une **hausse très prudente de 2 € annuel à été retenue comme hypothèse**
- Dans un souci de prudence :
 - o le montant moyen des mensualités est considéré comme égal dans les différents pays (alors qu'en Suisse et en Allemagne, des hausses respectives de tarifs de 24 % et 18 % sont déjà en vigueur).
 - o la hausse moyenne des mensualités est limitée à +2€ / an (alors que l'on observe près de +4€ / an d'augmentation depuis la création de CORTIX).
- Pour chaque nouveau contrat signé, 95€ nets sont versés à Cortix au titre de frais de dossier (par prudence, ce montant est considéré comme égal dans les différents pays et n'est pas inflaté sur l'ensemble de la période couverte par les prévisions).
- Choix de refinancement systématique de toute la production auprès d'organismes de financement (leasers)
- Taux d'acceptation de refinancement par les leasers des contrats signés = 80 %

- Coefficients de refinancement utilisés : là encore, nous retenons l'hypothèse prudente d'une répartition moyenne à 50 / 50 entre les dossiers scorés par les leasers comme étant à « risque normal » et « risque majoré ». Pourtant, en regardant le tableau ci-dessous, on s'aperçoit que depuis le début de l'exercice en cours, la part du risque majoré passe de 57 % à 36 % sur le mois d'octobre 2007. Cette notion est importante car le différentiel entre ses deux taux est de 213 € HT en moyenne par dossier.

Evolution du Risque Majoré sur les 4 premiers mois de l'exercice 07/08

	France	Espagne	Belgique	MOYENNE
JUILLET	57,18	43,59		50,39
AOÛT	52,97	22,22	40,-	38,40
SEPTEMBRE	38,-	42,55	25,-	35,18
OCTOBRE	36,-	41,02	23,53	33,52
Réel Constaté	46,04	37,35	29,51	39,37
Retenu (Prévisions)	50,-%	50,-%	50,-%	50,-%

- Les non commencement d'exécution communément appelés premiers rejets ne génèrent pas de chiffre d'affaires. Un taux de 5% a été retenu comme hypothèse. Les contrats entrant dans la composition du chiffre d'affaires s'élèvent ainsi à 95% du total des contrats effectivement signés et validés par les leasers ou portés par CORTIX.

Production immobilisée

Deux éléments composent ce poste :

- Les sites correspondants aux contrats financés en interne sont immobilisés à leur coût de revient direct de production retenu à 200€ (faible puisque correspondant essentiellement aux coûts de production de la filiale tunisienne) et amortis sur la durée du contrat (4 ans);
- Certains logiciels, techniques (outils d'aide à la production des sites, catalogue de modèles,...) ou commerciaux (gestion de la relation client,...), développés en interne pour le groupe et amortis sur 4 ans.

Le poids relatif de la production immobilisée passe de 2,3% à 1,5% du chiffre d'affaires sur la période 2008-2011 du fait du passage des logiciels développés en interne d'une phase de développement à une phase de maturité sur cette période (4% au 30 juin 2007).

Charges d'exploitation

Le poids du coût d'achat des sites vendus progresse sur les 4 ans du fait de la prise en compte d'un coût supplémentaire de localisation ou traduction pour l'activité hors de France. Il s'établit entre 5,9 et 7,1% du chiffre d'affaires (6% pour l'exercice clos le 30 juin 2007).

Parmi les charges directes de production on trouve ainsi notamment :

- Les achats de noms de domaines
- Le coût de revient de production des sites et de leur maintenance qui correspond :
 - o au coût complet de fonctionnement de la filiale tunisienne en charge de la production et du premier niveau de contrôle qualité des sites internet et de la réalisation des modifications demandées par les clients. Le poids de ce poste, fonction du nombre de sites produits, est estimé comme stable sur l'ensemble du business plan de l'ordre de 2,4% du chiffre d'affaires (NB : la filiale CORTIX Tunisie est considérée comme un fournisseur – présentation des coûts en charges externes) ;
 - o aux coûts de sous-traitance dès lors que CORTIX fait appel à des prestataires externes pour procéder à certaines réalisation de sites en cas de pics de production. L'extension du site de production tunisien au cours du second semestre 2007 doit permettre à CORTIX de limiter fortement le recours à la sous-traitance. Le poids de ce poste est estimé à 1,1% du chiffre d'affaires pour l'exercice clos le 30 juin 2008 (1% constatés pour l'exercice clos le 30 juin 2007).
- Le coût de référencement des sites réalisés par Gold Référencement (société du Groupe 2H). Le poids du coût du référencement est estimé comme stable sur l'ensemble du business plan à 30€ par site (1% du chiffre d'affaires constatés pour l'exercice clos le 30 juin 2007).

Dans les autres charges externes, on trouve en particulier les coûts de téléprospection (du démarchage des clients potentiels jusqu'à la prise de rendez-vous pour les commerciaux) provenant de la plate-forme de téléprospection basée à Tunis (Proxitel Communication, société du Groupe 2H). Le poids de ce poste progresse avec l'activité sur l'ensemble du business plan, compris entre 9 et 10,4% du chiffre d'affaires (8,2% pour l'exercice clos le 30 juin 2007).

Le reste des frais de fonctionnement ainsi que les autres charges d'exploitation est principalement composé des éléments suivants :

- frais de fonctionnement du siège et des agences (dont location de locaux et de véhicules, frais de maintenance et d'assurances, frais de télécommunications,...) ;
- honoraires conseils ;
- personnel intérimaire ;
- frais de déplacement ;
- frais de recrutement.

Le poids total du poste autres achats et charges externes est estimé dans son ensemble à 27,2% du chiffre d'affaires pour l'exercice clos le 30 juin 2008 puis 31,2% en juin 2009 avec la montée en charge rapide des filiales étrangères (31,2% constatés pour l'exercice clos le 30 juin 2007).

La décroissance anticipée sur ce poste (27,7% le 30 juin 2011) correspond à une phase de stabilisation au regard du chiffre d'affaires généré après des années de développement international très rapide

Charges de personnel

Hypothèses générales valables pour l'ensemble des prévisions :

- La rémunération de la force commerciale représente plus de 70% de la masse salariale de CORTIX.
- La hausse moyenne des rémunérations, hors force commerciale rémunérée en fonction de l'activité générée, est fixée à 4 % par an (hors participation légale).

Le ratio charges de personnel sur chiffre d'affaires passe de 48,0% à 37,4 % sur la période 2008-2011 du fait principalement des éléments suivants :

- Le modèle de rémunération de la force commerciale va évoluer au cours de l'exercice 2007-2008 du fait notamment de la croissance des effectifs de la plate-forme de téléprospection qui assurera la totalité du phoning et dégagera ainsi davantage de temps aux commerciaux pour opérer sur le terrain.
- La productivité accrue des agences avec des équipes complètes et matures.
- La montée en puissance rapide et continue des agences européennes (73% de l'activité en 2011) dont le niveau moyen de rémunération ainsi que le taux de charges sociales sont inférieurs.
- La mise en place progressive, notamment sur le second semestre 2007, d'outils de plus en plus performants d'aide à la production des sites conduisant à une progression des effectifs siège moins rapide que celle du chiffre d'affaires.

Autres éléments du compte de résultat

Le résultat financier est calculé en appliquant un taux prudent de 3,80% sur l'encours moyen de trésorerie active et de 5,30% sur l'encours du poste emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (hypothèse retenue de non remboursement anticipée des financements actuels).

La participation des salariés est calculée en appliquant la formule légale française pour la part des résultats dégagés en France.

L'impôt sur les résultats est également calculé de façon prudente en retenant une charge égale à 34% du total des bénéfices imposables du Groupe.

CORTIX SA France bénéficie du statut de PME de croissance à compter de l'exercice clos le 30 juin 2007. Ce statut permet de bénéficier d'une réduction de l'impôt sur les sociétés de 200 K€ (option utilisée dès l'exercice clos au 30 juin 2007) ainsi que d'un décalage de trésorerie favorable sur le paiement des cotisations URSSAF (cotisations limitées chaque mois à celles dues au titre du même mois l'année précédente). Il n'a pas été retenu de nouveau crédit d'impôt sur la période couverte par les prévisions.

Besoins en fonds de roulement

L'essentiel des clients étant financés puis facturés directement par les leasers, CORTIX est assuré de rentrées de trésorerie quasi-immédiates et très significatives (encaissement par CORTIX de l'ordre de 24 mensualités en moyenne dans un délai de 4 jours ouvrés après la mise en ligne du site).

Du fait de ce modèle économique, le BFR de CORTIX est structurellement négatif sur la période 2008-2011.

Investissements

La poursuite du développement des logiciels de création de sites (pour la production en Tunisie) et de gestion de la relation client (pour les différents pays) ainsi que la création et la mise en place des nouvelles agences (qui supposent des investissements en matériels de bureau et informatique) constituent les deux principaux postes d'investissements.

Des investissements importants sont budgétés pour le développement et le renouvellement des équipements informatique aussi bien en agences qu'au siège de Mérignac. Ces investissements feront l'objet d'un financement de type location évolutive sur 3 ans dont le coût a été retenu en charges externes.

Le nouveau siège social du Groupe CORTIX, qui fait l'objet d'un contrat de bail commercial est opérationnel depuis mi-octobre 2007.

Trésorerie

Le mode de financement spécifique mis en place avec les leasers pour les nouveaux contrats financés à l'extérieur (encaissement par CORTIX de l'ordre de 24 mensualités en moyenne dans un délai de 4 jours ouvrés après la mise en ligne du site puis de 15% en moyenne de la mensualité versé par le client) couplé à un BFR structurellement négatif et des besoins en investissements significatifs mais limités fait que CORTIX est naturellement génératrice de trésorerie.

Fonds propres

Il a été tenu compte d'une levée de fonds de 5M€ réalisée fin décembre 2007.

Les frais inhérents à cette opération (commissariat aux comptes, frais de communication, listing sponsor, conseil juridique, commissions EURONEXT...) ont été estimés à 570 500€ et seront imputés sur la prime d'émission.

13.2 Rapport du commissaire aux comptes sur les prévisions de résultat 2008 à 2011

Mesdames, Messieurs les actionnaires

A la suite de la demande qui nous a été faite et en notre qualité de commissaire aux comptes, nous avons examiné les comptes prévisionnels couvrant la période du 01/07/2007 au 30/06/2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes prévisionnels ont été établis le 29/10/2007, puis rectifié par votre conseil d'administration du 05/11/2007 sous la responsabilité du conseil d'administration, à partir des hypothèses reflétant la situation future que le conseil d'administration a estimée la plus probable à la date de leur établissement. Ils sont destinés à être présentés à des Investisseurs Qualifiés dans le cadre de l'admission des titres de la société CORTIX sur le Marché ALTERNEXT d'EURONEXT Paris dans le cadre d'un placement privé.

Nous avons effectué notre examen selon les normes professionnelles applicables en France. Ces normes requièrent une évaluation des procédures mises en place pour le choix des hypothèses et l'établissement des comptes prévisionnels ainsi que la mise en œuvre de diligences permettant d'apprécier si les hypothèses retenues constituent une base acceptable pour l'établissement de ces comptes, de vérifier la traduction chiffrée de ces hypothèses, de s'assurer du respect des principes d'établissement et de présentation applicables aux comptes prévisionnels et de la conformité des méthodes comptables utilisées avec celles suivies pour l'établissement des derniers comptes annuels de la société. Il n'entre pas dans notre mission de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Les données historiques présentées dans les comptes prévisionnels sont extraites des comptes annuels au 30/06/2007 qui ont fait l'objet, de notre part, d'un audit conformément aux normes professionnelles applicables en France.

Les hypothèses retenues pour établir les comptes prévisionnels appellent, de notre part, les observations suivantes, étant précisé que nous ne pouvons apporter d'assurance sur leur réalisation.

La présentation des comptes prévisionnels est réalisée sous forme consolidée en ne retenant dans le périmètre que les sociétés européennes. Les charges des sociétés tunisiennes n'ont pas été intégrées par nature de charge (achat, frais de personnel, etc.) mais par type de prestations (création site, référencement, etc.) dans les charges externes.

Ces prévisions tiennent compte de l'extourne du solde des factures à établir (1 660 K€) figurant à l'actif du bilan à la suite du changement d'estimation réalisé au cours de l'exercice 2006/2007. Au 30/06/2011, toutes les factures à établir auront donc été extournées.

Les modifications effectuées le 05/11/2007 sur le compte de résultat concernent une erreur non significative de calcul sur les intérêts courus sur emprunt et un reclassement des rachats de contrat du poste « charges externes » dans le poste « Autres charges d'exploitation ».

Pour ce qui concerne le bilan, la modification effectuée le 05/11/2007 concerne une appréciation plus fine de l'évolution du besoin en fonds de roulement entraînant un accroissement de la trésorerie par rapport au précédent prévisionnel.

Enfin, la présentation particulière des comptes prévisionnels, bien que légèrement différente de celle des comptes annuels, permet parfaitement au lecteur d'effectuer une comparaison avec les comptes annuels des exercices précédents, les principes généraux de présentation ayant été respectés.

A l'exception de l'incidence des éléments ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la traduction chiffrée de ces hypothèses, sur le respect des principes d'établissement et de présentation applicables aux comptes prévisionnels, sur la conformité des méthodes comptables utilisées avec celles suivies pour l'établissement des comptes annuels.

Du fait du contexte particulier rappelé ci-dessus dans lequel s'inscrit la présentation des comptes prévisionnels, il convient de rappeler que leur utilisation, ainsi que celle du présent rapport, dans un contexte différent, pourrait ne pas être appropriée.

Enfin, nous rappelons que, s'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations différeront, parfois de manière significative, des informations prévisionnelles présentées.

Fait à Ambarés, le 06/11/2007

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke, identifying Francis GIULIARDI.

Francis GIULIARDI
Commissaire aux comptes

14.1 Composition et fonctionnement des organes de direction et de contrôle**14.1.1 Conseil d'administration**

Sont membres du Conseil d'Administration de CORTIX:

Nom	Fonctions dans la société
Monsieur Hassane HAMZA	- Président du Conseil d'Administration - Directeur Général
Madame Nathalie HAMZA	Administrateur
Madame Halima HAMZA	Administrateur

Autres mandats des membres du conseil d'administration:

	Sociétés	Activités	Mandat
Monsieur Hassane HAMZA	LOXYS 2H Technologies VERSUS LEASE NET	LOXYS, 2H Technologies et LEASE NET : Cf. § 7.1 VERSUS : édition d'enregistrements sonores	Gérant
Madame Nathalie HAMZA	<i>Néant</i>	<i>Néant</i>	<i>Néant</i>
Madame Halima HAMZA	<i>Néant</i>	<i>Néant</i>	<i>Néant</i>

► Présidence :

Monsieur Hassane HAMZA occupe actuellement la fonction de Président du Conseil d'Administration et précédemment celle de gérant de la Société CORTIX depuis sa création en 1999.

► Direction Générale :

Monsieur Hassane HAMZA assume également les fonctions de directeur général.

► Comités de direction :

Le comité de Direction de CORTIX est composé de 6 membres :

Hassane HAMZA P-DG
Mohamed HAMZA Directeur Commercial
Emmanuel GUERINEAU Directeur Administratif et Financier
Florence DELOUCHE Directrice Marketing
Stéphane LEPINGLE Directeur des Systèmes d'information
Sophia SOULE Assistante de Direction

14.1.2 Informations générales relatives aux administrateurs et dirigeants

‣ L'ensemble des administrateurs et dirigeants de la société CORTIX a pour adresse professionnelle le siège social de la société.

‣ Il existe des liens familiaux entre les administrateurs et/ou dirigeants :

Nathalie HAMZA, épouse d'Hassane HAMZA

Halima HAMZA, sœur d'Hassane HAMZA

Mohamed HAMZA, frère d'Hassane HAMZA

‣ Expertise et expérience en matière de gestion des administrateurs et dirigeants de CORTIX:

Hassane HAMZA

36 ans - Président Directeur Général

Diplômé de Sup TG Bordeaux (Groupe ESC Bordeaux) option gestion et finance, il débute sa carrière professionnelle chez BSF en tant qu'assistant du Directeur Administratif et Financier.

En 1997, il rejoint EDV où il développe commercialement sur les secteurs de la Gironde et des Pyrénées Atlantiques des produits publicitaires sur supports papier. Il rejoint le CIPE (Tyco) en 1998 sur les mêmes secteurs géographiques mais sur la commercialisation de produits de sécurité.

Il fonde CORTIX en février 1999, où il met en place une stratégie ambitieuse de développement avec des résultats forts tant sur l'évolution du CA (de 0 à 14M€ en 8 ans) que sur l'évolution du bénéfice net (de 0 à 0,7M€ en 8 ans)

Mohamed HAMZA

32 ans - Directeur Commercial

Après un DEUG de droit à l'Université de Bordeaux IV, il obtient un *Bachelor option Marketing* (UQAM) à l'université de Montréal.

Il rejoint CORTIX en 2002 où il gèrera pendant deux ans le Suivi et Renouvellement Client. L'année 2004 le verra mettre en place la filiale Offshore de CORTIX à Tunis, étape primordiale dans le développement de CORTIX aujourd'hui.

Depuis 2005, Mohamed HAMZA occupe le poste de Directeur Commercial Réseau en charge de l'ensemble de la stratégie commerciale de la Société et de son développement commercial européen.

Emmanuel GUERINEAU

39 ans - Directeur Administratif et Financier

Titulaire d'un DESS en contrôle de gestion & Audit, du DESCF, Emmanuel GUERINEAU a notamment été chef de mission / Consultant PME-PMI auprès de PricewaterhouseCoopers puis dirigé la filiale française du groupe américain Planar (coté au NASDAQ/ 240M\$/ 575 personnes/ Implantations aux USA, en Europe et en Asie).

Il devient DAF de CORTIX en septembre 2007.

Florence DELOUCHE

41 ans - Directeur Marketing et Communication

Diplômée de Sciences-Po Paris, elle devient assistante chef de produit chez Hachette-Livre en 1992 et participe au lancement de la première encyclopédie multimédia en langue française.

De 1994 à 1998, elle collabore au mensuel littéraire PAGE des libraires, en tant que chef de produit en charge des partenariats avec les éditeurs.

Elle intègre le Groupe de presse professionnel Le Moniteur du BTP en 1998 au sein du département éditions, en tant que responsable commerciale. Deux ans plus tard, elle est nommée directrice commerciale et commercialise des produits papier et numérique (livres, documentation à mise à jour, cédérom, base de données documentaire...).

Elle devient Directrice Marketing et Communication de CORTIX en mars 2007.

Stéphane LEPINGLE

35 ans - Directeur des Systèmes d'Informations

Après un diplôme ISTECH, il devient Ingénieur MIAAGE. De 1996 à 2001 il a un rôle de consultant dans les sociétés SOPRA, PMGI et ORACONSULTANTS. Il est également chef de projet en maîtrise d'ouvrage chez KAPTECH de 2001 à 2002.

Il devient directeur Informatique d'AQUITEM en 2002 où il a en gestion des clients tels que MARIONNAUD, CEVA Santé Animale, la CPAM, le Conseil Général de la Charente, etc. ...

Il devient DSI de CORTIX en novembre 2006.

Marie EVEN

33 ans – Responsable Juridique

Docteur en Droit et titulaire du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat obtenu à l'Ecole du Barreau de Paris, Marie EVEN a exercé 4 ans en entreprise, dont 2 en qualité de Responsable Juridique et des Ressources Humaines pour un opérateur en télécommunications.

Elle a par la suite exercé 7 ans en cabinet d'avocats, dont 6 au sein du cabinet d'affaires du Groupe Deloitte, principalement au sein des Départements « Droits des Affaires – Grands Projets » et « Droit de l'informatique et des nouvelles technologies ». Dans ce cadre, elle a régulièrement assisté et conseillé des grandes entreprises et grandes PME, en France comme à l'international.

Elle devient Responsable Juridique chez CORTIX en juin 2007.

Sophia SOULE

28 ans - Assistante du PDG

Diplômée d'un Brevet de Technicien Supérieur en Assistanat de Direction trilingue, appliqué au commerce international, Sophia Soulé a évolué professionnellement dans un contexte international, notamment à l'étranger, en Irlande au service export Baush and Lomb, grande multinationale américaine, et dans le sud de l'Espagne pour une société d'organisation touristique. Elle évolue ensuite au sein de la société In-Fusio où elle occupe différentes fonctions d'assistantes dont celle d'Assistante du Directeur Général de la Division du Développement Europe, Moyen Orient, Afrique, et Amérique Latine et où elle organise des événements avec des clients grands comptes de la société tels que Vodafone group ou Telefonica.

Elle rejoint l'équipe CORTIX en avril 2007 où elle occupe la fonction d'Assistante du Président Directeur Général et travaille notamment sur les ouvertures des filiales européennes.

» Au cours des 5 dernières années, aucun des administrateurs et/ou dirigeants de CORTIX :

- n'a fait l'objet de condamnation pour fraude ;
- n'a été associé en sa qualité de dirigeant ou administrateur à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation ;
- n'a fait l'objet d'une interdiction de gérer ;
- n'a fait l'objet d'incriminations ou de sanctions publiques officielles prononcées par des autorités statutaires ou réglementaires.

14.2 Conflit d'intérêt au niveau des organes d'administration et de la direction générale

Néant

15.1 Intérêts et rémunérations

Depuis du 1er janvier 2007, Monsieur Hassane HAMZA, Président Directeur Général, perçoit au titre de ses fonctions de Président du Conseil d'Administration dans la Société, une rémunération mensuelle fixe de 20 000 euros nets.

Les autres administrateurs n'ont pas perçu de rémunération.

Il n'existe aucune rémunération conditionnelle ou différée, ou avantage en nature, qui serait octroyée aux dirigeants de la part de toute société du Groupe.

Les administrateurs et dirigeants ne disposent d'aucun autre avantage.

15.2 Montant total des sommes provisionnées aux fins de versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages

Au 30 juin 2007, il n'y a pas de sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par la Société ou ses filiales aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages au profit des membres du Conseil d'Administration et de Direction.

Compte tenu de la pyramide des âges au sein de la Société Cortix, le montant de cet engagement a été évalué à 23 661 € charges sociales comprises.

16.1 Mandats des membres des organes d'administration et de direction

Au 30 juin 2007:

Nom	Fonction	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Monsieur Hassane HAMZA	PDG	2001	Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2012
Madame Nathalie HAMZA	Administrateur		
Madame Halima HAMZA	Administrateur	2006	

Le mandat des administrateurs a été renouvelé lors de l'assemblée générale du 29 décembre 2006.

Les mandats de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général ont été renouvelés lors du conseil d'administration du 29 décembre 2006 pour la durée du mandat d'administrateur d'Hassane Hamza, soit jusqu'à l'Assemblée Générale devant se tenir en 2012 pour approuver les comptes clos le 30 juin 2012.

16.2 Informations sur les contrats de service liant les membres du conseil d'administration à la Société ou l'une de ses filiales

Il n'existe aucun contrat de service conclu entre la Société et l'un de ses administrateurs à la date du présent document d'information.

16.3 Comités du Conseil d'Administration

Au jour de la rédaction du présent Offering Circular, le Conseil d'Administration n'a créé aucun comité au sens de l'article D.90 alinéa 2 du Code de Commerce.

En revanche, un Comité Exécutif permanent existe, regroupant le Président-Directeur Général, le Directeur Commercial, le Directeur Administratif et Financier, le Directeur Marketing et de la Communication, le Directeur des Systèmes d'Information et l'Assistante de Direction. Il se réunit une fois par mois au minimum.

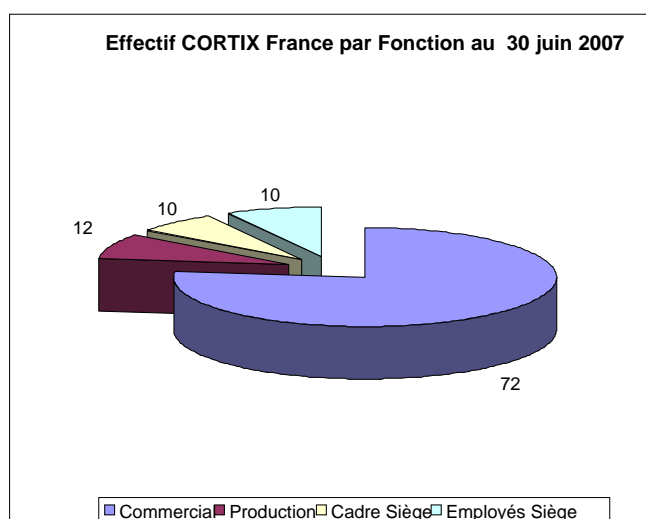
Sur ce Comité, cf. § 14.1. du présent Offering Circular.

17.1 Ressources humaines

L'effectif de CORTIX s'élève au 30 juin 2007 à 104 personnes. L'âge moyen est de 29 ans et l'ancienneté moyenne est inférieure à 2 ans.

Répartition des effectifs au 30 juin 2007				
Statut		Sexe		Total
Cadres	Non cadres	Femmes	Hommes	
31	73	30	74	104

L'effectif de la Société CORTIX, se décompose en 3 catégories – Service Commercial – Production – Siège :



A ce jour le service commercial représente la plus importante partie de l'effectif total (69 %).

	Evolution des effectifs entre 2004 et 2007			
	31/12/04	31/12/05	31/12/06	30/06/07
Service Commercial	25	36	61	72
Service Production	5	9	9	12
Cadre Siège	1	3	6	10
Employés Siège	6	6	9	10
Total effectif - CORTIX	37	54	85	104

17.2 Participations et stock-options

La société a décidé de mettre en place un plan d'attribution gratuite d'actions tel que prévu par les articles L. 225-197-1 et suivants du Code de Commerce. La 15^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 5 octobre 2007, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, a effectivement autorisé cette émission, pour 26 mois.

Le nombre d'actions attribuées est limité à 6% du capital social de CORTIX SA (le plafond légal étant fixé à 10%) à la date de la décision d'attribution prise par le Conseil d'Administration.

La durée de la période d'acquisition⁵ est fixée à 2 années à compter de la tenue du conseil d'administration attribuant ces actions.

La durée de la période de conservation⁶ est fixée à 2 années courant à compter de l'expiration de la période d'acquisition.

L'objectif de ce plan d'attribution est triple :

- récompenser les salariés de CORTIX SA qui ont historiquement accompagné la société et contribué à sa croissance actuelle ;
- fidéliser les personnes clefs de l'entreprise afin d'assurer la stabilité des positions structurantes au sein de CORTIX SA ;
- impliquer au quotidien les personnes attributaires à la réussite durable de la société.

Cf. § 21.1.5 du présent offering circular qui reprend les résolutions de l'Assemblée Générale du 5 octobre 2007.

17.3 Participation et intéressement du personnel

L'exercice clos au 30 juin 2007 est le premier exercice à l'issu duquel CORTIX est tenue de verser une participation à ses salariés. En effet, avec 104 salariés au 30 juin 2007, CORTIX atteint un effectif supérieur à 50 salariés pour la deuxième année consécutive.

Au 30 juin 2007, la participation des salariés a été comptabilisée à hauteur de 343 857€.

Il n'y a pas d'accord d'intéressement en vigueur au sein du Groupe.

⁵ Période « d'acquisition » : période au terme de laquelle l'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive, sous réserve de remplir les conditions ou critères éventuellement fixés par le conseil d'administration.

⁶ Période « de conservation » : période pendant laquelle les bénéficiaires de l'attribution gratuite d'actions auront l'obligation de les conserver.

18 PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

18.1 Actionnaire(s) majoritaire(s)

	Nombre d'actions	Nombre de droits de vote
Société 2H TECHNOLOGIES	2 013 600	2 014 200
Hassane HAMZA	631 200	1 262 400
Autres actionnaires représentés au conseil d'administration	1 200	1 800
Autres actionnaires non représentés au conseil d'administration	3 000	6 000
Total	2 649 000	3 284 400

Détail des autres actionnaires non représentés au conseil d'administration		
Fatouma TOKO	1 200	2 400
Arlette CAILLET	600	1 200
Loïs HAMZA	600	1 200
Louis HAMZA	600	1 200
Total	3 000	6 000

18.2 Droits de vote de l'actionnaire majoritaire

Un tableau récapitulatif de la répartition du capital social de CORTIX situé au paragraphe 21.1.3 du présent document présente l'état de l'actionnariat de la Société tant en termes de capital social que de droits de vote.

Il est précisé qu'un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

Ce droit est conféré également dès leur émission en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Les actions nominatives bénéficiant d'un droit de vote double converties au porteur ou transférées en propriété perdent le droit de vote double sauf dans les cas prévus par la loi.

18.3 Déclaration relative au contrôle de la Société par l'actionnaire majoritaire

A la date de rédaction du présent Offering Circular, le principal actionnaire de CORTIX est la société 2H Technologies, société à responsabilité limitée détenue directement par Monsieur Hassane HAMZA, P-DG de la Société.

La société 2H Technologies détient 76,0% du capital social et 61,3% des droits de vote de CORTIX.

A titre personnel, Monsieur Hassane HAMZA détient 23,8% du capital social et 38,4% des droits de vote de CORTIX.

18.4 Accord portant sur le contrôle de la Société

Il n'existe, à la connaissance de la société et à la date de rédaction du présent Offering Circular, aucun accord susceptible d'entraîner un changement de contrôle de CORTIX.

19 OPERATIONS AVEC DES APPARENTES

Au cours de l'exercice 2006/2007, s'agissant des conventions réglementées préexistantes à l'exercice, deux ont continué à s'appliquer, et s'agissant des conventions conclues en cours d'exercice, 5 avenants aux conventions existantes ont été conclus ainsi que 3 conventions nouvelles. Ces conventions et avenants ont pour objet :

CONVENTIONS REGLEMENTEES CONCLUES ANTERIEUREMENT A L'EXERCICE 2006-2007		
PARTIES	NATURE DE L'ACTE/OBJET	DATE DE SIGNATURE
1. 2H TECHNOLOGIES 2. CORTIX SA	Convention d'Assistance Administrative, Financière et Commerciale	2 juillet 2001
1. 2H TECHNOLOGIES 2. CORTIX SA	Convention de trésorerie	2 février 2006

CONVENTIONS REGLEMENTEES CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2006-2007		
PARTIES	NATURE DE L'ACTE/OBJET	DATE DE SIGNATURE
1. 2H TECHNOLOGIES 2. CORTIX SA	Avenant n°1 à la Convention d'Assistance Administrative, Financière et Commerciale du 2 juillet 2001, ayant pour objet la modification des modalités de rémunération des services d'assistance rendus	30 juin 2006 (effet au 1er juillet)
1. 2H TECHNOLOGIES 2. CORTIX SA	Avenant n°2 portant résiliation de la convention d'assistance Convention d'Assistance Administrative, Financière et Commerciale en date du 2 juillet 2001	29 décembre 2006 (effet au 31 décembre)
1. 2H TECHNOLOGIES 2. CORTIX SA 3. LEASE NET 4. GOLD REFERENCEMENT 5. LOXYS	Avenant n°1 à la convention de trésorerie du 2 février 2006 portant (i) extension de la conv. à LEASE NET, GOLD REFERENCEMENT et LOXYS et (ii) augmentation du plafond	13 décembre 2006
1. 2H TECHNOLOGIES 2. CORTIX SA 3. LEASE NET 4. GOLD REFERENCEMENT 5. LOXYS 6. CORTIX IBERICA	Avenant n°2 d'extension de la convention de trésorerie du 2 février 2006 à CORTIX IBERICA	29 décembre 2006
1. 2H TECHNOLOGIES 2. CORTIX SA 3. LEASE NET 4. GOLD REFERENCEMENT 5. LOXYS 6. CORTIX IBERICA 7. CORTIX BELGIUM	Avenant n°3 d'extension de la convention de trésorerie du 2 février 2006 à CORTIX BELGIUM	16 mars 2007
1. 2H TECHNOLOGIES 2. CORTIX SA 3. LEASE NET 4. GOLD REFERENCEMENT 5. LOXYS 6. CORTIX IBERICA 7. CORTIX BELGIUM	Avenant n°4 d'extension de la convention de trésorerie du 2 février 2006 à CORTIX TUNISIE et CORTIX SWITZERLAND	2 avril 2007

8. CORTIX TUNISIE		
9. CORTIX SWITZERLAND		

CONVENTIONS REGLEMENTEES CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2006-2007 (suite)		
PARTIES	NATURE DE L'ACTE/ OBJET	DATE DE SIGNATURE
1. CORTIX SA 2. CORTIX TUNISIE	Convention de sous-traitance ayant pour objet de confier à CORTIX TUNISIE d'une part la conception et la réalisation des sites internet des clients de CORTIX SA et, d'autre part, une partie du référencement de ces sites (soumission des sites aux outils et robots de recherches).	30 juin 2006 (effet au 1 ^{er} juillet)
1. CORTIX SA 2. GOLD REFERENCEMENT	Convention de sous-traitance ayant pour objet de confier à GOLD REFERENCEMENT la réalisation d'une partie des prestations de référencement des sites internet des clients de CORTIX SA (optimisation des sites en vue de leur assurer une bonne indexation).	30 juin 2006 (effet au 1 ^{er} juillet)
1. CORTIX SA 2. PROXITEL FRANCE	Convention de prestations de services de télémarketing ayant pour objet la fourniture par PROXITEL France à CORTIX SA de services de prospection téléphonique de TPE et PME, et de prise de rendez-vous pour les commerciaux de CORTIX SA.	30 juin 2006 (effet au 1 ^{er} juillet)

L'ensemble des avenants et conventions conclu en cours d'exercice a été approuvé dans les conditions des articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce.

Le rapport spécial du commissaire aux comptes (exercice clos le 30 juin 2007) est reproduit ci-après.

Le contrat d'assistance administrative, financière et commerciale conclut entre la SARL 2H TECHNOLOGIES et CORTIX a fait l'objet d'un avenant le 29 décembre 2006, mettant un terme à cette convention avec effet au 31/12/2006.

La convention de trésorerie signée le 2 février 2006 et ses avenants seront résiliés à compter de l'introduction en bourse de CORTIX.

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article L. 225-40 du Nouveau Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE

11 - Société concernée : CORTIX IBERICA SL

Administrateurs concernés : Mr Hassane HAMZA

Date d'autorisation : conseils d'administration du 02/02/2006, du 20/06/2006, du 12/12/2006, du 02/01/2007, du 23/03/2007 et du 30/03/2007

Nature : convention de trésorerie

Objet de la convention: votre société a conclu une convention de trésorerie avec la société 2H TECHNOLOGIES, sa société mère, qui prévoit les modalités de rémunération et le montant des avances de trésorerie entre ces deux sociétés. Le taux de rémunération a été fixé au taux maximum fiscalement déductible. Cette convention a été étendue par avenants à d'autres sociétés du groupe à savoir : LEASE NET, GOLD REFERENCEMENT et LOXYS (avenant n° 1 du 13/12/2006), CORTIX IBERICA (avenant n° 2 du 29/12/2006) et CORTIX BELGIUM (avenant n°3 du 16/3/2007).

Modalités dans l'exercice: la SA CORTIX a facturé au cours de l'exercice à la SL CORTIX IBERICA un montant d'intérêts de 1 353 euros.

12 - Société concernée : CORTIX TUNISIE

Administrateurs concernés : Mr Hassane HAMZA

Date d'autorisation : conseils d'administration du 02/02/2006, du 20/06/2006, du 12/12/2006, du 02/01/2007, du 23/03/2007 et du 30/03/2007

Nature : convention de trésorerie

Objet de la convention: votre société a conclu une convention de trésorerie avec la société 2H TECHNOLOGIES, sa société mère, qui prévoit les modalités de rémunération et le montant des avances de trésorerie entre ces deux sociétés. Le taux de rémunération a été fixé au taux maximum fiscalement déductible. Cette convention a été étendue par avenants à d'autres sociétés du groupe à savoir : LEASE NET, GOLD REFERENCEMENT et LOXYS (avenant n° 1 du 13/12/2006), CORTIX IBERICA (avenant n° 2 du 29/12/2006) et CORTIX BELGIUM (avenant n°3 du 16/3/2007).

Modalités dans l'exercice: la SA CORTIX a facturé au cours de l'exercice à CORTIX TUNISIE un montant d'intérêts de 23 euros.

13 - Société concernée : CORTIX BELGIUM

Administrateurs concernés : Mr Hassane HAMZA

Date d'autorisation : conseils d'administration du 02/02/2006, du 20/06/2006, du 12/12/2006, du 02/01/2007, du 23/03/2007 et du 30/03/2007

Nature : convention de trésorerie

Objet de la convention: votre société a conclu une convention de trésorerie avec la société 2H TECHNOLOGIES, sa société mère, qui prévoit les modalités de rémunération et le montant des avances de trésorerie entre ces deux sociétés. Le taux de rémunération a été fixé au taux maximum fiscalement déductible. Cette convention a été étendue par avenants à d'autres sociétés du groupe à savoir : LEASE NET, GOLD REFERENCEMENT et LOXYS (avenant n° 1 du 13/12/2006), CORTIX IBERICA (avenant n° 2 du 29/12/2006) et CORTIX BELGIUM (avenant n°3 du 16/3/2007).

Modalités dans l'exercice: la SA CORTIX a facturé au cours de l'exercice à CORTIX BELGIUM un montant d'intérêts de 24 euros.

14 - Société concernée : CORTIX SWITZERLAND

Administrateurs concernés : Mr Hassane HAMZA

Date d'autorisation : conseils d'administration du 02/02/2006, du 20/06/2006, du 12/12/2006, du 02/01/2007, du 23/03/2007 et du 30/03/2007

Nature : convention de trésorerie

Objet de la convention: votre société a conclu une convention de trésorerie avec la société 2H TECHNOLOGIES, sa société mère, qui prévoit les modalités de rémunération et le montant des avances de trésorerie entre ces deux sociétés. Le taux de rémunération a été fixé au taux maximum fiscalement déductible. Cette convention a été étendue par avenants à d'autres sociétés du groupe à savoir : LEASE NET, GOLD REFERENCEMENT et LOXYS (avenant n° 1 du 13/12/2006), CORTIX IBERICA (avenant n° 2 du 29/12/2006) et CORTIX BELGIUM (avenant n°3 du 16/3/2007).

Modalités dans l'exercice: la SA CORTIX a facturé au cours de l'exercice à CORTIX SWITZERLAND un montant d'intérêts de 30 euros

15 - Société concernée : SARL PROXITEL COMMUNICATION

Administrateurs concernés : Mr Hassane HAMZA

Date d'autorisation : conseil d'administration du 03/07/2006

Nature : convention de prestations de services : centre d'appels et télémarketing

Objet de la convention: votre société a signé le 30/06/2006 un contrat de prestation de télémarketing avec la SARL PROXITEL COMMUNICATION. La société PROXITEL COMMUNICATION réalise des prestations de télémarketing pour le compte de la SA CORTIX sur la base d'une facturation mensuelle forfaitaire de 1 445 € par agent à compter du 1^{er} juillet 2006

Modalités dans l'exercice : la SARL PROXITEL COMMUNICATION a facturé à la SA CORTIX un montant H.T de 1 156 830 €.

16 - Société concernée : SARL CORTIX TUNISIE

Administrateurs concernés : Mr Hassane HAMZA

Date d'autorisation : conseil d'administration du 03/07/2006

Nature : conception, réalisation et référencement de sites internet pour le compte de CORTIX SA

Objet de la convention: facturation des prestations de création et de référencement de sites internet réalisés par la SARL CORTIX TUNISIE pour le compte des clients de la SA CORTIX.

Modalités dans l'exercice : la SARL CORTIX TUNISIE a facturé à la SA CORTIX un montant H.T de 424 966 €.

17 - Société concernée : SARL GOLD REFERENCEMENT

Administrateurs concernés : Mr Hassane HAMZA

Date d'autorisation : conseil d'administration du 03/07/2006

Nature : référencement de sites internet pour le compte de CORTIX SA

Objet de la convention: votre société a signé le 30/06/2006 un contrat de prestations de services de référencement de sites internet, réalisés par la SARL GOLD REFERENCEMENT pour le compte des clients de la SA CORTIX.

Modalités dans l'exercice : la SARL GOLD REFERENCEMENT a facturé à la SA CORTIX un montant H.T de 140 730 €.

2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE AU COURS DE L'EXERCICE

21 - Société concernée : SARL 2H TECHNOLOGIES

Administrateurs concernés : Mr Hassane HAMZA

Date d'autorisation : conseil d'administration du 02/01/2007

Nature : convention de prestations de services

Objet de la convention: votre société a conclu un contrat d'assistance administrative, financière et commerciale avec la SARL 2H TECHNOLOGIES, dont Monsieur Hassane HAMZA est le gérant en rémunération des prestations effectuées par la SARL 2 H TECHNOLOGIES pour le compte de votre société. Un avenant à cette convention a été conclu le 29 décembre 2006 afin de mettre un terme à cette convention avec effet au 31/12/2006.

Modalités dans l'exercice: la SARL 2H TECHNOLOGIES a facturé au cours de l'exercice à la SA CORTIX un montant HT de 150 000 euros.

22 - Société concernée : SARL 2H TECHNOLOGIES

Administrateurs concernés : Mr Hassane HAMZA

Date d'autorisation : conseils d'administration du 02/02/2006, du 20/06/2006, du 12/12/2006, du 02/01/2007, du 23/03/2007 et du 30/03/2007

Nature : convention de trésorerie

Objet de la convention: votre société a conclu une convention de trésorerie avec la société 2H TECHNOLOGIES, sa société mère, qui prévoit les modalités de rémunération et le montant des avances de trésorerie entre ces deux sociétés. Le taux de rémunération a été fixé au taux maximum fiscalement déductible. Cette convention a été étendue par avenants à d'autres sociétés du groupe à savoir : LEASE NET, GOLD REFERENCEMENT et LOXYS (avenant n° 1 du 13/12/2006), CORTIX IBERICA (avenant n° 2 du 29/12/2006) et CORTIX BELGIUM (avenant n°3 du 16/3/2007).

Modalités dans l'exercice: la SA CORTIX a facturé au cours de l'exercice à la SARL 2H TECHNOLOGIES un montant d'intérêts de 13 482 euros.

Fait à Ambarès, le 21 septembre 2007



Francis GIULIARDI
Commissaire aux comptes

3. CONVENTIONS NON AUTORISEES PREALABLEMENT PAR VOTRE CONSEIL
D'ADMINISTRATION

Néant

20 INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR

20.1 Comptes sociaux historiques audités aux 30 juin 2007 et 2006

20.1.1 Comptes sociaux au 30 juin 2007

COMPTE RENDU DE L'EXPERT-COMPTABLE

Le présent compte rendu résulte de la mission contractuelle qui nous a été confiée par la Société CORTIX.

Cette mission consiste en la mise en oeuvre des normes de comportement et des normes de travail spécifiques à la mission de présentation référencée par l'ordre des experts comptables, à l'exception des normes de rapport.

Les comptes annuels ci-joints couvrant la période du 01/07/2006 au 30/06/2007 sont caractérisés par les données suivantes :

total du bilan :	8 466 958 Euros
chiffre d'affaires :	14 058 583 Euros
résultat net comptable :	703 261 Euros

Nous avons réalisé l'ensemble des diligences contractuellement définies à partir des pièces, documents et informations communiqués par l'entreprise.

A l'issue de nos travaux qui ne constituent pas un audit, nous déclarons que les conventions comptables de base sont appliquées convenablement et que les méthodes comptables retenues par l'entreprise sont conformes aux usages et à son activité.

Fait à :Bordeaux ,

Le : 13/09/2007



EXPERT-COMPTABLE

BILAN ACTIF

	30/06/2007		30/06/2006	
	Brut	Amort. dépréciat.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits & val. similaires	646 435	141 152	505 283	39 634
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	106 702	41 328	65 374	44 996
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	340 564	91 815	248 749	123 442
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations	40 344		40 344	15 250
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	200		200	180
Prêts				
Autres immobilisations financières	464 131		464 131	434 087
	1 898 376	234 295	1 664 081	1 885 849
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	6 244	1 561	4 683	12 925
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	4 876 991	214 590	4 662 401	3 239 623
Autres créances	756 243		756 243	248 838
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 520 055		1 520 055	261 731
Charges constatées d'avance (3)	199 496		199 496	54 465
	7 359 028	216 151	7 142 877	3 817 682
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion Actif				
TOTAL GENERAL	8 957 404	490 446	8 466 958	4 475 171
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

BILAN PASSIF

	30/06/2007	30/06/2006
	Net	Net
CAPITAUX PROPRES		
Capital (dont versé : 264 900)	264 900	67 285
Primes d'émission, de fusion, d'apport	240 472	438 088
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale	6 728	5 302
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves		
Report à nouveau	41 803	143 305
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	703 261	341 425
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
	1 257 165	995 404
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	43 854	46 874
Autres fonds propres	4 343	3 739
	48 197	50 614
PROVISIONS		
Provisions pour risques	167 420	332 577
Provisions pour charges	19 625	
	187 045	332 577
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	500 203	453 176
Emprunts et dettes financières (3)	1 547 138	5 585
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 611 484	853 764
Dettes fiscales et sociales	3 301 684	1 778 306
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	14 042	5 746
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)		
	6 974 551	3 096 576
Ecart de conversion Passif		
TOTAL GENERAL	8 466 958	4 375 171
(1) Dont à plus d'un an (a)	229 433	340 077
(1) Dont à moins d'un an (a)	6 745 118	2 756 499
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	150 000	
(3) Dont emprunts participatifs		

(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours

COMPTE DE RESULTAT

	30/06/2007			30/06/2006
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)	- 20 924		- 20 924	
Production vendue (services)	14 066 211	13 296	14 079 507	8 963 541
Chiffre d'affaires net	14 045 288	13 296	14 058 583	8 963 541
Production stockée				
Production immobilisée			563 560	46 741
Produits nets partiels sur opérations à long terme				
Subventions d'exploitation			7 182	
Reprises sur provisions et transfert de charges			939 603	429 710
Autres produits			163	1 761
			15 569 932	934 178
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Achat de matières premières et autres approvisionnements			167 282	227 135
Variation de stocks			6 681	6 405
Autres achats et charges externes (a)			5 060 261	2 773 263
Impôts, taxes et versements assimilés			252 078	117 521
Salaires et traitements			5 537 200	2 672 326
Charges sociales			1 999 309	947 524
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			155 458	86 537
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			176 447	28 133
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			157 962	312 465
Autres charges			721 016	72 878
			14 233 695	7 244 186
RESULTAT D'EXPLOITATION			1 335 397	219 568
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
De participations (3)				6
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)			569	84
Autres intérêts et produits assimilés (3)			14 915	917
Reprises sur dépréciations, provisions et transfert de charges				
Différences positives de change			16 917	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			32 401	1 008
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			70 918	32 698
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			70 918	32 698
RESULTAT FINANCIER			38 517	31 691
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			1 296 880	165 877

COMPTE DE RESULTAT (Suite)

	30/06/2007	30/06/2006
	Total	Total
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	15 447	15 754
Sur opérations en capital	8 250	
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	673 641	
	697 338	15 754
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	613 279	934 575
Sur opérations en capital	60 235	981
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	19 625	673 641
	693 139	1 609 197
RESULTAT EXCEPTIONNEL	4 199	1 603 444
Participation des salariés aux résultats	343 857	
Impôts sur les bénéfices	253 962	231 009
Total des produits	16 298 831	9 458 515
Total des charges	15 595 570	9 117 090
BENEFICE OU PERTE	703 261	341 425
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier	1 545	1 854
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

REGLES ET METHODES COMPTABLES

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/06/2007 dont le total est de 8 466 958,20 Euros et au compte de résultat, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de 703 260,81 Euros.
L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/07/2006 au 30/06/2007.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1/Principes comptables, méthodes d'évaluation, comparabilité des comptes, faits caractéristiques:

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases:

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historique.

Les comptes de l'exercice ont été arrêtés en appliquant les dispositions des règlements n° 2002-06 du Comité de la Réglementation comptable relatifs aux actifs.

Compte tenu de leur nature ou de leur montant, les actifs présents au bilan n'ont donné lieu à aucun retraitement.

Changement de modalités dans la reconnaissance du chiffre d'affaires:

Les modalités de reconnaissance du chiffre d'affaires en vigueur au 30/06/2006 étaient les suivantes:

- Une reconnaissance immédiate en chiffre d'affaires à la mise en ligne du site des sommes à recevoir des leasers (au titre de la maintenance, sur les dossiers refinancés) sur la durée totale du contrat.

- Une reconnaissance en chiffres d'affaires de l'intégralité des sommes reçues des leasers, y compris en cas de rachat suite à un premier rejet de prélèvement; enregistrement des écritures de rachat en charges exceptionnelles.

Les nouvelles modalités de reconnaissance du chiffre d'affaires appliquées à compter du 1er juillet 2006 sont les suivantes:

- Une reconnaissance d'une partie du chiffre d'affaires après la mise en ligne du site, puis reconnaissance au mois le mois des sommes reçues des leasers au titre de la maintenance;

- Une comptabilisation pure et simple en moins du chiffre d'affaires des contrats refacturés par les leasers au titre des premiers rejets, et non plus en charges exceptionnelles. Cette comptabilisation constitue un changement d'estimation comptable motivé par la recherche d'une meilleure information davantage en phase avec la réalité économique.

2/ Notes relatives aux postes de bilan:

***ACTIF**

Immobilisations incorporelles:

Les immobilisations incorporelles sont composées de:

- Logiciels: évalués à leur coût d'acquisition et amortis sur 1 à 3 ans.
- Logiciels propres: Il s'agit de logiciels développés par Cortix pour son

utilisation interne.

Par conséquent, ce sont des logiciels faisant partie d'un projet de développement.

Ces logiciels sont évalués au coût horaire au prorata du temps passé sur le projet par les salariés Cortix.

Ces logiciels sont comptabilisés en production immobilisée et amortis sur une durée de 5 ans (durée fiscale).

- Logiciels portés: il s'agit des sites vendus par Cortix et non cédés aux leasers. Ils sont évalués à leur coût de production et amortis sur 3 ans.

Immobilisations corporelles:

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Logiciels	1 à 5 ans.
- Logiciels loués site internet	3 ans.
- Installations et agencements	5 à 10 ans
- Matériel de bureau/ informatique	2 à 5 ans
- Matériel bureau/ info loué	3 ans
- Matériel de transport occasionné	1 an
- Mobilier de bureaux	3 à 10 ans

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du "dernier prix d'achat connu".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Le taux de dépréciation des stocks s'élève à 25%.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

En effet, à compter du 4^{ème} impayé, une provision de 25% est calculée, elle augmente de 25% à chaque trimestre écoulé sans règlement.

Ainsi, les créances clients de plus d'un an sont comptabilisées en créances irrécouvrables.

*** PASSIF:**

Capital social:

L'assemblée générale extraordinaire du 21/03/2007 a décidé une augmentation de capital de 197 615 euros par incorporation de réserves, ainsi que la réduction de la valeur nominale qui est passée de 60 euros à 0,10 euros.

Au 30/06/2007, le capital social est composé de 2 649 000 actions de 0,10 euros, soit 264 900

euros.

Provision pour risques et charges:

Provision pour impôts:

Un contrôle fiscal sur les exercices 2002 et 2003 est en cours à la date de clôture de l'exercice. La provision pour risque comptabilisée en charges exceptionnelles a été limitée au montant des redressements acceptés soit 19 625 euros.

Par ailleurs, un contrôle fiscal afférent aux exercices 2004 et 2005 est en cours de réalisation: aucune proposition de notification n'a été reçue à la date de l'établissement des présents comptes annuels.

Provision pour litiges:

Une provision pour litige prud'homax (concernant 4 dossiers) est comptabilisée au passif du bilan à hauteur de 49 123 euros.

La provision de l'exercice précédent, soit 47 240 euros a été reprise à hauteur de 37 782 euros en produits d'exploitation, et une nouvelle dotation de 39 665 euros a été dotée en charges d'exploitation.

Provision pour risque:

Une provision de 118 297,05 euros a été comptabilisée en charges d'exploitation, pour faire face au risque d'insolvabilité des clients et rachats des contrats auprès des leasers, figurant en factures à établir au 30/06/2007.

Ce risque a été estimé à 5% du montant des contrats restants.

La provision effectuée l'exercice précédent, soit 285 337 euros a été reprise dans son intégralité, en produit d'exploitation.

3/ Notes relatives au compte de résultat:

Le montant des dépôts de garantie versés au leaser PARFIP, comptabilisé en immobilisations financières, avait fait l'objet d'une dépréciation à hauteur de 673 641 euros comptabilisée en charges exceptionnelles au 30 juin 2006.

Au 30 juin 2007, cette provision a été reprise en totalité en produits exceptionnels. En contrepartie, le montant des dépôts de garantie finalement perdu (593 964 euros) a été comptabilisé en charges exceptionnelles.

Le montant des rachats de contrats aux leasers comptabilisés en charges exceptionnelles sur les exercices précédents, est comptabilisé au 30/06/2007 en charges d'exploitation et en réduction du chiffre d'affaires. Ces rachats de contrats s'élèvent à 1 544 466 euros (dont 872 000 euros en réduction du chiffre d'affaires) contre 807 079 euros l'exercice précédent (en exceptionnel).

La participation des salariés a été mise en place pour la première fois au cours de cet exercice, et comptabilisée à hauteur de 343 856,77 euros.

L'impôt des sociétés de l'exercice s'élève à 453 962 euros.

Cependant, l'entreprise bénéficiant du régime fiscal des PME de croissance, a pu constater une réduction d'impôt de 200 000 euros.

4/ Autres informations:

L'effectif moyen de la société est de 104 personnes, contre 59 l'exercice précédent.

Passif social:

Il a été réalisé une évaluation des engagements de retraite, pour les indemnités de départ à la retraite. Cette évaluation est basée sur une méthode de calcul dites " méthode prospective".

Cette méthode évalue l'indemnité à verser puis proratisée cette indemnité selon le rapport ancienneté

acquise/ ancienneté totale.

Cette étude prend en compte différents paramètres propres à chaque salarié:

- L'âge.
- La catégorie socioprofessionnelle.
- L'âge de départ à la retraite.
- L'ancienneté au moment du départ à la retraite
- Le salaire brut annuel.

D'autre part, ce calcul intègre également d'autres données:

- Un taux d'actualisation: 2.5%
- Un taux de rotation prévisionnel des salariés: 2%
- Un taux de progression des salaires: 2%
- Un taux de charges sociales: 40%

Cette évaluation met en exergue un passif social d'un montant de 23 661 euros.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Articles 24-9 et 24-16)

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals, cautions et garanties	
Engagements de crédit-bail mobilier	620 411,13
Engagements de crédit-bail immobilier	
Engagements en matière de pensions, retraites, et assimilés	23 661,00
Autres engagements donnés :	
Nantissement du FDC au profit de la Société Générale	155 000,00
Total (1)	799 072,13

(1) Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Caution de Mr HAMZA sur emprunt Société Générale	27 300,00
Caution SOFARIS sur emprunt Société Générale (90 K€)	36 000,00
Caution 2H Technologie: En garantie du remboursement des billets de trésorerie BCME	1 200 000,00
Total (2)	1 263 300,00

(2) Dont concernant :	
- les dirigeants	27 300,00
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	1 200 000,00
Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements réciproques	Montant
Total	

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 24-11)

	Capital	Quota-part du capital détenu en pourcentage	Résultat du dernier exercice clos
A - RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS			
1 - Filiales (plus de 50% du capital détenu)			
CORTIX IBERICA AVENIDA DIAGONAL ,682 BARCELONA	3 006,00	99,000	ND
CORTIX BELGIUM AVENUE DU PORT 86 C 1000 BRUXELLES	18 550,00	99,990	ND
CORTIX SWITZERLAND GENEVE	12 482,00	95,000	ND
CORTIX TUNISIE 8301 CTFCI 1073 TUNIS MONIPLAISIR	7 003,50	99,950	ND
2 - Participations (de 10 à 50% du capital détenu)			
B - RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS			
1 - Filiales non reprises en A :			
a) françaises			
b) étrangères			
2 - Participations non reprises en A :			
a) françaises			
b) étrangères			

IMMOBILISATIONS

Cadre A		Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
			Révaluations	Acquisitions
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement	Total I	18 928,84		
Autres postes d'immobilisations incorporelles	Total II	227 301,89		577 333,74
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers		9 311,75		8 797,51
Matériel de transport		1 044,00		
Matériel de bureau et informatique, mobilier		201 926,99	207 283,73	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
	Total III	212 282,74	207 283,73	8 797,51
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations		15 250,00		33 343,56
Autres titres immobilisés		180,00		20,00
Prêts et autres immobilisations financières		1 107 728,71		422 077,20
	Total IV	1 123 159,55		488 440,76
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		1 581 672,18	207 283,73	1 041 562,01

Cadre B		Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Révaluations Valeur brute
		Par vieillissement	Par cession		
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement et de développement	(I)			18 928,84	
Autres postes d'immobilisations incorporelles	(II)			51 497,69	753 137,95
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements, aménag. constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements et aménagements divers				18 109,26	
Matériel de transport				1 044,00	
Matériel de bureau et informatique, mobilier			87 799,90	321 410,82	
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
	Total III		87 799,90	340 564,08	
Immobilisations financières					
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations			8 249,98	40 343,58	
Autres titres immobilisés				200,00	
Prêts et autres immobilisations financières			1 065 675,32	464 130,59	
	Total IV		1 073 925,30	804 674,17	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)			1 212 151,72	1 598 376,20	

AMORTISSEMENTS

Cadre A SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Valeur en début d'ex.	Augment. Dotations	Diminutions Sorties / Rep.	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement Total I	18 928,84		18 928,84	
Autres immobilisations incorporelles Total II	142 671,91	86 008,68	47 096,98	181 480,61
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Instal. générales, agenc. et aménag. constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers	2 058,05	2 062,03		4 120,08
Matériel de transport	1 044,00			1 044,00
Matériel de bureau et informatique, mobilier	85 738,96	66 490,55	65 578,89	86 650,62
Emballages récupérables et divers				
Total III	88 841,01	68 552,68	65 578,89	91 814,70
TOTAL GENERAL (I+II+III)	250 441,76	155 458,26	121 604,71	274 295,31

Cadre B VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORT. DEROGATOIRE							
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			RUPRESSES			Mouvements nets au 31/12
	Différentiel de durée	Montant dérogatoire	Amortissement dérogatoire exceptionnels	Différentiel de durée	Montant dérogatoire	Amortissement dérogatoire exceptionnels	en fin d'exercice
Immo. incorporelles							
Frais d'établiss. Total I							
Aut. immo. incorp. Total II							
Immo. corporelles							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. gén., agenc. amén. const.							
Inst. techn., mat. outill. indus.							
Inst. gén., agenc., amén. divers							
Matériel de transport							
Mat. bureau, inform., mobilier							
Emballages récup. et divers							
Total III							
TOTAL GENERAL (I+II+III)							

Cadre C MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES			
	Montant net début d'ex.	Augment. Dotations	Dotations et rap. amort. en fin d'ex.
Frais d'émission d'emprunt à étaler			
Primes de remboursement des obligations			

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS INSCRITES AU BILAN

	Montant au début de l'exercice	Augmentations : Dotations exercice	Diminutions : Reprises exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av. 01/01/92				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap. 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
Total I				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges	47 240,00	39 665,08	37 782,00	49 123,08
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts		19 625,00		19 625,00
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés				
Autres provisions pour risques et charges	285 337,38	118 297,05	285 337,38	118 297,05
Total II	332 577,38	157 982,13	323 119,38	187 045,13
Dépréciations				
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières	673 641,35			
Sur stocks et en-cours		1 561,04		1 561,04
Sur comptes clients	69 488,00	174 885,99	29 784,08	214 589,91
Autres dépréciations				
Total III	743 129,35	176 447,03	29 784,08	216 150,95
TOTAL GENERAL (I+II+III)	1 075 706,73	354 934,16	352 903,46	403 196,08
Dont dotations et reprises :				
- d'exploitation		334 409,16	352 903,46	
- financières				
- exceptionnelles		19 625,00	673 641,35	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation de l'exercice (Art. 39-I-5 du CGI)				

ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

Cadre A	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A l'an au plus	A plus de 1 an
De l'actif immobilisé				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1) (2)				
Autres immobilisations financières		464 130,59		464 130,59
De l'actif circulant				
Clients douteux ou litigieux		329 688,99	329 688,99	
Autres créances clients		4 547 301,98	3 463 159,98	1 084 142,00
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		18 737,00	18 737,00	
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée		174 603,33	174 603,33	
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers				
Groupe et associés (2)				
Débiteurs divers		562 902,20	562 902,20	
Charges constatées d'avance		199 495,69	199 495,69	
Total		6 286 859,78	4 748 587,19	1 548 272,59

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consenties aux associés

Cadre B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A l'an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)					
- à un an maximum à l'origine		160 094,13	160 094,13		
- à plus d'un an à l'origine		340 108,49	110 675,74	229 432,75	
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)		1 496 000,00	1 496 000,00		
Fournisseurs et comptes rattachés		1 611 484,43	1 611 484,43		
Personnel et comptes rattachés		1 250 386,03	1 250 386,03		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		803 574,74	803 574,74		
Impôts sur les bénéfices		22 953,00	22 953,00		
Taxe sur la valeur ajoutée		1 022 124,23	1 022 124,23		
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et versements assimilés		202 646,08	202 646,08		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés (2)		51 138,04	51 138,04		
Autres dettes		14 042,07	14 042,07		
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
Total		6 974 561,24	6 745 118,49	229 432,75	

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés

PRODUITS A RECEVOIR

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	30/06/2007	30/06/2006
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	2 938 084,73	3 004 053,49
Autres créances	171 100,12	50 988,12
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Total	3 109 184,85	3 055 041,61

CHARGES A PAYER

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	30/06/2007	30/06/2006
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	10 094,13	5 392,98
Emprunts et dettes financières divers	4 343,48	3 739,29
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	190 623,93	60 425,84
Dettes fiscales et sociales	1 180 304,72	374 520,34
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes :	13 484,21	
Total	1 398 850,47	444 078,45

PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23)

Produits constatés d'avance		30/06/2005	30/06/2006
Produits d'exploitation			
Produits financiers			
Produits exceptionnels			
Total			

Charges constatées d'avance		30/06/2005	30/06/2006
Charges d'exploitation		199 495,69	54 465,07
Charges financières			
Charges exceptionnelles			
Total		199 495,69	54 465,07

ANNEXE LIBRE

Libellé
LES ENTREPRISES LIEES
ACTIF :
AUTRES CREANCES
CORTIX TUNISIE : 106 687 Euros
CORTIX IBERICA : 169 033 Euros
CORTIX SUISSE : 60 733 Euros
CORTIX BELGIQUE : 73 905 Euros
CLIENTS :
PROXITEL FRANCE : 438 093 Euros
FACTURES A ETABLIR :
PROXITEL : 31 452 Euros
CORTIX ALLEMAGNE : 32 114 Euros
CORTIX ITALIE : 5 799 Euros
PASSIF :
AUTRES DETTES
PROXITEL : 558 Euros
COMPTE COURANT
Z H TECHNOLOGIE : 39 999 Euros
FOURNISSEURS :
CORTIX TUNISIE : 111 170 Euros
PROXITEL : 480 752 Euros
GOLD REFERENCMENT : 64 352 Euros
CORTIX TUNISIE : 9 035 Euros
COMPTE DE RESULTAT
CHARGES :
GOLD REFERENCMENT : 140 730 Euros
PROXITEL : 1 156 830 Euros

Cegid Group

ANNEXE LIBRE

Libellé
CORTIX TUNISIE : 424 966 Euros
2 H TECHNOLOGIE : 150 000 Euros

RESULTATS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature des indications	2007	2006	2005	2004	2003
I. CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
a. capital social.....	264 900	67 285	53 017	53 017	53 017
b. nombre des actions ordinaires.....	2 649 000	4 415	3 478	3 478	3 478
c. nombres des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote)	-	0	0	0	0
d. Nombre maximal d'actions futures à crée - par conversion - par exercice de droit de souscription...	-	0	937	937	937
II. OPERATION ET RESULTAT DE L'EXERCICE					
a. Chiffre d'affaires (HT).....	14 058 583	8 963 541	4 320 166	2 548 886	2 145 387
b. Résultat avant impts, participation des salariés et dotation aux amortissements et provisions.....	784 027	999 568	692 217	130 912	116 996
c. impôts sur les bénéfices.....	253 962	231 009	92 041		
d. participation des salariés .	343 857				
e. résultat après impôts, participation des salariés et dotation aux amortissements et provisions.....	703 261	341 425	256 212	9 160	15 934
f. résultat distribué(*).....	407 946	441 500	150 000		
III. RESULTAT PAR ACTION					
a. résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotation aux amortissements et provisions.....	0,07	174	173	38	34
b. . résultat après impôts participation des salariés et dotation aux amortissement et	0,27	77	74	3	5
c. dividende distribué à chaque action(*)	0,15	100	34	0	0
IV. PERSONNEL					
a. effectif moyen des salariés de l'exercice	104	59	43	44	35
b. montant de la masse salariale de l'exercice	5 537 200	2 672 326	1 349 856	953 233	921 307
c. montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	1 999 309	947 524	453 148	275 763	287 833

(*) pour l'exercice dont les résultats sont soumis à l'approbation de l'assemblée générale, indiquer le montant des dividendes dont la distribution est proposée

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, je vous présente mon rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2007 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société SA CORTIX, tels qu'ils sont annexés au présent rapport,
- la justification de nos appréciations
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi,

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il m'appartient, sur la base de mon audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels, au regard des règles et principes comptables français, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants signalés dans l'Annexe au paragraphe 1.

Le changement d'estimation comptable appliqué aux opérations réalisées par CORTIX à compter du 1^{er} juillet 2006 évite désormais d'évaluer de façon statistique le montant de la provision pour risque sur factures à établir. Il s'agit en l'occurrence d'une amélioration de la qualité de l'information fournie par les comptes annuels grâce à la suppression de cette incertitude.

Dans ce même esprit, le reclassement des premiers rejets de prélèvements clients au débit des comptes de produits (pour annulation pure et simple du produit) évite désormais de constater en produit d'exploitation (montant facturé) et en charge exceptionnelle (montant du rachat) un contrat qui n'a jamais vraiment débuté. L'accroissement du nombre de contrats signés par CORTIX rendait le maintien de cette ancienne estimation comptable du revenu totalement inadapté. Ce reclassement permet désormais une lecture plus correcte de l'activité par les tiers.

Enfin, les contrats avec les leasers ont été renégociés au cours de cet exercice. Ces nouveaux contrats modifiant le fonctionnement de l'entreprise, le changement d'estimation et de présentation devenait souhaitable.

Au total, j'estime donc que ce changement d'estimation et de présentation comptable du revenu de l'entreprise est davantage en adéquation avec la réalité économique d'aujourd'hui.

Je tiens également à attirer votre attention sur le point suivant.

Les factures à établir comptabilisées au 30/06/2006 dont l'échéance était antérieure au 30/06/2007 ont été extournées dans les comptes annuels clos le 30/06/2007.

En revanche, le montant des factures à établir comptabilisé à l'actif du bilan au 30/06/2006 (selon les anciennes méthodes de reconnaissance du chiffre d'affaires), et dont l'échéance est postérieure au 30/06/2007, sera apuré au fur et à mesure des encaissements selon le calendrier suivant (montant HT) :

Exercice 2007/2008	: 753 643 €
Exercice 2008/2009	: 608 600 €
Exercice 2009/2010	: 287 515 €
Exercice 2010/2011	: 10 358 €

II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article 823-9 du Code de Commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Maintien des factures à établir comptabilisées au 30/06/2006.

Il aurait été totalement pénalisant d'extourner en 2006/2007 l'ensemble des factures clients à établir provisionnées au 30/06/2006, l'exercice même au cours duquel l'entreprise ne comptabilise plus de facture à établir en fin d'exercice en raison du changement d'estimation comptable. Cela aurait entraîné une présentation faussée des comptes de l'exercice 2006/2007 car, dans ce cas, il aurait été porté « en moins du chiffre d'affaires » sur un seul exercice des produits que l'entreprise va encaisser sur plusieurs exercices ultérieurs (voir paragraphe d'observation dans la première partie de mon rapport).

Réduction du taux de provision pour risque sur factures à établir

Le taux de provision pour risque d'insolvabilité client et/ou rachat de contrats est passé de 10% à 5% du montant des factures à établir.

Cette réduction de la provision pour risque est justifiée par :

- la mise en place d'un service recouvrement amiable et contentieux plus important en personnel, mieux structuré et plus efficace,
- la renégociation des contrats avec les leasers (en particulier au niveau du montant et des critères de rachat des contrats clients),
- ainsi que la mise en place d'une procédure de maîtrise du premier prélèvement client.

Absence de provision sur les filiales

Certaines filiales viennent d'être créées (Belgique, Suisse) et n'ont pas encore débuté leur activité à la clôture de l'exercice. Il n'y a donc pas d'éléments permettant de mesurer avec une assurance raisonnable la nécessité de constituer une provision sur ces titres (et/ou une provision pour risque).

Logiciel interne

Le logiciel de gestion de la relation client créé par l'entreprise, comptabilisé en immobilisation incorporelle à hauteur de 510 094 €, est un logiciel spécifique qui, de par ses nombreuses fonctionnalités, devrait générer des économies substantielles dans le traitement des contrats clients (de la gestion de production des sites clients jusqu'aux relations avec les services administratifs de l'entreprise et les leasers).

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

II - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence des faits rappelé ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Bordeaux, le 21 septembre 2007
Le Commissaire aux Comptes



Francis GIULIARDI

20.1.2. Comptes sociaux au 30 juin 2006

BILAN ACTIF

	30/06/2006			30/06/2005
	Brut	Amort. prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	18 929	18 929		95
Frais de recherche et développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaire	146 133	106 499	39 634	52 732
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	81 169	36 173	44 996	25 976
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	212 283	88 841	123 442	82 003
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations	15 250		15 250	15 250
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	180		180	180
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 107 729	673 641	434 087	517 923
	1 581 672	924 083	657 589	694 159
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	12 925		12 925	19 330
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	3 309 111	69 488	3 239 623	1 737 071
Autres créances	248 838		248 838	49 401
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	261 731		261 731	85 781
Charges constatées d'avance (3)	54 465		54 465	45 366
	3 887 070	69 488	3 817 582	1 936 948
Charges à répartir sur plusieurs exercices				91 371
Primes de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion Actif				
TOTAL GENERAL	5 468 742	993 571	4 475 171	2 722 479
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

BILAN PASSIF

	30/06/2006	30/06/2005
	Net	Net
CAPITAUX PROPRES		
Capital (dont versé : 67 285)	67 285	53 017
Primes d'émission, de fusion, d'apport	438 088	223 727
Ecarts de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale	5 302	3 672
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves		
Report à nouveau	143 305	38 723
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	341 425	256 212
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
	995 404	575 351
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	50 614	72 132
Autres fonds propres		
	50 614	72 132
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	332 577	177 160
Provisions pour charges		
	332 577	177 160
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		228 628
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	453 176	316 656
Emprunts et dettes financières (3)	5 585	76 084
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	853 764	359 992
Dettes fiscales et sociales	1 778 306	910 968
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	5 746	5 508
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)		
	3 096 576	1 897 836
Ecarts de conversion Passif		
TOTAL GENERAL	4 475 171	2 722 479
(1) Dont à plus d'un an (a)	340 078	484 619
(1) Dont à moins d'un an (a)	2 756 499	1 413 217
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

COMPTE DE RESULTAT

	30/06/2006			30/06/2005
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	8 963 541		8 963 541	4 320 166
Chiffre d'affaires net	8 963 541		8 963 541	4 320 166
Production stockée				
Production immobilisée			46 741	30 120
Produits nets partiels sur opérations à long terme				
Subventions d'exploitation				4 500
Reprises sur provisions et transfert de charges			429 710	86 304
Autres produits			1 761	685
			9 441 754	4 441 775
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Achat de matières premières et autres approvisionnements			227 135	264 668
Variation de stocks			6 405	- 13 689
Autres achats et charges externes (a)			2 773 263	1 421 723
Impôts, taxes et versements assimilés			117 521	44 724
Salaires et traitements			2 672 326	1 349 856
Charges sociales			947 524	453 148
Dotations aux amortissements et provisions :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			86 537	108 723
- Sur immobilisations : dotations aux provisions				
- Sur actif circulant : dotations aux provisions			28 133	60 081
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			312 465	175 160
Autres charges			72 878	4 814
			7 244 186	3 869 209
RESULTAT D'EXPLOITATION			2 197 568	572 566
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
De participations (3)			6	6
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)			84	
Autres intérêts et produits assimilés (3)			917	
Reprises sur provisions et transfert de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			1 008	6
Charges financières				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			32 698	29 586
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			32 698	29 586
RESULTAT FINANCIER			- 31 691	- 29 579
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			2 165 877	542 987

COMPTE DE RESULTAT (Suite)

	30/06/2006	30/06/2005
	Total	Total
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	15 754	9 676
Sur opérations en capital		836
Reprises sur provisions et transferts de charges		
	15 754	10 512
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	934 575	204 484
Sur opérations en capital	981	762
Dotations aux amortissements et aux provisions	673 641	
	1 609 197	205 247
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-1 593 444	- 194 735
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices	231 009	92 041
Total des produits	9 458 515	4 452 293
Total des charges	9 117 090	4 196 082
BENEFICE OU PERTE	341 425	256 212
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier	1 854	3 376
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs.		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

ANNEXE AUX COMPTES DU 30.06.2006

Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/06/2006 dont le total est de 4 475 171,27 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de 341 424,89 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/07/2005 au 30/06/2006.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis le **29/09/2006**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations corporelles

Dans le cadre de la première application des nouvelles règles concernant les actifs, la méthode retenue pour cette première application est la méthode prospective dite "simplifiée".

Cette méthode s'applique à compter de l'exercice en cours. Le passé n'est pas remis en cause.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- Logiciels	01 à 05 ans
- Logiciels loués site internet	03 ans
- Frais d'établissement	03 ans
- Matériel de bureau info	02 à 05 ans
- Matériel de bureau info loué	03 ans
- Matériel de transport occas.	01 ans
- Mobilier bureaux	10 ans

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires . Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "du dernier prix d'achat connu".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Changement de méthodes

Aucun changement n'est intervenu par rapport au précédent exercice.

Autres informations :

La société CORTIX a procédé au cours de l'exercice 2001/2002 à une émission d'obligations convertibles dont les conditions sont les suivantes :

Montant de l'emprunt : 228 628.00 E

Date de fin : 30 juin 2008

Les obligations pourront être converties en actions à tout moment à compter de la souscription. La base de conversion est fixée à une action de 15.24 E de valeur nominale avec prime d'émission de 228.76 E pour une obligation convertible de 244.00 E.

Ces obligations sont amortissables en deux échéances pour moitié le 30 juin 2007 et 30 juin 2008.

Ces obligations ont été converties en actions au cours de l'exercice.

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale extraordinaire, je vous présente mon rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2006 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société SA CORTIX, tels qu'ils sont annexés au présent rapport,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi,

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il m'appartient, sur la base de mon audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels, au regard des règles et principes comptables français, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant signalé dans l'Annexe au paragraphe « Information concernant le compte de résultat ». Le montant des dépôts de garantie versés aux leasers, figurant en immobilisations financières pour un montant brut de 1 092 230 €, a été provisionné à hauteur de 673 641 € au cours de l'exercice 2005/2006.

Par ailleurs, en raison de l'application des nouvelles méthodes de comptabilisation des actifs, le solde des charges à étaler figurant à l'actif au 30/06/2005 (91 371 €) a été comptabilisé en charges exceptionnelles.

II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 225-235, 1^{er} alinéa, du Code de Commerce, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé, pour émettre l'opinion ci-dessus sur les comptes annuels pris dans leur ensemble, et qui ont porté notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaire particulier.

II - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence des faits rappelé ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Bordeaux, le 15 décembre 2006
Le Commissaire aux Comptes



Francis GIULIARDI

20.2 Comptes consolidés

Les données au 30 juin 2007 et antérieures sont celles de la seule entité CORTIX France. Le Groupe n'a en effet pas d'obligation de présentation de comptes consolidés au 30 juin 2007.

Les données hors France sont d'ailleurs non significatives au 30 juin 2007. Par exemple, le chiffre d'affaires hors France, correspondant à la seule agence de Barcelone, s'élève à 250 K€.

Les données financières prévisionnelles présentées dans le présent document (cf. paragraphe 13 du présent offering circular) sont des données consolidées Groupe CORTIX. Elles intègrent la France et les filiales étrangères du Groupe (filiales de commercialisation européennes), à l'exception de la société CORTIX Tunisie (filiale de production) traitée comme un fournisseur (coûts de production des sites présentés en charges d'exploitation).

20.3 Vérification des informations financières

20.3.1 Déclaration relative à la vérification des informations financières historiques

Les informations financières historiques ont été vérifiées et ont fait l'objet de rapport des commissaires aux comptes.

20.3.2. Informations vérifiées par les contrôleurs légaux

Le Commissaire aux Comptes a établi les rapports suivants :

- un rapport général sur les comptes annuels et un rapport spécial couvrant la période du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007 établis le 21 septembre 2007;
- un rapport général et un rapport spécial sur les comptes annuels couvrant la période du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006 établis le 15 décembre 2006;
- un rapport sur les prévisions établi le 6 novembre 2007;

20.3.3. Informations financières figurant dans le présent document et n'ayant pas été vérifiées

Néant

20.4 Date des dernières informations financières

Le dernier exercice pour lequel des informations financières ont été vérifiées a été arrêté le 30 juin 2007.

20.5 Informations financières intermédiaires et autres

CORTIX ne présente pas à ce jour d'information intermédiaire.

20.6 Politique de distribution de dividendes

Distribution de dividendes au cours des 3 derniers exercices sociaux :

Exercice	30/06/2007	30/062006	30/062005
Montant du dividende	407 946	441.500 €	150.000 €
Dividende par action	0,154€	100,00 €	43,13 €

La politique de distribution de dividendes est fixée chaque année par l'assemblée générale des actionnaires, lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice précédent, au vu, notamment, des résultats financiers et des besoins en investissements.

Il est rappelé que CORTIX n'a pas d'obligation de distribuer des dividendes.

La décision de recommander ou non la distribution d'un dividende ainsi que le montant de ce dividende dépendront de différents facteurs qui pourraient, notamment, être :

- les résultats de la Société ;
- sa situation financière ;
- ses prévisions ;
- les intérêts de ses actionnaires ;
- les conditions générales de son activité ;
- tout autre facteur jugé pertinent par le Conseil d'administration de la Société.

Il n'existe pas de formule permettant de déterminer le montant de dividende à distribuer.

En outre, le Code de commerce et les statuts de la Société limitent le droit de la Société de distribuer des dividendes dans certaines circonstances.

Le cas échéant, la Société pourra décider de distribuer des dividendes sur proposition du Conseil d'administration et après décision de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires.

Les dividendes distribués aux actionnaires dont le domicile fiscal où le siège social est situé hors de France font, en principe, l'objet d'une retenue à la source en France à un taux de 25%. Toutefois, les actionnaires personnes morales dont le siège de direction effective est situé dans un Etat membre de l'Union européenne peuvent bénéficier d'une exonération de retenue à la source sur les dividendes payés par une société anonyme dans la mesure où les conditions prévues à l'article 119 ter du Code général des impôts sont satisfaites. Par ailleurs, les actionnaires qui sont éligibles au bénéfice des conventions fiscales conclues par la France avec certains Etats et qui se conforment aux procédures de revendication du bénéfice de ces conventions, pourront bénéficier d'une réduction du taux de retenue à la source et, dans certains cas, d'autres bénéfices, sous les réserves prévues par la convention conformément au droit français.

Les dividendes non réclamés sont prescrits au profit de l'Etat dans un délai de cinq ans à compter de la date de leur mise en paiement.

Cf. § « 13 PREVISIONS OU ESTIMATIONS DE BENEFICE » page 67 qui présente des prévisions de distributions de dividendes.

20.7 Procédures judiciaires et d'arbitrage

Contentieux commercial

Le contentieux commercial est composé du contentieux client dit « sortant » (actions en recouvrement) et « entrant » (généralement action en résiliation de contrat à l'initiative du client).

Il convient de souligner que, par une politique de recouvrement volontariste, CORTIX a initié un certain nombre de procédures afin de poursuivre les créanciers débiteurs devant les Tribunaux de Commerce compétents.

En dehors du contentieux « clients », aucun autre contentieux de nature commerciale n'est engagé à ce jour.

Contentieux prudhommal

CORTIX compte cinq procédures prudhommales. Suivant l'analyse du risque réalisée par son Conseil en charge de ces procédures, CORTIX fixe les provisions afférentes entre 25 et 100%. Au 30 juin 2007, la provision totale pour les cinq procédures en cours est portée à 49 123 €.

Contentieux pénal

Une procédure judiciaire suite à un dépôt de plainte contre X est en cours d'instruction auprès du Tribunal de Grande Instance de Bordeaux. Cette plainte a été initiée par une Association présidée par une ex-cliente déboutée en dernier ressort lors d'une procédure devant le Tribunal de Commerce de Bordeaux. A ce jour 47 plaintes, à notre connaissance, portant le chef de publicité mensongère ont été déposées. CORTIX a de son côté porté plainte contre ces 47 personnes pour « Dénonciation Calomnieuse ».

Après enquête réalisée par un cabinet spécialisé (Kroll) dans ce type de procédure, l'action sous jacente d'un concurrent de CORTIX a été avérée avec la complicité active d'une avocate bordelaise.

En réaction, une plainte avec constitution de Partie Civile a été consignée pour les motifs de « Chantage » et « Complicité de dénonciation calomnieuse » auprès du Tribunal de Grande Instance de Bordeaux.

Le Juge d'Instruction en charge des premières plaintes a joint l'ensemble des plaintes dans un unique dossier dont l'instruction est en cours.

CORTIX est à ce jour extrêmement confiante dans la suite de ce dossier dont l'évaluation du préjudice reste délicate.

20.8 Changement significatif de la situation financière ou commerciale depuis le 30/06/2007 jusqu'à la date de 1^{ère} cotation

Néant

20.9 Engagements hors bilan

1/ Engagements donnés

(En €)	Montant au 30 juin 2007
Engagements de crédit bail mobilier	620 411,13
Engagements en matière de pensions, retraites et assimilés	23 661,00
Nantissement du FDC au profit de la Société Générale	155 000,00
TOTAL	799 072,13

2/ Engagements reçus

(En €)	Montant au 30 juin 2007
Caution de M. Hassane HAMZA sur emprunt de la Société Générale	27 300
Caution SOFARIS sur emprunt Société Générale (90K€)	36 000
Caution 2H Technologies : en garantie du remboursement des billets de trésorerie BCME	1 200 000
TOTAL	1 263 300

21 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

21.1 Renseignements à caractère général concernant le capital

21.1.1 Montant du capital

Le capital social de la Société s'élève 264.900 € et est divisé en 2.649.000 actions de 0,10 € de nominal.
Les actions de la société sont toutes de même catégorie.
Le capital est entièrement libéré.

21.1.2 Titres non représentatifs du capital

Néant

21.1.3 Répartition du capital et des droits de vote au 30 octobre 2007

	Répartition du capital social		Répartition des droits de vote	
	Nombre	%	Nombre	%
2H TECHNOLOGIES	2 013 600	76,01%	2 014 200	61,33%
Hassane HAMZA	631 200	23,83%	1 262 400	38,44%
Fatouma TOKO	1 200	0,05%	2 400	0,07%
Nathalie HAMZA	600	0,02%	600	0,02%
Halima HAMZA	600	0,02%	1 200	0,04%
Arlette CAILLET	600	0,02%	1 200	0,04%
Loïs HAMZA	600	0,02%	1 200	0,04%
Louis HAMZA	600	0,02%	1 200	0,04%
	2 649 000	100,00%	3 284 400	100,00%

21.1.4 Titres donnant accès au capital de CORTIX

Néant

21.1.5 Capital social autorisé, mais non émis

L'Assemblée Générale du 5 octobre 2007 a adopté les résolutions suivantes :

1/ 11^{ème}, 12^{ème} et 13^{ème} résolutions : Augmentation du capital social réservée à des investisseurs qualifiés avec suppression du DPS

➤ Augmentation du capital social (11^{ème} résolution) :

« L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, après avoir constaté que le capital social était intégralement libéré et pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration sur le projet de la Société de demander l'admission de ses titres, sans appel public à l'épargne, sur le marché Alternext d'Euronext Paris, décide, en prévision de ladite admission, d'autoriser une augmentation du capital social à réaliser en une ou plusieurs fois, dans la limite d'un plafond global fixé à sept millions d'euros (nominal et primes d'émission compris).

L'augmentation de capital autorisée sera à réaliser en numéraire par l'émission, avec ou sans prime d'émission, d'actions ordinaires de la Société à libérer intégralement en espèces lors de la souscription et destinées à faire l'objet du placement privé requis préalablement à l'admission projetée.

Le prix d'émission des actions résultera :

- de la valorisation de la Société avant augmentation de capital telle qu'elle sera issue de l'analyse financière qui sera effectuée par son *listing sponsor*, la société Arkéon Finance ; et,
- de la confrontation de l'offre des actions et des demandes émises par les investisseurs dans le cadre du placement, selon la technique de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels de la place. »

➤ Suppression du droit préférentiel de souscription (12^{ème} résolution)

« L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires et conformément aux dispositions de l'article L.225-138 du Code de Commerce, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial du Commissaire aux Comptes, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à l'augmentation de capital autorisée au titre de la résolution précédente, au profit de la catégorie de personnes ci-après définie : les investisseurs dits « qualifiés », conformément aux dispositions des articles L 411-2 II 4°-b, D 411-1 et D 411-2 du Code Monétaire et Financier, susceptibles d'investir, dans le cadre du placement privé préalable à l'admission des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext Paris, à l'exclusion, toutefois, des investisseurs qui pourraient appartenir à la liste des personnes mentionnées à l'article 3-2 des règles d'Alternext. »

➤ **Délégation de compétence au profit du Conseil d'Administration (13^{ème} résolution)**

« L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires et conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2 et L.225-138 du Code de Commerce, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial du Commissaire aux Comptes :

- délègue au Conseil d'Administration toutes compétences pour décider, sur ses seules délibérations et dans la limite d'un plafond maximum de sept millions d'euros (étant précisé que ce plafond est fixé nominal et primes d'émission compris), d'une ou plusieurs augmentations du capital social, en numéraire, par création et émission, avec ou sans prime d'émission, d'actions ordinaires de la Société à libérer en espèce intégralement à la souscription ;
- délègue au Conseil d'Administration toutes compétences pour arrêter la liste des bénéficiaires de l'augmentation de capital au sein de la catégorie des investisseurs qualifiés telle que ladite catégorie a été définie à la résolution précédente, et le nombre de titres à attribuer à chacun d'eux ;
- fixe à dix-huit mois la durée maximale de la période au cours de laquelle pourra être réalisée l'émission des actions au titre de l'augmentation de capital autorisée.

Dans ce cadre et sous ces limites, le Conseil d'Administration disposera de tous les pouvoirs pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi, la présente délégation, à l'effet notamment :

- de décider et réaliser, en une ou plusieurs fois, la ou les augmentations de capital qui lui paraîtront opportunes ;
- de fixer le nombre d'actions ordinaires à créer ainsi que les autres conditions et modalités de leur émission et, en particulier, le prix de souscription ;
- de déterminer la fourchette indicative de prix avec le *listing sponsor* afin de permettre l'ouverture de la période de passation des ordres sur les actions émises ;
- de constater la réalisation de ces augmentations de capital ;
- de procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
- d'imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et, le cas échéant, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social après chaque augmentation ;
- de demander l'admission des titres de la Société sur le marché Alternext d'Euronext Paris ;
- et, plus généralement, de prendre toutes les mesures, entreprendre toutes actions et déposer tout dossier ou demande auprès de toute autorité compétente, conclure tous accords et effectuer toutes formalités pour parvenir à la bonne fin des opérations. »

2/ 15^{ème} et 16^{ème} résolutions : Attribution gratuite d'actions aux salariés

➤ Attribution gratuite d'actions aux salariés (15^{ème} résolution):

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires et conformément aux dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de Commerce, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial du Commissaire aux Comptes :

- autorise le Conseil d'Administration à procéder à une attribution gratuite d'actions ordinaires de la Société, existantes ou à émettre, en une ou plusieurs fois, au profit des bénéficiaires appartenant au personnel salarié de la Société, le tout compte tenu des limites pouvant être indiquées ci-après et des dispositions de la réglementation applicable ;
- décide que le nombre total d'actions attribuées gratuitement ne pourra excéder six pour cent (6%) du capital de la Société à la date de la décision d'attribution prise par le Conseil d'Administration dans le cadre de la présente autorisation ;
- décide que le Conseil d'Administration déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions gratuites d'actions, fixera le nombre d'actions susceptibles d'être attribuées gratuitement à chacun, ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution de ces actions ;
- fixe à deux années courant à compter de la décision d'attribution prise par le Conseil d'Administration la durée de la période dite « d'acquisition » au terme de laquelle l'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive, sous réserve de remplir les conditions ou critères éventuellement fixés par le Conseil d'Administration ;
- fixe à deux années courant à compter de l'expiration de la période d'acquisition la durée de la période dite « de conservation » pendant laquelle les bénéficiaires de l'attribution gratuite d'actions auront l'obligation de les conserver ;
- décide que, si l'attribution gratuite d'actions porte sur des actions nouvelles à émettre, la présente autorisation emportera de plein droit au profit des bénéficiaires des actions attribuées renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription et l'augmentation de capital correspondante sera définitivement réalisée du seul fait de l'attribution définitive des actions aux bénéficiaires. Pour libérer les actions nouvelles il sera alors procédé à tout prélèvement nécessaire sur les réserves ou autres sommes distribuables ;
- fixe à vingt six mois le délai pendant lequel le Conseil d'Administration pourra utiliser la présente autorisation ;
- délègue tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pour mettre en œuvre la présente autorisation et d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire, notamment en ce qui concerne la mise en place de mesures destinées à préserver les droits des bénéficiaires en procédant à l'ajustement du nombre d'actions attribuées gratuitement en fonction des éventuelles opérations sur le capital de la Société qui interviendraient pendant la période d'acquisition.

➤ **Délégation de compétence au profit du Conseil d'Administration (16^{ème} résolution) :**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires et conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2 et L.225-138 du Code de Commerce, compte tenu de la résolution précédente et dans les limites qui y sont fixées, délègue au Conseil d'Administration toutes compétences pour décider, sur ses seules délibérations d'une ou plusieurs augmentations du capital social, à l'effet de l'attribution gratuite d'actions autorisée ci-dessus. Elle fixe à vingt six mois la durée pendant laquelle la présente délégation pourra être utilisée.

21.1.6 Evolution du capital social de la Société au cours des trois derniers exercices

Evolution du capital social au cours des 3 derniers exercices

Date	Nature de l'opération	Augmentation de capital	Nombre d'actions créées	Valeur nominale	Nombre d'actions cumulées	Capital social après opération
05/05/2006	Augmentation du capital suite à la conversion d'obligations en action avec prime d'émission de 214.067€	14.267,63 €	937	15,24 €	4415	67.284,60 €
21/03/2007	Augmentation du capital par incorporation de la prime d'émission et élévation de la valeur du nominal immédiatement suivie de la division du nominal par 600	197.615,4 €	0	0,10 €	2.649.000	264.900 €

21.2 Actes constitutifs et statuts

21.2.1 Objet social (article 2 des statuts)

« La société a pour objet :

- Création de sites Internet, hébergement de sites, vente d'emplacements publicitaires, formation technique, vente de matériel informatique, conseil,
- La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.
- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe. »

21.2.2 Forme des actions (article 10 des statuts)

« Les titres d'actions sont délivrés sous la forme nominative ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception des titres devant être obligatoirement créés sous la forme nominative en vertu des dispositions légales en vigueur ; il en sera ainsi notamment pour les actions de numéraire jusqu'à leur entière libération, ainsi que pour les actions d'administrateur.

Les actions nominatives donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Ces comptes individuels peuvent être des comptes nominatifs purs ou des comptes nominatifs administrés, au choix de l'actionnaire.

Les actions au porteur donnent lieu à une inscription en comptes tenu par un intermédiaire financier habilité.

En vue de l'identification des détenteurs de titres, la Société est en droit de demander à tout moment à l'organisme chargé de la compensation des titres, le nom ou, s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination, la nationalité et l'adresse des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires, ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés. »

21.2.3 Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions

(a) Droits et obligations attachés aux actions / Droit de vote

➤ Droits et obligations attachés aux actions (article 14 des statuts)

« Chaque action donne droit dans les bénéfices et dans l'actif social à une part proportionnelle au nombre des actions émises, et notamment au règlement de la même somme nette, pour toute répartition ou tout remboursement fait en cours de Société ou lors de la liquidation.

Les actionnaires ne sont responsables des dettes sociales que jusqu'à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent ; au-delà, tout appel de fonds est interdit.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre quel qu'en soit le propriétaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'assemblée générale.

Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres nécessaires. »

➤ Droits de vote (extrait de l'article 14 des statuts)

« Sous réserve du droit de vote double ci-après prévu, le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire, soit de nationalité française, soit ressortissant d'un Etat membre de l'Union Européenne. »

(b) Bénéfices (article 40 des statuts)

« Les bénéfices sont constitués par les produits nets de l'exercice sous déduction des frais et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions.

Sur les bénéfices, diminués, le cas échéant, des pertes antérieures, il est d'abord prélevé 5% au moins de leur montant pour constituer le fonds de réserve prescrit par la Loi. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le montant de la « réserve légale » atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la « réserve légale » est descendue au dessous de cette fraction. »

21.2.4 Transmission des actions / Identification des détenteurs de titres (article 11.1 des statuts)

« Les actions sont librement négociables.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social (actions nominatives) ou par un intermédiaire financier habilité (actions nominatives ou au porteur).

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un virement de compte à compte. La transmission d'actions nominatives, à titre gratuit, ou par suite de décès, s'opère également au moyen d'un virement de compte à compte.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert. »

21.2.5 Franchissement de seuils statutaires (article 11, 2 des statuts)

« Toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert qui vient à posséder un nombre d'actions représentant une quotité de capital ou des droits de vote supérieurs aux seuils fixés par la loi, informe la Société dans le délai réglementaire, à compter du franchissement du seuil de participation, du nombre total d'actions ou de droits de vote qu'elle possède.

Cette information est également donnée dans les mêmes délais lorsque la participation en capital ou en droits de vote devient inférieure aux seuils mentionnés par cet aliéna.

La personne tenue à cette information précise le nombre de titres qu'elle possède donnant accès à terme au capital ainsi que les droits de vote qui y sont attachés.

Si cela est requis par les règles du marché d'instruments financiers autre qu'un marché réglementé sur lequel les titres de la Société sont admis aux négociations, cette personne informe également l'Autorité des marchés financiers, dans un délai et selon des modalités fixés par son règlement général, à compter du franchissement du seuil de participation.

Le cas échéant, cette information est portée à la connaissance du public dans les conditions fixées par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

A défaut d'avoir été régulièrement déclarées dans les conditions prévues ci-dessus, les actions excédant la fraction qui aurait dû légalement être déclarée sont privées du droit de vote pour toute assemblée d'Actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification.

Dans les mêmes conditions, les droits de vote attachés à ces actions et qui n'ont pas été régulièrement déclarés ne peuvent être exercés ou délégués par l'Actionnaire défaillant.

Le tribunal de commerce du ressort du siège social peut, sur demande du Président de la Société, d'un Actionnaire ou de l'Autorité des marchés financiers, prononcer la suspension totale ou partielle, pour une durée ne pouvant excéder cinq ans, des droits de vote de tout Actionnaire qui n'aurait pas procédé aux déclarations prévues.

Lorsque le non respect de l'obligation concerne le franchissement d'un seuil statutaire, la privation du droit de vote ne s'applique qu'à la demande, consignée dans le procès-verbal de l'assemblée générale, d'un ou plusieurs Actionnaires détenant au moins 5% du capital ou des droits de vote de la Société. »

21.2.6 Stipulations statutaires relatives aux organes d'administration et de direction – Règlement intérieur du Conseil d'administration

(a) Conseil d'administration (article 15 et extrait de l'article 21 des statuts)

« La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de dix huit membres au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion. Les premiers membres du Conseil d'Administration sont nommés par les présentes pour une durée de trois ans. Ultérieurement, ils sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui fixera librement la durée de leurs fonctions sous réserve des dispositions ci-après.

La durée des fonctions des Administrateurs statutaires est de trois années au plus ; elle est de six années au plus lorsque les administrateurs sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire. Elle expire à l'issue de l'Assemblée qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et qui est tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Les Administrateurs sont toujours rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'Assemblée Générale Ordinaire, même si cette révocation ne figure pas à l'ordre du jour.

Les Administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales ; ces dernières doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était Administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Si celle-ci révoque son représentant, elle est tenue de pourvoir en même temps à son remplacement.

L'acceptation et l'exercice par une personne physique du mandat d'Administrateur entraînent l'engagement pour l'intéressé de déclarer à tout moment qu'il satisfait aux règles légales relatives au cumul du nombre des sièges d'Administrateurs et de Membre du Conseil de Surveillance de Sociétés Anonymes que peut occuper une même personne.

Un salarié de la société ne peut être nommé Administrateur que si son contrat de travail est antérieur à sa nomination et correspond à un emploi effectif. Il ne perd pas le bénéfice de ce contrat de travail. Toute nomination intervenue en violation de cette disposition est nulle ; toutefois, cette nullité n'entraîne pas celle des délibérations auxquelles a pris part l'Administrateur irrégulièrement nommé.

Le nombre des Administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des Administrateurs en fonction.

En cas de fusion, le contrat de travail peut avoir été conclu avec l'une des sociétés fusionnées.

La limite d'âge pour l'exercice des fonctions d'Administrateurs est fixée à quatre-vingts ans. L'Administrateur atteint par la limite d'âge sera considéré comme démissionnaire d'office à partir de la date de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire annuelle qui prendra acte de cette démission et nommera, le cas échéant, un nouvel Administrateur, en remplacement. Toute nomination intervenue en violation de ces dispositions est nulle. »

« Le Conseil d'Administration nomme parmi ses membres, un Président qui doit être une personne physique. Le Président est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'Administrateur.

Le Président du Conseil d'Administration représente le Conseil d'Administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure, en particulier que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission. »

(b) Mode d'exercice de la Direction Générale (article 21 des statuts)

« La direction générale de la société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général. Le Directeur Général, dans l'hypothèse où ce dernier est administrateur, est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Dans le cas contraire, la durée du mandat du Directeur Général est fixée, dès sa nomination, par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration choisit entre les deux modalités d'exercice de la direction générale visées à l'alinéa précédent.

Lorsque la direction générale de la société est assumée par le Président du Conseil d'Administration, les dispositions relatives au Directeur Général lui sont applicables.

La personne chargée de la direction générale de la société, soit le Président du Conseil d'Administration, soit le Directeur Général, dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société.

Elle exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'Actionnaires et au Conseil d'Administration.

Sur proposition de la personne chargée de la direction générale de la société, le Conseil d'Administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées de l'assister avec le titre de Directeur Général délégué. Le nombre maximum de Directeurs Généraux délégués ne peut dépasser cinq.

La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de Président du Conseil d'Administration, de Directeur Général et de Directeur Général délégué est fixée à quatre-vingts ans.

Toute nomination intervenue en violation de cette disposition est nulle.

Lorsque l'intéressé a atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office. »

21.2.7 Assemblées générales (articles 27 à 37 des statuts)

« CONVOCATION DES ASSEMBLEES GENERALES

L'Assemblée Générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre des actions qu'ils possèdent pourvu qu'elles aient été libérées des versements exigibles.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, il doit être réuni une Assemblée Générale Ordinaire.

Les modalités de convocation de toutes assemblées générales sont les suivantes :

Avis de réunion

La Société est tenue, trente cinq (35) jours au moins avant la date de réunion de l'Assemblée Générale, de publier au Bulletin des annonces légales obligatoires (B.A.L.O) un avis de réunion contenant les indications prévues par la Loi.

Avis de convocation

La convocation est faite avant la date de l'Assemblée Générale par un avis inséré au BALO dès lors que toutes actions ne revêtent pas toutes la forme nominative.

Si toutes les actions revêtent la forme nominative, la ou les insertions ci-dessus visées peuvent être remplacées par un courrier postal (lettre simple) ou électronique adressé à chaque actionnaire.

Par ailleurs, compte tenu de la faculté ouverte aux actionnaires d'adresser leurs questions écrites à la Société par voie de courrier électronique, l'avis de réunion publié au BALO et l'avis de convocation doivent indiquer l'adresse électronique où peuvent être envoyées ces questions.

Les assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'Administration. A défaut, elles peuvent également être convoquées par le ou les Commissaires aux Comptes en cas d'urgence, par le ou les liquidateurs en cas de dissolution de la Société pendant la période de liquidation, par un mandataire désigné en justice à la demande, soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs actionnaires représentant au moins le vingtième du capital social.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu suivant les indications figurant dans les avis de convocation.

ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour des assemblées figure sur les avis et lettres de convocation. Il est arrêté par l'auteur de la convocation.

Toutefois, un ou plusieurs actionnaires ont la faculté de requérir, dans les conditions déterminées par les dispositions législatives en vigueur, l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour; néanmoins, elle peut, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

L'ordre du jour d'une assemblée ne peut être modifié sur deuxième convocation.

ADMISSION AUX ASSEMBLEES

S'agissant des titres au porteur : Le droit de participer aux assemblées Générales est subordonné à l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire (ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte si l'actionnaire réside à l'étranger) au troisième (3^{ième}) jour ouvré précédant l'assemblée à 0 heures (heure de Paris) soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité. L'intermédiaire habilité délivre une attestation de participation qui doit être transmise à la Société en annexe au formulaire de vote à distance ou en annexe de la procuration ou de la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire ou pour son compte s'il est non résident afin que puisse être constaté l'enregistrement comptable ; une attestation est également délivrée à l'actionnaire qui souhaite participer physiquement à l'assemblée et qui n' a pas reçu sa carte d'admission le 3^{ième} jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure (heure de Paris).

Dans la mesure où les statuts offrent aux actionnaires la possibilité de voter par des moyens électroniques de télécommunications et que la Société aménage un site Internet exclusivement consacré à cet effet, l'attestation peut être transmise à la Société par voie électronique.

S'agissant des titres nominatifs : Le droit de participer aux assemblées résulte de l'inscription des titres au nom de l'actionnaire au jour de l'assemblée générale dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société.

Tout actionnaire et en cas de démembrement des titres, l'usufruitier comme le nu-proprétaire, a le droit d'assister aux Assemblées Générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité.

Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire non privé du droit de vote ou par son conjoint ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat. La procuration devra contenir les indications et informations prévues par la loi. A défaut de désignation du mandataire par le mandant, il sera émis au nom de ce dernier un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le Conseil d'Administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont il peut obtenir l'envoi dans les conditions indiquées par l'avis de convocation à l'Assemblée.

Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire réglementé. Les formulaires ne donnant aucun sens au vote ou exprimant une abstention sont considérés comme votes négatifs.

TENUE DES ASSEMBLEES

Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil. En cas de convocation par un commissaire aux comptes ou un mandataire de justice, l'assemblée est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut, l'assemblée élit elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée, présents et acceptants, qui disposent du plus grand nombre de voix.

Le bureau désigne le secrétaire, lequel peut être choisi en dehors des actionnaires.

Il est tenu une feuille de présence dans les conditions fixées par la loi.

PROCES VERBAUX

Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès verbaux établis sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé conformément aux prescriptions de l'article 85 du décret N° 67236 du 23 mars 1967.

Les copies ou extraits des procès verbaux de l'assemblée sont valablement certifiés par le Président du conseil d'administration ou par un administrateur exerçant les fonctions de Directeur Général ou par le secrétaire de l'assemblée.

QUORUM ET DROIT DE VOTE

Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, sauf dans les Assemblées Spéciales où il est calculé sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la Loi. En cas de vote par correspondance, il ne sera tenu compte, pour le calcul du quorum, que des formulaires dûment complétés et reçus par la Société trois jours au moins avant la date de l'Assemblée.

Sous réserve du droit de vote double ci-après prévu, le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire, soit de nationalité française, soit ressortissant d'un Etat membre de l'Union Européenne.

La conversion au porteur d'une action, le transfert de sa propriété, la perte par son propriétaire de la qualité de ressortissant d'un Etat membre de l'Union Européenne, fait perdre à l'action le droit de vote double susvisé. Néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas les délais prévus ci-dessus.

En outre, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double pourra être conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Le vote a lieu et les suffrages sont exprimés, à main levée, ou par assis et levés, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée. Les actionnaires peuvent aussi voter par correspondance.

QUORUM ET MAJORITE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire doit être composée d'un nombre d'actionnaires représentant le quart au moins des actions ayant le droit de vote. Si cette condition n'est pas remplie, l'assemblée générale réunie sur deuxième convocation, délibère valablement quel que soit le nombre d'actions représentées. Dans les deux cas, les délibérations sont prises à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

En cas de vote par correspondance, il n'est tenu compte pour le quorum que des formulaires qui ont été reçus par la Société avant la réunion de l'assemblée dans les délais fixés par la réglementation en vigueur.

ATTRIBUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire entend les rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes et prend connaissance des comptes annuels.

Elle discute, approuve, redresse ou rejette les comptes et statue sur l'affectation des résultats.

Elle nomme, remplace, réélit ou révoque les administrateurs et commissaires aux comptes, et ratifie les nominations provisoires d'administrateurs.

Elle délibère sur toutes autres propositions à l'ordre du jour qui ne sont pas de la compétence exclusive de l'assemblée générale extraordinaire.

En outre, l'assemblée générale ordinaire peut être convoquée extraordinairement, chaque fois qu'il est nécessaire qu'elle se prononce sur une question de sa compétence.

QUORUM ET MAJORITE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Sous réserve des exceptions prévues par la loi pour certaines augmentations de capital, (incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, élévation du nominal des actions par souscription en numéraire), l'assemblée générale extraordinaire réunie sur première convocation ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le tiers des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, elle ne délibère valablement que si les actionnaires possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Les délibérations sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

En cas de vote par correspondance, il n'est tenu compte pour le quorum que des formulaires qui ont été reçus par la Société avant la réunion de l'assemblée, dans les délais fixés par la réglementation en vigueur.

ATTRIBUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts.

L'assemblée générale extraordinaire peut apporter aux statuts dans toutes leurs dispositions, les modifications acceptées par la loi.

Mais, en aucun cas, elle ne peut, si ce n'est à l'unanimité des actionnaires, augmenter les engagements de ceux-ci, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement des actions régulièrement effectué.

ASSEMBLEES SPECIALES

S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une Assemblée Générale Extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une Assemblée Spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Les Assemblées Spéciales ne peuvent délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, la moitié, et, sur deuxième convocation, le quart des actions de la catégorie concernée.

Pour le reste, elles sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les Assemblées Générales Extraordinaires, sous réserve des dispositions particulières applicables aux Assemblées de titulaires d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote. »

21.2.8 Convention d'actionnaires

Néant

22 CONTRATS IMPORTANTS

CORTIX s'appuie sur trois contrats importants en termes de refinancement.

- PARFIP France : société indépendante spécialisée dans la gestion des « tickets moyens ».
- LOCAM : filiale du Crédit Agricole ;
- KBC LEASE France : filiale du groupe bancaire KBC LEASE ;

Grâce à ces 3 financeurs CORTIX s'assure la pérennité de son mode de fonctionnement en France.

Dans le cadre de son développement européen un contrat similaire à celui-ci régissant son fonctionnement français est d'ores et déjà actif avec PARFIP en Espagne, en Belgique, en Allemagne et est en cours de finalisation pour la Suisse, l'Irlande, l'Angleterre et la Hollande.

23 INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS

Toutes les sources relatives aux tableaux, graphiques estimations et pourcentages figurant dans le présent Document d'information, notamment au chapitre 6 sont clairement mentionnées.

La Société confirme que les informations visées ont été reproduites fidèlement. Pour autant que la Société le sache et soit en mesure de l'assurer à la lumière des données publiées par ces tierces parties, aucun fait n'a été omis qui rendrait les informations reproduites inexacts ou trompeuses.

L'ensemble des documents sociaux de la Société CORTIX S.A. devant être mis à la disposition des actionnaires est consultable au siège de la Société :

Adresse : Parc d'Activités Neil Armstrong II
19, avenue Neil Armstrong
33700 MERIGNAC
Téléphone : +33 (0) 5 57 29 03 45
Fax : +33 (0) 5 57 29 03 31
E-mail : intro@CORTIX.fr
Site internet : www.CORTIX.fr

Peuvent notamment être consultés :

- l'acte constitutif et les statuts de la Société ;
- tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de la Société, dont une partie est incluse dans le présent Offering Circular ;
- les informations financières historiques de la Société pour chacun des exercices précédant la publication de l'Offering Circular.

La Société entend communiquer ses résultats financiers conformément aux exigences des lois et réglementations en vigueur.

25 INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

A la date du présent Offering Circular, CORTIX détient des participations dans 5 sociétés:

La Société CORTIX détient directement différentes participations dans les Sociétés suivantes :

- 99,90% du capital de la Société CORTIX TUNISIE
- 99% du capital de la Société CORTIX IBERICA
- 95% du capital de la Société CORTIX SWITZERLAND
- 99,7% du capital de la Société CORTIX BELGIUM
- 99,9% du capital de la Société CORTIX DEUTSCHLAND

Cf. § 7.1 et 20.1 du présent Offering Circular.